
1	NOTRE ORIENTATION POLITIQUE	P.4
2	NOTRE TRAVAIL D'ÉLABORATION PROGRAMMATIQUE POUR UN PROJET ÉMANCIPATEUR DES CONVICTIONS PROGRAMMATIQUES PARTAGÉES...	P.10
3	AVEC ET DANS LE FRONT DE GAUCHE, DANS LES MOUVEMENTS SOCIAUX, CONSTRUIRE UNE FORCE POLITIQUE NOUVELLE POUR L'ÉMANCIPATION	P.19
4	CONTRIBUTIONS LOCALES	P.21
5	CONTRIBUTIONS DES COMPOSANTES	P.28
6	AUTOUR DU PROCESSUS DE RAPPROCHEMENT	P.45
7	AUTOUR DE L'ÉCOSOCIALISME	P.48
8	QUELLES RÉFÉRENCES ?	P.61
9	QUELLE ORGANISATION ?	P.63

AVERTISSEMENT

Comme vous pourrez le constater, les trois documents qui vous sont présentés sont à la fois nourris et inachevés! Ils sont le produit d'un travail amorcé en début d'année entre six composantes du Front de gauche et des animateurs du groupe « tous ensemble ». Une rédaction collective qui a pris comme méthode de mettre en commun des productions déjà réalisées par les composantes, des groupes de travail ont synthétisé et approfondi cette production, deux réunions nationales se sont tenues en janvier et avril afin de vérifier les convergences.

Vous avez donc entre les mains une base de travail nécessairement inachevée. Qui se présente sous la forme de trois documents :

Une première partie traite de l'orientation politique et de notre intervention commune dans le Front de gauche.

Une deuxième développe les principaux aspects programmatiques de la transformation de la société.

Une troisième s'attache à définir les bases de la force politique que nous entendons construire ensemble cet automne.

Dans ces trois documents quatre questions sont particulièrement développées car elles ont fait l'objet d'un travail soutenu. Il s'agit de notre intervention dans le Front de gauche dans la première partie, des parties « Europe » et « écologie » de la deuxième partie et de la troisième partie dans son ensemble.

Dans la seconde partie, un titrage permet de montrer les inégalités de travail et de production mais en même temps la volonté d'enrichir le texte et donc de rédiger ultérieurement.

Nous entendons également proposer à la réflexion commune des participant(e)s un document plus court de quelques pages résumant nos propositions.

À ce stade, ces bases de travail vous sont proposées par les Alternatifs, la Fase, Convergences et alternatives, la Gauche Anticapitaliste, les animateurs du groupe « tous ensemble », des militants de la Gauche Unitaire.

1 | NOTRE ORIENTATION POLITIQUE

4

1|1 | **UNE CRISE, DES CRISES : MISÈRE, RACISME, MENACES SUR LA CIVILISATION HUMAINE**

La montée en puissance des périls qui menacent la société monde se manifeste par les multiples crises économique, sociale, écologique, démocratique, géopolitique, étroitement imbriquées. Nous sommes dans une ère de grands bouleversements, de réorganisations globales du système économique et des relations internationales, de reclassements politiques fondamentaux. Cette crise confronte l'humanité à d'authentiques enjeux de civilisation, qu'il faut préciser: il s'agit de la combinaison et de la contemporanéité de multiples crises prenant racine dans des échelles historiques et temporelles très différentes, ou à travers des références idéologiques, politiques, sociales, et culturelles très hétérogènes, mais qui ont marqué les peuples, leurs modes de gouvernement, leur «vivre ensemble», à différents moments de leur histoire.

Ainsi la crise économique et financière actuelle résulte du dérèglement de la mondialisation néolibérale telle qu'elle s'est peu à peu imposée comme modèle dans le bloc capitaliste occidental (circulation totalement libre des capitaux, mise en marchandise de toute la vie sociale, États mis en concurrence, apparition de formes proto-étatiques multinationales telles que l'Europe, détruisant les formes historiques d'«État social», au lieu de favoriser la bonne échelle de réponse à des questions mondiales comme la crise écologique...) depuis le milieu des années 1970, en réaction à la phase expansive épuisée de l'après-guerre.

La domination impérialiste de quelques États et la domination économique des multinationales s'enchevêtrent. Des conflits armés ensanglantent bien des pays ou sous-continent. Les activités criminelles – trafics d'êtres humains, de drogue ou encore évasion fiscale – recyclent des sommes colossales dans le système financier par la porte dorée des paradis fiscaux. Les droits démocratiques et libertés publiques sont limités y compris en Europe. Les formes les plus brutales d'exploitation, salariée, domestique, et sexuelle se maintiennent voire se développent à l'encontre des femmes même si, ponctuellement, leur situation a pu s'améliorer du fait de l'accès massif au salariat. Nombreux sont celles et ceux qui sont contraintEs à l'exil pour fuir la misère des zones rurales et se retrouvent confronté-es à une misère plus grande, à la surexploitation des grandes métropoles ou des pays dominants. Le développement des préjugés xénophobes face aux migrantEs est puissamment alimenté par des discours racistes et des politiques discriminatoires généralisées.

≥ **Une nouvelle fois, l'alternative «socialisme ou barbarie» est d'actualité.**

La crise écologique, à la fois multidimensionnelle et globale, résulte directement de la dynamique destructrice du capital déchaîné, et d'une accélération sans précédent du productivisme, nécessaire au capital pour trouver des débouchés à son infinie et continue «production de marchandises». Le vingtième siècle tout entier, et surtout sa deuxième moitié, ont été le théâtre du développement de fulgurants moyens énergétiques, de pillage des ressources naturelles, de destruction des écosystèmes humains/nature, de fabrication de capacités destructrices immenses simultanément à la course technologique dont les promesses, positives ou négatives, sont profondément contradictoires. Cette crise écologique plonge aussi son origine ancienne dans des rapports humanité/nature bien spécifiques à la civilisation occidentale et marqués par la domination. Les classes dominantes se montrent incapables de prendre les mesures qui permettraient d'enrayer le changement climatique, l'effondrement de la biodiversité, l'acidification des océans, l'érosion des sols, ou encore la pollution chimique généralisée, ainsi que la crise alimentaire, la crise du modèle productiviste agricole, l'artificialisation croissante des sols, l'extractivisme, les pollutions, l'accumulation de déchets plastiques et autres jusqu'à former un «7^e continent».

Aux pollutions atmosphériques, radioactives chimiques et nanotechnologiques croissantes, mais invisibles, de l'air, de l'eau, des sols, le «capitalisme du désastre» - adossé à un scientisme meurtrier qui fétichise la recherche et surtout la technique – prétend répondre par un impossible «capitalisme vert», occasion de développement de nouvelles multinationales et de nouvelles marchandises (marché carbone, droits à polluer) ou par de pseudo-dispositifs de «protection», de prétendue dépollution, et par une médecine high tech pour les privilégiés, tout en exigeant de breveter intégralement le vivant.

La crise est également une crise démocratique profonde dans les pays occidentaux, exprimée à travers une abstention électorale grandissante et un rejet massif du système politique, synonyme de professionnalisation et de carriérisme, de cynisme, de domination des oligarchies, et de corruption à toutes les échelles résultant des liens de plus en plus étroits entre les bourgeoisies financières et les élites politiques et médiatiques.

Les classes dominantes accentuent la répression contre les mouvements sociaux et toutes les formes de contestation de l'ordre établi. Ultra-libéralisme économique et criminalisation des luttes populaires vont de pair, ainsi que le renforcement des pouvoirs régaliens des États en même temps que la dénonciation du tout-

État pour les droits et les politiques publiques. Les classes dominantes n'hésitent pas à désigner des boucs émissaires parmi les couches populaires les plus défavorisées pour justifier leur remise en cause des politiques sociales. Elles utilisent l'idéologie raciste, identitaire et xénophobe pour maintenir leur domination. Pourtant, les moyens du développement humain, de l'épanouissement, de l'éducation, de l'accès à la culture, de la préservation et de la valorisation de la biodiversité n'ont jamais été aussi considérables. Mais ils servent à accroître le poids de la domination du capital et les champs où elle s'exerce. Les moyens de production et de communication sont accaparés et détournés par les plus riches, protégés par les systèmes technocratiques, policiers et militaires, quand ils devraient construire une citoyenneté mondiale. La propriété n'a jamais été aussi concentrée en quelques dizaines de milliers de mains alors que des milliards de femmes et d'hommes n'accèdent pas aux droits fondamentaux.

Enfin, la crise est géostratégique: la montée en puissance des pays dits « émergents » est pour les sociétés du Nord le début de la fin d'une hégémonie de cinq siècles, faite pour partie de pillage et de domination coloniale. L'hégémonie militaire états-unienne perdure malgré l'émergence d'un monde multipolaire. Mais le chamboulement des hiérarchies entre blocs d'États, résultant de l'effondrement de l'URSS, combiné avec la crise du projet d'émancipation humaine (du socialisme, du communisme, des visées progressistes, des espoirs portés par les révolutions anticoloniales, etc.) provoquent la résurgence de forces sociopolitiques ou idéologiques enfouies pendant des décennies:

- retour en Europe ou dans l'ex-URSS d'un nationalisme exacerbé fondé sur l'homogénéité ou la pureté (introuvable) des ingrédients de la nation comme forme historique du « vivre ensemble »
- développement de nouvelles guerres basées sur des affrontements néonationalistes sur fond de désagrégation sociale et politique (ex-Yougoslavie, empire russe, effondrements d'États), ou de chocs présentés comme civilisationnels (guerres de Bush au Moyen-Orient, doublées d'entreprises de nation-building désastreuses), ou de guerres asymétriques contre des « menaces » non précisément localisables (lutte anti-terroriste), mais réelles. Certains pays, notamment en Afrique, rencontrent même une conjonction catastrophique de ces différentes tendances: implosion de l'État laissant le pouvoir à des bandes armées, guerres civiles, dictatures, menaces terroristes
- retour d'un intégrisme dans toutes les religions, exutoire à la crise morale générale, minoritaire, mais très visible et régressif dans un contexte global restant cependant marqué par la sécularisation.

≥ **Résistances sociales et révolutions**

Sur l'ensemble des continents, jusque dans les pays où les luttes de classe furent longtemps étouffées, les peuples se dressent et expriment leur aspiration à la justice et à l'égalité. Après l'Amérique latine, la révolution a resurgi dans le monde arabe. Les soulèvements de Tunisie et d'Égypte ont évincé deux des dictatures les plus emblématiques de cette région, et les exigences démocratiques et sociales qu'ils ont exprimées ont ensuite ébranlé les pays voisins.

Ces révolutions ont montré que même dans le contexte brutal d'une dictature, sur fond d'une exploitation économique et sociale, un peuple, les peuples peuvent bousculer l'ordre existant, renverser le pouvoir. Ces soulèvements populaires manifestent avec éclat la puissance des peuples à changer le cours de l'histoire.

Les forces de la contre-révolution n'ont pas tardé à réagir pour tenter de briser une dynamique à l'effet de souffle redouté par les oligarchies dominantes et les grandes puissances, mais elles sont loin d'être parvenues à leurs fins.

Sur l'ensemble du globe, dans des formes diverses, luttes sociales, grèves générales et mobilisations de rue se conjuguent avec des mouvements massifs de la société comme celui des « Indignés » pour contester un ordre où 99% des habitants de la planète subissent la tyrannie de 1% de possédants et de boursicotiers. La trajectoire du mouvement altermondialiste témoigne de la volonté de nombreuses fractions des mouvements sociaux de se coordonner et d'élaborer une plateforme et des méthodes de luttes communes. La difficulté d'impliquer les grandes organisations syndicales et de déclencher des luttes d'ampleur à l'échelle internationale demeure cependant un obstacle non surmonté.

L'Europe est ainsi le théâtre d'un affrontement persistant entre les peuples et les élites dirigeantes. S'il n'est nulle part parvenu à mettre en échec les prétentions des possédants, le refus de l'austérité n'en a pas moins fait descendre des millions d'hommes et de femmes dans les rues. Les gouvernements parviennent encore à faire passer en force leurs politiques de destruction sociale et de régression démocratique, la finance réussit même parfois à mettre en place des équipes ne procédant pas d'une élection, mais leurs marges de manoeuvre se réduisent à mesure que leur autorité s'affaiblit. Toutefois, le mouvement syndical, le mouvement écologiste ou encore les forces de la gauche radicale peinent à organiser la résistance face à une bourgeoisie coalisée malgré ses divisions. Les tentatives de coordination de certaines luttes syndicales à l'échelle européenne (journées d'action de la CES, transport routier, cheminots, initiatives liées aux forum sociaux européens...) restent très difficiles ou limitées dans leurs effets. Une dissymétrie énorme se maintient entre la centralisation du pouvoir capitaliste et celle du mouvement de résistance, dans la capacité à transnationaliser l'élaboration des programmes d'action, et à les populariser dans les espaces nationaux. Le refus des traités européens libéraux par référendum n'a pas produit de dynamique politique cumulative, même si la méfiance envers l'Europe s'accroît. Il manque aussi à ces batailles prometteuses une perspective politique internationale à même de faire surgir un espoir et de permettre aux mouvements populaires d'arracher des victoires.

Dans ce contexte, le risque existe de voir se développer des tendances au repli nationaliste et des fractures entre les victimes de discriminations racistes et les autres, y compris dans le monde du travail.

≥ **La crise de la gauche et du projet d'émancipation**

Les mouvements d'émancipation traversent une période difficile. La spécificité de la période actuelle est que la fusion opérée à la fin du 19^e siècle ...|...

entre le mouvement réel des luttes de classe et les idées socialistes et communistes a été désarticulée par 40 ans de contre-révolution néolibérale, de destruction des collectifs de travail, de recul de la conscience de classe, entraînant des régressions sociales, politiques et idéologiques.

L'histoire des luttes populaires n'est pas, pour autant, une simple succession de défaites. Face aux attaques répétées, des résistances existent et existeront. Il faut se garder de toute lecture fataliste ou linéaire : de nouvelles formes de subversion, de lutte, avec la force qui s'en dégage, surgissent ou surgiront et nous devons y être attentifs afin d'y jouer un rôle actif.

Le meilleur programme du monde ne sera rien sans luttes et expériences fondatrices. Mais ces dernières ne surgissent pas du néant : elles mûrissent et s'épanouissent au travers de la multitude des débats et combats qui peu à peu dessinent le possible. Nous ne partons pas de rien, mais cependant nous sommes loin d'avoir toutes les réponses. Il s'agit tout d'abord de montrer que nous sommes capables de répondre aux grands enjeux auxquels l'humanité est confrontée face à la multitude des crises qui l'accablent. C'est la possibilité même d'une alternative socialiste au système capitaliste qu'il s'agit de reconstruire. Les luttes ont besoin d'un horizon politique qui aujourd'hui a reculé à une échelle de masse, notamment en Europe. L'ancien projet socialiste doit donc être remanié pour être à la hauteur des questions posées, particulièrement par l'échec des économies administrées et bureaucratisées, mais aussi par celles que la crise écologique globale a fait surgir et dont les conséquences menacent la possibilité même de construction d'une autre société, libre et fraternelle, à l'échelle planétaire. Cet objectif implique un remaniement profond des anciens cadres de pensée et d'organisation, dont le creuset ne peut être contourné ou évacué. Cela demande aussi d'être attentif et disponible aux nouvelles formes de contestation et d'organisation qui peuvent émerger. L'intégration des dimensions sociales, écologiques et démocratiques, dans un même projet de lutte des classes émancipateur, trouvant des déclinaisons concrètes, en est la condition.

Nous sommes donc dans une période de recomposition politique et de reconstruction d'une nouvelle perspective d'émancipation, après les ravages du stalinisme et du réformisme social-démocrate. Cela suppose de faire la synthèse du meilleur des différentes traditions du mouvement ouvrier, communiste, socialiste, écologiste, républicain, les apports issus des luttes sociales et politiques, des mouvements féministes et pour l'égalité des droits, et de l'ensemble des progrès sociaux et culturels qui ont émergé.

1|2| ÉLÉMENTS SUR LA SITUATION FRANÇAISE

L'expérience politique des alternances depuis 30 ans : depuis 1981, plusieurs formes de gouvernements ont alterné, dominés par la droite ou par le parti majoritaire à gauche, le PS. Le grand espoir suscité par 1981, avec des acquis limités mais réels, s'est évanoui deux ans plus tard avec le choix de l'austérité, déjà à l'époque imposée par l'Europe capitaliste, et l'acceptation des règles du marché mondial. Le nouvel espoir, en 1997, de la gauche plurielle résulte de la mobilisation sociale de décembre 1995, et des années

précédentes, porteuse d'exigences sur les services publics, la protection sociale, la lutte contre le chômage. Là encore, après quelques décisions emblématiques (35h sabotées par le patronat faute d'une loi contraignante), le gouvernement plonge dans l'accompagnement libéral (privatisations à outrance).

Malgré les échecs, la direction du PS n'a donc tiré aucun bilan vers une réorientation à gauche et, au contraire, a évolué clairement dans l'accompagnement du capitalisme : campagne avec la droite pour le traité constitutionnel de 2005, horizon capitaliste accepté comme non dépassable, refus de l'ancrage de classe du projet politique (Terra Nova). C'est le social-libéralisme : un pari de compromis avec le capitalisme (transformé en gestion pure et simple au gouvernement), tempéré dans un donnant-donnant avec certaines directions syndicales, autour de pseudo-réformes déjà anticipées par les technocrates du système (exemple : fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG, accord ANI, etc.).

L'évolution du PS a coïncidé (années 1980) avec son hégémonie sur l'ensemble de la gauche comme force d'alternance face à la droite. C'est une logique de mutation en parti démocrate (ou du centre) qui est à l'oeuvre. Mais celle-ci est contrecarrée par les éléments de fidélité au passé socialiste et par la radicalité maintenue dans la société qui se manifeste dans les grandes mobilisations sociales périodiques. De ce fait le PS se trouve confronté à une contradiction forte : sa politique génère une distanciation croissante avec les classes populaires, alors que le vote de ces dernières reste un élément déterminant de sa force électorale pour accéder aux responsabilités.

La droite veut gouverner par elle-même. Le constat de la dérive du PS n'efface pas, même s'il le modifie, une autre donnée de la vie politique : la bourgeoisie reste indéfectiblement attachée à des modes de gouvernement directs de son propre personnel politique. Dans ce cadre, la présidence Sarkozy est celle qui est allée le plus loin et qui était la plus cohérente pour incarner les besoins du capitalisme de notre époque : défaire les acquis sociaux issus d'un siècle de mobilisations, briser la gauche en faisant semblant de préempter ses valeurs, décourager le mouvement social et effacer Mai 68 comme moment fondateur, tisser des liens avec l'électorat de la droite extrême pour anéantir la conscience de classe, rogner la laïcité, accroître les pouvoirs régaliens. Cependant, cette politique a été mise à mal par un sursaut populaire (2010) redonnant vie à un besoin d'alternative de gauche, déjà manifesté dans les élections intermédiaires (régionales). Dans ces conditions, la fonctionnalité du PS, déjà maître des institutions locales ou régionales, reprend du poids pour traduire une exaspération populaire en succès électoral et institutionnel. Il en est ainsi tant qu'une véritable alternative à cette puissance politico-institutionnelle n'est pas apparue sur la scène politique. Une telle alternative peut naître ou prendre racine dans les mobilisations, mais elle ne peut se consolider ou se stabiliser nationalement que si elle s'incarne dans une force politique.

La polarisation droite/gauche reste donc, en dépit des confusions et des reculs, une donnée structurante de la vie politique et demeure, même de manière très déformée, une réfraction de l'affrontement de classes. Se maintient en effet dans la durée une « polarisation », un

potentiel de radicalité politique en France, qui puise ses racines jusque dans la Révolution française, potentiel que les néoconservateurs et le patronat veulent précisément détruire. Y renoncer (par exemple parce que des personnes votent Front de gauche sans adhérer aux repères droite/gauche) serait prendre le risque de reculer encore plus quant à la nécessaire reconstitution d'une conscience politique plus acérée.

Il est certain que ce n'est pas d'abord par adhésion au programme du PS que le peuple de gauche vote pour lui (ou s'en détourne), car l'expérience catastrophique des alternances est maintenant partagée par une fraction importante de la population. C'est cette lucidité populaire qui ouvre un espace pour une nouvelle donne politique, pour peu que le rassemblement se construise nationalement autour d'une gauche crédible et attractive, comme la victoire de 2005 l'avait montré.

Le défi pour la gauche de transformation sociale est donc d'échapper à l'alternative mortelle de la soumission au PS par réalisme, ou la dénonciation impuissante. L'objectif doit être de prendre l'exacte mesure de l'hégémonie du PS pour la combattre concrètement. Il convient de rompre avec l'illusion que cette hégémonie serait le produit de sa politique, et non de la place qu'il occupe dans le système de pouvoir.

L'alternative possible. C'est à la lumière de ces constats qu'il faut analyser ce qui s'est produit en 2007 et 2012 dans les élections présidentielles. En 2007, il n'y avait pas de dynamique à gauche entre le PS et une alternative de gauche éclatée après sa victoire de 2005. En 2012, le peuple de gauche s'est remobilisé parce que Hollande a été contraint, pour gagner, de retrouver des accents de gauche qu'il n'avait pas anticipés (contre la finance, pour la justice sociale, pour renégocier le traité Merkozy), et parce qu'à sa gauche, le Front de gauche incarnait une polarisation efficace précisément sur ces questions, avec la claire volonté de battre la droite.

Hollande s'est très vite recadré sur le fond de son projet propre: accepter les diktats de la Troïka, cajoler le patronat (compétitivité) en espérant que celui-ci accompagnerait une relance. Mais la crise Cahuzac révèle que derrière l'acceptation des règles néolibérales, toutes les dérives sont possibles. Dès lors, il ne reste plus rien pour stabiliser le pouvoir.

La remobilisation populaire et majoritaire à gauche en 2012 est donc très fragile, elle peut se volatiliser vite, et ouvrir ainsi une brèche béante au FN. En ce sens, il y a bien une course de vitesse. Mais il s'agit d'une course de vitesse pour consolider la conscience de gauche, pas pour s'épuiser dans une guerre des extrêmes, attisée par les médias, et qui profiterait à la force qui joue le plus sur les confusions. Ayant été une composante indispensable de la majorité populaire qui a chassé Sarkozy et la droite, le Front de gauche est légitime pour engager une bataille pour ravir l'hégémonie au PS en s'adressant à toute la gauche, pour tendre la main aux secteurs critiques, organisés ou non, et préparer les conditions d'une relève majoritaire.

1|3| LE FRONT DE GAUCHE, POUR CHANGER LES RAPPORTS DE FORCE ET GOUVERNER À GAUCHE POUR ROMPRE AVEC L'AUSTÉRITÉ

Le Front de gauche a franchi une étape en 2012. La campagne présidentielle a permis d'entrevoir

la possibilité d'une jonction entre des solutions politiques à gauche et les mobilisations populaires (résultats électoraux, rassemblements massifs de la Bastille, du Prado, présence de secteurs en lutte). Les législatives ont été plus difficiles, dominées par la logique institutionnelle qui réduit l'enjeu à donner une majorité au président élu et à écarter la droite. Et il n'était pas encore en mesure de rendre crédible et possible, dès ce moment-là, une alternative à celle proposée par le PS.

Mais le fait politique principal, c'est l'installation, par le Front de gauche, d'une autre perspective à gauche. Des répliques de la force affirmée dans sa campagne du premier tour ont eu lieu: dès septembre 2012 avec la manifestation contre la ratification du traité européen, en 2013 avec la campagne «une alternative à l'austérité, c'est possible!» et la marche du 5 mai. Ces exemples indiquent une voie d'action et de propositions en dehors des échéances électorales et nourrissant celles-ci.

Mais cela ne saurait suffire. Le Front de gauche doit viser à faire prévaloir, au sein d'une gauche traversée par deux orientations inconciliables, une autre politique que celle mise en oeuvre par le gouvernement et la direction du Parti socialiste. C'est une réorganisation et une recomposition d'ensemble de la gauche que nous visons, autour d'une ligne de partage entre adaptation aux logiques libérales et volonté de rompre avec elles, un débat qui traverse l'ensemble de la gauche et du mouvement social.

➤ Un Front de gauche indépendant

Le choix du Front de gauche de ne pas participer au gouvernement Ayrault a été une décision importante. Le Front de gauche se considère comme partie prenante de la dynamique populaire majoritaire qui a chassé la droite et N. Sarkozy, mais il est indépendant de la majorité présidentielle et gouvernementale qui met en oeuvre les 60 propositions de François Hollande. Pour la première fois sous un gouvernement de gauche, il existe à gauche une force politique rassemblée, unitaire, autonome et indépendante, disponible pour porter les exigences populaires et résister aux pressions du Medef et des marchés. Une force déterminée à rassembler des majorités à gauche, dans le mouvement social, au Parlement, autour de propositions de lois actant de nouvelles avancées pour le mouvement populaire. Dans la phase actuelle de perte massive de légitimité du gouvernement Hollande-Ayrault, il est de plus en plus urgent que le Front de gauche prenne des initiatives pour imposer à gauche une véritable alternative politique majoritaire, en opposition à celle du gouvernement.

➤ Rendre crédible la perspective d'une autre majorité et d'un autre gouvernement à gauche

Le Front de gauche doit inscrire ces batailles immédiates dans la construction indispensable d'une politique alternative à l'austérité, celle que devrait mettre en oeuvre une majorité et un gouvernement vraiment à gauche. Le Front de gauche doit être candidat à une majorité et à un gouvernement anti-austérité, rompant avec les logiques libérales et productivistes, pour contrôler le système financier, étendre les pouvoirs, les droits et la démocratie pour les salariés et le peuple. ...|...

Pour cela, le Front de gauche doit agir pour changer les rapports de force au sein de la gauche, pour créer les conditions qui rendent possible l'émergence d'une autre majorité et d'un autre gouvernement. Tout est à faire pour engager un vrai changement, et ne pas laisser la place à la démobilité et à l'absentéisme favorisant un retour d'une droite flanquée d'une extrême droite candidate au pouvoir. Il faut donc travailler à dresser les contours de ce que pourrait être cette nouvelle majorité au sein de la gauche et dans le mouvement social. Un gouvernement issu de cette majorité s'appuierait en permanence sur de puissantes dynamiques populaires, indispensables à la transformation immédiate des conditions de vie du plus grand nombre. Cette perspective d'un gouvernement de rupture avec l'ordre libéral devra s'affirmer en convergence avec des projets similaires dans d'autres pays, notamment en Europe, pour engager de nouvelles conquêtes collectives. Le Front de Gauche doit chercher à engager la constitution de rassemblements les plus larges possibles, temporaires ou permanents, sur la base d'objectifs limités mais rassembleurs, avec les organisations syndicales et associations, avec la volonté de regrouper tous ceux qui à gauche, et au-delà du Front de gauche, du côté du PS ou d'EELV, ou de l'extrême gauche, sont prêts à agir. S'il ne considère pas être le seul à porter les résistances et l'alternative, le Front de gauche jouera pleinement son rôle s'il est capable de convaincre autour des mesures alternatives qu'il défend dans un va-et-vient entre ces résistances et le terrain législatif et politique.

«Place au peuple», «Prenez le pouvoir», ce ne sont pas que des slogans électoraux, mais des perspectives qui doivent nourrir le projet du Front de gauche.

≥ **Agir par des campagnes politiques régulières**

Le Front de gauche n'est certes pas à lui seul la représentation politique des radicalités et du mouvement social. Bien au contraire, il doit défendre une conception qui refuse l'établissement de rapports de subordination du mouvement social, syndical, associatif, derrière toute force politique qui se prétendrait le «débouché» ou «l'avant-garde». Les mouvements sociaux sont aussi producteurs de propositions et de réponses politiques, et doivent rester maître d'oeuvre dans l'organisation directe de l'action sociale, sans être sommés de se rallier aux initiatives des forces politiques.

Avec cette orientation, des campagnes prolongées doivent être engagées :

≥ **contre l'austérité.** Refuser les contraintes fixées par l'Union européenne pour généraliser l'austérité, en luttant pour désobéir aux injonctions de la Troïka (UE, FMI, BM) qui veut empêcher tout écart à l'orthodoxie libérale. Une campagne qui trouvera son prolongement, en France et en Europe, aux élections européennes.

≥ **pour l'emploi.** Une loi pour empêcher la vague de licenciements et la montée du chômage orchestrée par le Medef: loi d'interdiction des licenciements dans les entreprises qui versent des dividendes à leurs actionnaires, préemption sur les entreprises pour la reprise d'activités viables, droits des salariés de s'opposer aux plans «sociaux», droit de reprise par des coopératives ouvrières pour conserver les emplois, les

activités, les projets sociaux et écologiques, relance d'une campagne forte pour une réduction massive du temps de travail...

≥ **pour l'appropriation sociale et démocratique.** Soutien aux exigences des syndicats et des salariés qui demandent un contrôle public ou une nationalisation de leur entreprise. En soutenant la convergence des luttes des salariés dans les entreprises menacées, le Front de gauche cherchera à convaincre qu'il y a une alternative à l'impuissance affichée par le gouvernement.

≥ **pour l'égalité des droits, contre toutes les discriminations et oppressions.**

▶ *Contre le racisme et la xénophobie*: pour le droit de vote des étrangers aux élections locales, le Front de gauche devra mobiliser avec toute la gauche prête à ne pas reculer, pour gagner cette extension des droits promise par le candidat François Hollande; refuser les reculs du ministère de l'Intérieur qui se met dans les pas de ses prédécesseurs sur les contrôles au faciès ou les expulsions de Roms...

▶ *Pour l'égalité femmes/hommes*: défendre la proportionnelle intégrale et la parité à toutes les élections, porter une loi antisexiste afin de condamner les discriminations et insultes à caractère sexiste, une loi-cadre et des campagnes nationales contre les violences faites aux femmes, promouvoir une culture de l'égalité à l'école, favoriser la mixité des métiers, combattre le temps partiel subi, introduire des sanctions pour non-respect de l'égalité salariale femmes/hommes, remettre à l'ordre du jour la réduction du temps de travail, créer un service public de la petite enfance, porter une réforme des retraites qui compense les inégalités, garantir l'effectivité et la gratuité du droit à la contraception et à l'interruption volontaire de grossesse.

▶ *Contre l'homophobie et pour l'égalité des droits d'alliance et reproductifs quelles que soient les orientations sexuelles*, il y a urgence à développer la mobilisation pour le mariage pour toutes et tous, pour faire reconnaître les droits du second parent quel que soit le couple, pour créer un statut pour reconnaître les droits des tiers dans les familles (homoparentales comme hétéroparentales recomposées).

≥ **briser la dictature de la finance**, prendre des mesures législatives pour un secteur public bancaire et un contrôle public sur les banques, pour s'émanciper des marchés financiers, pour que la BCE prête directement aux États. Exiger à la fois un audit de la dette et un moratoire conduisant au non-paiement des intérêts des dettes indues;

≥ **engager la transition écologique**, réorienter dès maintenant l'investissement public et l'emploi vers des solutions écologiques dans les énergies renouvelables, les transports, le logement, l'eau. Revenir à une maîtrise 100% publique des entreprises du secteur de l'énergie. Engager un débat démocratique national sur la transition énergétique et organiser un référendum sur la sortie du nucléaire. Refuser les OGM et l'exploitation des gaz de schiste. Programme écologique global d'économies d'énergie, la relocalisation d'activités économiques, une agriculture paysanne, le développement d'une agriculture biologique accessible à toutes et tous.

Nous voulons et pouvons gagner, sans attendre, plusieurs avancées sur la base de campagnes de ce

type appuyées sur les mobilisations sociales. Les campagnes et actions du Front de Gauche seront des points d'appui pour illustrer et construire cette alternative de gouvernement, changer les rapports de force au sein du mouvement populaire et gagner l'hégémonie sur une telle orientation à gauche.

Construire une perspective de Front de gauche au niveau européen

La crise du capitalisme, celle de la construction ultralibérale de l'Union européenne, les solutions catastrophiques engagées par la Troïka, les dérives des gouvernements sociaux libéraux acceptant de gérer ces plans d'austérité ont provoqué de puissants mouvements sociaux de résistance, et redonné de l'espace et de la force aux gauches antilibérales européennes, plus crédibles, porteuses d'ambitions plus affirmées. On l'a vu plus en Grèce, en Espagne, au Portugal, la combinaison de mouvements sociaux importants et de coalitions de gauche liées à ces mouvements permet des progrès politiques notables dans la prise de conscience qu'une autre politique est possible en Europe.

Les élections européennes en 2014 seront l'occasion d'affirmer dans plusieurs pays, dans une même campagne, une même gauche de transformation sociale, défendant des solutions politiques communes, (banque publique, refus du Traité, alignement vers le haut des législations sociales et fiscales, démocratie européenne...). En lien avec le Parti de la gauche européenne, nous pourrions ainsi faire apparaître une coalition de ces gauches européennes, car n'y aura pas d'alternative à la crise si elle est pensée à l'échelle d'un seul pays.

≥ **Approfondir la stratégie du Front de gauche**

Tout en conservant la démarche du consensus, laissant en débat ce qui n'est pas encore collectif, il est nécessaire d'engager dans tous les lieux militants du Front de gauche une démarche d'enrichissement de son programme: la question de l'appropriation sociale, les nouveaux droits pour les salariés concernant la reprise de leur entreprise, ou encore l'approfondissement du débat sur la transition écologique.

Pour avancer, l'essentiel est de reconnaître que nous cherchons à élaborer un programme basé sur une perspective d'action et de transformation, la diversité des cultures politiques servant la dynamique de l'ensemble.

Le nouveau texte stratégique adopté début 2013 par le Front de gauche, représente une avancée collective dans la redéfinition de nos propositions, de l'issue politique gouvernementale pour sortir de la crise, de nos rapports aux autres forces de la gauche. Il doit permettre d'avancer vers un véritable Front politique, social et populaire, qui s'appuie sur les mobilisations sociales, seul à même d'assumer la confrontation nécessaire avec les classes dominantes, dans les luttes et dans les urnes.

Le Front de gauche, un rassemblement ouvert, rassemblant des organisations et permettant l'engagement individuel, pour créer une dynamique citoyenne

Quelles que soient les limites de sa construction initiale, le Front de gauche est aujourd'hui un cadre politique incontournable. Il s'agit désormais de faire force politique ensemble pour gagner la majorité à

gauche, pour cela, l'élargissement du Front doit être recherché en permanence.

Le processus de rassemblement ne doit jamais être figé. Toutes les forces d'une gauche de transformation ne se trouvent pas encore dans le Front de gauche, elles existent au sein d'EELV et du PS, et dans l'extrême gauche parmi de nombreux militants de ces partis, dans les associations, les syndicats, les quartiers populaires. Les courants et organisations qui s'inscrivent dans la gauche de transformation doivent pouvoir prendre place dans le Front de gauche s'ils le souhaitent.

Mais le Front de gauche doit aller au-delà du rassemblement des seuls partis politiques, et permettre aux acteurs engagés dans les mouvements sociaux de trouver une place pour traduire leurs combats quotidiens sur le terrain politique. Il doit être aussi un lieu de rassemblement populaire, pour combattre la résignation et le repli sur soi, pour réduire la coupure entre les milieux populaires et les formes actuelles d'action politique. Un de ses objectifs doit être de devenir un lieu de solidarité permettant aux jeunes et aux salariés de s'organiser pour défendre leurs aspirations et reconstituer une conscience et une culture politique.

Le Front de gauche, après avoir adopté un texte sur son «fonctionnement et développement», peut franchir une nouvelle étape en partant de deux constats:

≥ la volonté de certains partis de se maintenir comme organisations spécifiques, avec la souveraineté sur leurs décisions;

≥ le constat que beaucoup de citoyen-ne-s engagé-e-s avec le Front de gauche ne souhaitent pas adhérer à une organisation politique tout en voulant être pleinement acteur/trice de la vie du rassemblement politique.

Il faut maintenant engager et expérimenter des formes de participation citoyenne collectives. Sous des dénominations diverses, des «assemblées citoyennes» se pérennisent, des «collectifs citoyens» se construisent, des «comités populaires» se développent. Parfois ils se créent en association locale du Front de gauche, à laquelle on peut adhérer et être partie prenante des discussions et décisions d'action.

C'est la condition essentielle pour que le Front de gauche se transforme, pour qu'il soit à la hauteur de ses responsabilités. Cela ne signifie ni la dislocation des composantes dans un nouveau «parti», ni qu'il faille être d'accord sur tout, ni que des initiatives propres à telle ou telle organisation soient impossibles. En sens inverse, aucune des personnes ne se reconnaissant pas dans une organisation ne doit avoir le sentiment qu'elle est le jouet de structures bien rodées.

Dès lors, il peut être composé, à égalité de dignité, d'organisations constituées (partis et mouvements) et de structures localisées (assemblées citoyennes ou autres) où des personnes ont la possibilité d'adhérer directement.

Plus précisément, il s'agit de mettre en oeuvre ce qui a fait accord entre tous:

≥ un Conseil national et une coordination hebdomadaire élargis à de nouvelles personnalités issues du mouvement social et non-membres de partis;

≥ des «Fronts thématiques» pour donner ...|...

au Front de gauche les moyens d'intervenir dans tous secteurs de la vie politique et sociale.

➤ des moyens de communication collectifs (site internet géré collectivement, publication régulière) en appui aux collectifs locaux;

➤ des réunions nationales, sous la forme de «convention» ou d'«assises» rassemblant les divers espaces du Front de gauche (Assemblées citoyennes, Fronts thématiques, Conseil national et Coordination nationale).

2 | NOTRE TRAVAIL D'ÉLABORATION PROGRAMMATIQUE POUR UN PROJET ÉMANCIPATEUR DES CONVICTIONS PROGRAMMATIQUES PARTAGÉES...

10

Des résistances contre l'exploitation et les oppressions, jusqu'à la lutte pour des gouvernements de rupture engageant la transformation sociale et écologique, est posée la nécessité de penser en positif un projet de société alternatif au capitalisme et au productivisme. Il y a urgence à refonder un tel projet. Malgré les blessures que portent les mots hérités du passé, nous avons besoin de refonder un nouveau projet émancipateur: reprenant le meilleur des utopies socialistes, communistes, écologistes, autogestionnaires, pour une société fondée sur les valeurs de la démocratie, de l'égalité, du féminisme, de l'autogestion

Un projet pour libérer toutes les potentialités de l'auto-émancipation et des aspirations à l'égalité, pour engager une appropriation sociale des moyens de production et d'échange, pour une autogestion la plus étendue et un contrôle sur l'outil de travail et sur le travail lui-même. Il devra revenir sur le bilan et les échecs des expériences passées, tant du stalinisme que de la social-démocratie, et des dégâts qu'ils ont provoqués.

Cette élaboration stratégique devra être le fait d'un travail mené avec d'autres courants que les nôtres et qui sont engagés, avec nous, dans la construction d'une alternative à gauche. Et nous voulons

également travailler à partir des contributions issues du mouvement social, syndical, altermondialiste, afin d'élaborer un projet d'émancipation sociale adapté aux coordonnées de la période.

Mais une formation politique commune se doit de donner à voir un projet de plus long terme, une culture politique d'émancipation, indispensable à la vie d'un tel mouvement politique qui, pour donner confiance dans son projet immédiat, a besoin de faire vivre l'espoir qu'«un autre monde est possible».

La question n'est donc pas de conclure ce débat, ou de résoudre les questions posées, comme autant de préalables avant d'engager la construction d'une organisation commune. Elle est de fixer comme objectif à notre formation commune d'être le lieu où cette élaboration est possible et engagée sérieusement. C'est d'autant plus impératif qu'elle rassemblera des courants aux histoires et références culturelles différentes, et pour que cette diversité soit une richesse évitant de tomber dans l'uniformité idéologique issue d'une même tradition militante, elle doit se donner ce débat comme objectif permanent.

Pour approfondir les perspectives d'une gauche de transformation sociale et écologique, les principales questions autour desquels nous voulons avancer sont les suivantes:

2|1 | POUR UNE EUROPE SOCIALE, DÉMOCRATIQUE ET ÉCOLOGIQUE, AFFRANCHIE DES TRAITÉS LIBÉRAUX

Nous luttons dans l'Union européenne, pour une Europe sociale et démocratique, une alternative de gauche assumant une rupture avec la construction libérale de l'Union européenne sans accepter les replis nationalistes.

Si, en 2012, par le moyen de dispositifs exceptionnels et d'un certain assouplissement des règles d'intervention de la Banque centrale européenne, les classes

dirigeantes sont parvenues un temps à éloigner la menace de l'éclatement de la zone euro, la profonde instabilité de cette dernière demeure. Sous l'effet de la contraction de l'activité que provoquent les politiques d'austérité, l'ensemble de «l'euroland» est marqué par la récession.

La Grèce s'est vue littéralement saignée à blanc par les ajustements budgétaires, les privatisations et la liquidation des mécanismes de protection sociale que lui a imposés la Troïka. L'Espagne, le Portugal, l'Italie sont, à leur tour, menacés par les mêmes phénomènes de

récession et de régression qui peuvent à tout moment les conduire au chaos. L'asphyxie économique de nombreux pays, provoquée par les coupes budgétaires imposées par le nouveau traité européen, se conjugue au chômage de masse, qui conduit à l'explosion de la misère et de la précarité. Face à quoi les politiques d'austérité enclenchent une dynamique infernale: la contraction de l'activité engendre la diminution des recettes fiscales, approfondissant ainsi les déficits et la dette, ce qui place les États sous la menace permanente des offensives spéculatives des marchés financiers, laquelle appelle de nouveaux plans d'austérité qui ne feront qu'aggraver le mal auquel ils prétendent remédier... En fait, les fragilités du système bancaire peuvent, à n'importe quel moment, plonger la zone euro dans une nouvelle tourmente. On le devine en Italie et en Espagne, où les «mécanismes de stabilité» financiers imaginés par les dix-sept États membres, ne semblent pas en mesure de faire face à une conjoncture cataclysmique. Surtout, au fil des sommets, apparaît une divergence explosive entre deux Europe: celle emmenée par les classes dirigeantes allemandes, qui a jusqu'alors pleinement bénéficié du modèle économique et social imposé à l'ensemble de la zone euro, et plus largement à toute l'Union européenne; et celle des pays du Sud dont les gouvernements ont de plus en plus de difficulté à assumer la doxa austéritaire, n'ayant plus les moyens, sur fond de récessions longues et de chômage de masse, de faire accepter aux peuples des logiques de sacrifices sociaux sans fin.

➤ **En Europe, les classes dirigeantes veulent en finir avec les acquis populaires**

Au regard du reste du monde, les conquêtes sociales et démocratiques issues des luttes du mouvement ouvrier en Europe demeurent fortes. Mais, elles apparaissent aux yeux des classes dominantes du continent comme une anomalie à éradiquer. Il s'agit de profiter au mieux du grand remaniement mondial engagé avec l'émergence de nouvelles puissances capitalistes en Asie et en Amérique du Sud, mais aussi de tenter de faire payer le coût de la nouvelle phase de la crise économique ouverte en 2008 aux salariéEs et aux pauvres.

Les bourgeoisies européennes utilisent les institutions de l'UE dans un processus de destruction méthodique des acquis économiques, sociaux et démocratiques. La Troïka BCE/FMI/Commission européenne, avec l'appui de gouvernements de droite, sociaux libéraux ou autoritaires, impose dans toute l'Europe une austérité d'airain et sème la misère afin de restaurer les taux de profits.

La crise est l'occasion d'une vaste attaque concertée contre les droits des travailleurs/euses selon des modalités proches dans tous les pays européens. Partout, il s'agit de remettre en cause le droit du travail, la hiérarchie des normes basée sur le principe de faveur, les protections offertes par le contrat à durée indéterminée.

La France est à bien des égards un lieu emblématique de ce combat entre classes. Ces dernières décennies, les classes dominantes ont infligé une accumulation de défaites partielles aux classes populaires sans pour autant parvenir à imposer une défaite majeure et durable, qui demeure son objectif.

Nous le savons cependant, pas plus qu'hier face à la mondialisation du capital, la réponse à une crise

globalisée ne proviendra du seul cadre des nations. L'Europe peut être un cadre pertinent pour affronter les défis colossaux du moment. À condition qu'elle rompe résolument avec une construction qui discrédite, dans la conscience des peuples, l'idée européenne elle-même.

Nous devons oeuvrer à définir les contours d'une construction européenne démocratique, écologique et solidaire, basée au niveau national comme au niveau européen sur le respect de la souveraineté populaire. Pour une Union européenne qui soit au service des peuples et non de la finance.

Nous avons besoin d'une Europe qui s'émancipe des traités synonymes de destruction des droits sociaux et de régression démocratique, à commencer par le traité de Lisbonne. D'un bouclier social, qui protège le monde du travail des effets de la crise. D'une Europe de l'interdiction des licenciements et des délocalisations, du Smic européen, du retour au service public. D'une Europe qui mette fin à l'indépendance de la Banque centrale, afin de disposer des moyens de réorienter l'économie. D'une Europe de l'harmonisation sociale et fiscale par le haut. D'une Europe dont la politique agricole commune prenne le parti de l'agriculture paysanne contre les multinationales de l'agroalimentaire. D'une Europe du respect et de l'extension des droits des femmes, à commencer par le droit à disposer de leur corps, donc de l'Europe d'une laïcité reconquise afin de soustraire le continent à l'influence de ce nouvel obscurantisme qui, depuis le Vatican, excommunie à tout-va. D'une Europe de l'égalité des droits pour tous ses résidents, et singulièrement de la régularisation des sans-papiers. D'une Europe de la démocratie, non celle de petits cénacles qui agissent, au nom de l'oligarchie, en toute opacité, mais celle des peuples décidant souverainement de la construction politique qu'ils veulent pour eux. D'une Europe de la paix et du co-développement, renonçant aux ingérences impérialistes et néocolonialistes, et qui sorte de l'Otan,

La transformation sociale, si elle peut s'amorcer à l'échelle d'un pays, ne peut s'envisager de façon durable et aller à son terme sans susciter une dynamique à l'échelle internationale. C'est particulièrement indispensable dans une Europe enfermée par le néolibéralisme dans une spirale d'austérité et de régression démocratique. Il n'y aura pas de refondation de l'Europe sans une révolution démocratique qui brise la dictature de la finance, redéfinit le projet européen en met la participation populaire au coeur de ce projet. À l'heure où les rivalités entre États s'exacerbent et menacent d'éclatement le processus de construction européenne, la proposition d'une assemblée constituante européenne, faite par un gouvernement qui engagerait une politique de rupture avec le libéralisme, serait entendue par les peuples.

Nous situons notre combat dans le cadre d'une stratégie politique européenne, dans la construction d'un rapport de force de solidarité entre les peuples en Europe pour résister ensemble aux marchés et travailler à des alternatives politiques communes pour la refondation d'une Europe sociale, démocratique, écologique. Un gouvernement de rupture avec le libéralisme, plutôt que d'opter pour une sortie de l'UE et de la zone euro qui renverrait chaque peuple à lutter chacun dans son seul pays face aux mêmes logiques ...|...

capitalistes, devrait travailler à la convergence de politiques de désobéissance vis-à-vis des traités européens et des choix de la Troïka. Une convergence de plusieurs gouvernements et de mouvements assumant une crise dans la construction européenne actuelle pour imposer sa réorientation est loin d'être utopique. Les mouvements des peuples sont bien là, ce sont des Indignés, des vagues de grève, des manifestations de masse, des dynamiques autogestionnaires, notamment en Grèce, en Espagne, au Portugal... Ce sont aussi les possibilités, comme on l'a entrevu en Grèce, d'accession d'une majorité de gauche sur une orientation de refus de la politique d'austérité de l'UE.

Le choix de Syriza, s'il arrivait au gouvernement, de mettre en place une politique pour sortir de la crise en s'émancipant des exigences austéritaires, quitte à entrer en conflit l'Union européenne, ne s'est pas accompagné d'une volonté de sortir de l'euro. Même s'il faut l'envisager et s'y préparer au cas où l'UE voulait et trouvait les moyens d'en exclure la Grèce, alors qu'aucune procédure n'existe pour exclure un pays de l'UE, le choix de Syriza d'en appeler à la désobéissance aux traités, à une solidarité continentale des peuples et des gauches autour d'un refus de la dette, des diktats de la Troïka, porte l'espoir d'une dynamique contagieuse pour une convergence anti-austéritaire. Le retour aux monnaies nationales et au protectionnisme, outre qu'il aggraverait la situation de crise du pays qui l'engagerait, accentuerait les divisions nationalistes entre les peuples et les détournerait plus sûrement de la cause fondamentale de la crise : la propriété capitaliste, les politiques libérales. Si un ou plusieurs gouvernements européens ne basent pas leur politique sur une volonté de sortir de l'euro, ils ne devront pas pour autant reculer devant la possibilité qu'une majorité de gouvernements européens, hostiles à leurs choix de sortir de l'impasse austéritaire, provoquent un éclatement de la zone euro. Ils devront maintenir une orientation monétaire et économique alternative aux choix libéraux et monétaristes, et envisager toutes les coopérations possibles pour une refondation européenne.

Il est d'autant plus urgent d'engager une convergence européenne vers le haut, vers l'avènement d'une gauche européenne, vers la nécessité qu'un ou deux pays s'engagent ensemble et s'épaulent comme points d'appui pour provoquer la crise du modèle européen et y apporter des solutions de politiques alternatives.

Il n'y aura pas de refondation de l'Europe sans une révolution démocratique qui brise la dictature de la finance, qui redéfinit le projet européen en mettant la participation populaire au coeur de ce projet. À l'heure où les rivalités entre États s'exacerbent et sont menacés d'éclatement, la perspective d'une assemblée constituante européenne serait une proposition qu'un gouvernement qui engagerait une politique de rupture avec le libéralisme pourrait faire entendre avec force.

2|2| POUR L'ÉMANCIPATION INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE

Cette première partie n'est pas encore travaillée, sont indiquées les questions qui seront développées ici :

- La convergence des combats contre toutes les formes d'oppressions et de domination
- L'exigence féministe
- Le combat contre la xénophobie et l'extrême droite

- Libérer la culture et l'information de la marchandisation

- L'école et l'éducation populaire

- Contre les inégalités territoriales, pour le droit à la ville

- L'exigence de reconstruction d'une perspective émancipatrice contre toutes les oppressions, l'ancrage dans tous les mouvements pour l'égalité, contre toutes les formes de racisme, de xénophobie, de discrimination sur la base des origines, du genre, de l'orientation sexuelle, des croyances, et le respect des libertés individuelles et de la laïcité.

- L'exigence féministe, la lutte contre la domination masculine et le patriarcat, partie prenante de tout projet progressiste et de l'exigence démocratique d'égalité en droits entre homme et femme, et ses implications dans la remise en cause du capitalisme de par la place qu'il assigne aux femmes au travail et dans la société.

- Une dimension internationaliste permanente ; ici même, dans la solidarité avec les immigrés, dans l'extension des droits civiques et sociaux sur la base d'une citoyenneté de résidence. Dans l'Union européenne, pour une Europe sociale et démocratique, une alternative de gauche pour rompre avec la construction libérale de l'Union européenne tout en combattant les replis nationalistes. À l'échelle du monde, pour une politique solidaire entre les peuples, sans céder aux « raisons d'États » et aux politiques de grande puissance, y compris celles de l'État français. Une politique basée sur le droit à l'autodétermination des peuples victimes d'oppressions néocoloniales, d'exploitation impérialiste, de destruction de l'environnement par le pillage des ressources naturelles. Une politique de paix et de désarmement, notamment le désarmement nucléaire unilatéral, contre les guerres. Cette dimension internationaliste permanente s'incarne en particulier dans l'engagement altermondialiste et la participation active au processus des forums sociaux à toutes les échelles, des forums sociaux locaux au Forum social mondial : c'est dans ce processus que se construisent non seulement les solidarités mais aussi le croisement des luttes et des mouvements de contestation multiformes du capitalisme mondialisé, c'est dans ce processus que se dessinent les pistes d'un projet alternatif de société.

- Une lutte antifasciste intransigeante, menée dans l'unité du mouvement ouvrier et démocratique, et s'opposant sur le plan idéologique à toute banalisation du FN, de l'extrême droite et de leur orientation xénophobe.

- Libérer la culture et l'information de la marchandisation

- Une École pour l'épanouissement

2|3| L'ÉCOLOGIE, AU COEUR DE NOTRE PROJET DE SOCIÉTÉ

➤ Une crise écologique globale

Crise climatique, crise alimentaire, conflits pour le contrôle des matières premières et des terres rares, déplacements de populations : l'enjeu écologique est majeur. L'histoire de cette prise de conscience est jalonnée par les grandes catastrophes écologiques qui ont eu lieu, et dont Fukushima représente un nouveau moment fort.

La manipulation et la marchandisation du vivant, les nanotechnologies sont, comme le nucléaire, des enjeux et des menaces qu'exacerbe la vision techno-

cratique, se revendiquant d'un scientisme vulgaire, prônée par les oligarchies.

L'être humain et la nature ne peuvent être dissociés. Il n'y a qu'un seul écosystème compatible avec la vie humaine. Cette idée fait son chemin dans les consciences, au fur et à mesure que s'étend la crise écologique, elle doit être au cœur de notre projet de transformation de la société.

Cette crise n'est pas la simple conséquence linéaire du développement industriel depuis le 19^e siècle. Quelles en sont les causes? Les dérives productivistes ont été développées par une organisation de la production guidée par le seul critère du profit capitaliste, aggravées dans le cadre de la globalisation du monde par l'impératif du libre-échange exacerbé, et imposées par des appareils d'État et une foule de technocrates formés à la même logique du système. La valeur d'échange y est centrale, quand nous voudrions que ce soit la valeur d'usage qui le soit. De leur côté, les systèmes étatiques qui prétendaient se revendiquer du «socialisme réellement existant» ont aussi entraîné des catastrophes écologiques.

La critique écologiste nous rend également attentifs à des dimensions plus profondes de la crise. La modernité, porteuse de liberté et d'émancipation, a vu certaines de ses dimensions se retourner contre l'humain et la nature, et ont réduit notre appréhension du monde à sa seule dimension mécaniste et quantifiable. Le quantitatif a trop souvent pris le dessus sur le qualitatif, les biens sur les liens, l'utile sur le beau etc. L'économie s'est désencastrée du social et du culturel. L'histoire du 20^e siècle et les mouvements sociaux du Sud nous invitent à interroger les idéologies et les modes de pensée et de vie qui ont accompagné l'expansion du mode de production marchand que l'Europe a imposé au monde.

La généralisation massive de l'utilisation du pétrole, le développement gigantesque de l'automobile, le développement de l'industrie chimique et la généralisation de sa pénétration dans tous les secteurs d'activité, et en particulier dans l'agriculture avec les engrais et les pesticides, sont autant de traits du productivisme. La liste des menaces écologiques est longue: basculement climatique d'ampleur inégalé dans sa rapidité et sa brutalité, rareté de l'eau potable, pollution de l'air, des sols, destruction des forêts, désertification, menaces sur la biodiversité, pauvreté chronique et faim dans de vastes régions du monde, catastrophes industrielles, épuisement progressif de l'énergie fossile, risque nucléaire... Si rien n'est fait pour endiguer ces menaces, c'est alors la possibilité même de construction d'une autre société, libre et fraternelle, voire à terme de l'existence de toute société humaine à l'échelle planétaire, qui est en cause. Les changements nécessaires sont aussi bien des conversions des structures (des techniques de production, de l'économie, de la ville, etc.), des modes de vie que des valeurs.

≥ **Articuler les dimensions sociales et écologiques**

Dans ce contexte, le mouvement de lutte pour l'émancipation subit encore les contradictions entre des convictions qui ont marqué le mouvement ouvrier, selon lesquelles le progrès des sciences et des techniques pour peu qu'il soit encadré et régulé permettrait de contrôler les dégâts causés par l'activité humaine

à notre environnement, et les fondamentaux d'un mouvement écologiste qui s'est largement construit en extériorité, voire en hostilité, à un mouvement ouvrier traditionnel, dominé par cette vision productiviste, mouvement écologiste n'assumant pas spontanément la portée anticapitaliste de son combat. Il y a nécessité d'analyser ces contradictions et critiquer ce qu'ont été les visions socialistes du monde sur ces questions. Il faut par exemple intégrer la dynamique pour une part négative du développement capitaliste, laquelle conduit à l'inversion de forces productives en forces destructrices, par la guerre, et par le saccage de la nature.

Contre une vision réductrice de ces contradictions, réduites à celle qui oppose forces productives et rapports de production, il convient d'intégrer celle entre les forces productives sociales et la nature, et donc avec la prise en compte de toutes les conditions de production: les travailleurs, l'espace urbain, la nature...

Le choix d'une nouvelle appellation ne suffit pas à régler les contradictions qui émergent de la rencontre de l'écologie et du socialisme. Dans le souci de construire le regroupement de nos organisations, de respecter la diversité des références qui nous animent, sans formuler maintenant de choix terminologique, nous considérons que cette tentative est positive. Elle rend visible notre intention de combiner les deux dimensions dans la critique du système et dans les alternatives avancées. Elle marque clairement le terrain politique qui nous est commun, pour un nouveau projet de société portant haut des revendications radicales en matière sociale, écologique et démocratique, avec l'objectif de construire un nouveau projet émancipateur dans lequel les êtres humains décident des affaires qui les concernent dans un nouveau rapport à la nature.

Notre écologie est populaire, elle prend en compte le fait que ce sont les populations les plus précaires, en France et de par le monde, qui font d'abord les frais de la crise écologique (réfugiés climatiques, précarité énergétique, malbouffe...). Les inégalités sociales profondes et qui s'aggravent discréditent les appels à la nécessaire économie des ressources. Nous refusons donc les logiques culpabilisantes qui habillent le capitalisme vert et défendons une écologie de la justice sociale. La seule façon de répondre durablement à la crise écologique est d'y apporter des réponses également justes socialement. Non seulement l'ampleur de la crise écologique implique de prendre en compte la dimension écologique dans la construction d'alternatives économiques et sociales mais cette prise en compte permettra de répondre aux questions brûlantes de l'emploi, des conditions de travail et de la santé.

Il nous faut construire un projet écologique et social pour l'ensemble de la société et de la planète et un ensemble d'objectifs articulant les dimensions sociale et écologique qui puissent être portés par le mouvement syndical, le mouvement écologiste et la gauche non productiviste.

≥ **Remettre en cause les bases du capitalisme et du productivisme**

La question clé est d'œuvrer pour surmonter l'opposition souvent affirmée et instrumentalisée entre défense de l'emploi et exigence écologique. Cela implique d'énoncer clairement la perspective d'une transformation écologique et sociale des ...|...

grands secteurs de la production et des transports, impliquant la conversion de toute une série d'activités, mais aussi la création d'activités nouvelles fortement créatrices d'emplois et écologiquement soutenables. Cette perspective doit s'appuyer clairement sur la défense des droits des salarié-es et de leurs emplois, leur intervention active en lien avec les usagers dans les processus de conversion ainsi que sur la revendication d'une baisse générale du temps de travail. La transition écologique suppose de garantir aux travailleurs/euses leur rémunération dans le cadre d'un processus de maintien des collectifs de travail, sans que les contrats de travail ne soient rompus, donc sans licenciement. Ce dispositif doit être financé exclusivement par les cotisations patronales et contrôlée par les organisations syndicales. Il constitue par ailleurs une réponse aux suppressions d'emplois massives dans les entreprises et secteurs en réelle difficulté économique du fait de la course à la compétitivité et aux gains de productivité. Remettre en cause les bases du capitalisme et du productivisme

Plus généralement, les productions énergétiques, industrielles, agricoles, façonnées par et pour le capitalisme, doivent être complètement réorganisées, et une large relocalisation des activités engagée, impliquant une réduction des échanges de marchandises et la conquête de la souveraineté alimentaire sur tous les continents. Cela passe par une autre vision de l'aménagement du territoire tel qu'il a été mené depuis les années 1950 et une nouvelle façon de penser la ville. La satisfaction écologique des besoins sociaux qui doit guider l'organisation de l'économie conduisant à un autre mode de développement en rupture avec le productivisme n'est pas une question simple car elle doit aller de pair avec ce que les objecteurs de croissance appellent une «décolonisation de l'imaginaire» dominant, c'est-à-dire la lutte contre le consumérisme, consubstantiel au capitalisme, la déconstruction de l'aliénation par la marchandise, l'imaginaire de la résolution des problèmes par le fétiche de l'augmentation du PIB, une conception du bien-être réduite à l'accumulation de biens.

Nous devons mener une vraie bataille culturelle qui peut notamment passer par une éducation populaire à l'environnement, à la sobriété, au partage et à la gestion de biens communs. En ce sens, un certain nombre d'expérimentations (jardins partagés et solidaires, éco-habitats autogérés, coopératives...) doivent être encouragées, en ce qu'elles permettent une éducation par l'action. Nous devons aussi (re)mettre des slogans et mots d'ordre au goût du jour, participer à des campagnes antipublicités, refuser l'obsolescence programmée... pour illustrer cette «décolonisation» et rompre avec le «je consomme donc je suis».

Les politiques d'austérité ont aggravé la situation de la majorité de la population en effondrant la croissance, sans que cette «croissance zéro» ne résolve aucun des problèmes écologiques: au contraire, les capitalistes en profitent pour obtenir des concessions sur les politiques et les réglementations environnementales. Pour autant, il y a une dangereuse illusion à croire que le seul retour de la croissance dans l'économie telle qu'elle fonctionne résoudrait les problèmes: le partage de la plus-value au profit des actionnaires, la substitution du capital au travail dans une poursuite effrénée à la productivité, la précarisation du marché de

l'emploi, la structure inégalitaire de la richesse font que la croissance ne saurait par elle-même répondre aux problèmes sociaux. L'indice PIB – qui ne mesure que la valeur d'échange et non la valeur d'usage et dont l'évolution correspond à ce qu'on appelle couramment croissance – ne dit rien en termes de développement, de progrès social et écologique: une pollution, le succès commercial d'un bien inutile, le gaspillage publicitaire..., font gagner des points de PIB quand l'arrêt d'une production polluante ou le passage d'un médicament dans le statut «générique» en font perdre. C'est pourquoi nous ne souscrivons pas à des schémas de relance par une croissance productiviste destructrice et foncièrement inégalitaire, sans autre finalité que les profits de quelques-uns. Quand nous luttons contre la récession économique, le chômage et l'austérité subis par les classes populaires, quand nous soutenons des mesures qui permettent aux salariéEs de reprendre confiance et pouvoir sur leurs vies par leurs luttes (interdiction des licenciements, embauches, augmentation de salaires...), nous mettons en oeuvre une autre logique, celle d'un développement humain, social et écologique, pas celle de l'accumulation de capital. Nous voulons une relance par la satisfaction des besoins sociaux, par la conversion écologique de l'outil de production, l'épanouissement des personnes et des sociétés dans le cadre des contraintes écologiques, dans une autre direction que celle du capitalisme qui envoie la nature et les humains dans le mur.

Certaines productions doivent être supprimées, d'autres drastiquement réduites, d'autres encore très fortement accrues ou créées de toutes pièces, afin de réduire fortement l'empreinte écologique globale des pays du Nord et de garantir l'effectivité de l'accès aux biens, ressources et droits fondamentaux pour toutes et tous, le tout en réduisant fortement le temps de travail et en sortant de la logique consumériste. Pour faire avancer cette perspective, il est essentiel d'articuler revendications sociales et écologiques dans et hors de la sphère productive. Les réflexions des courants de la décroissance et de l'objection de croissance suscitent des réactions diverses, il s'agit d'un débat que nous souhaitons avoir avec ces sensibilités spécifiques.

➤ **La transition écologique**

Que produire, où, comment et pour qui?

On ne peut laisser aux capitalistes le choix de ce qui est produit et donc de ce qui est consommé, selon leur logique de développer tout ce qui augmente les profits plutôt que ce qui satisfait les besoins. Il est essentiel que le mouvement syndical s'empare de ce terrain et étende leur action non seulement au partage des richesses produites mais aussi aux choix de production: que produit-on, comment, où et pour qui? D'autre part, les méthodes de production capitalistes portent atteinte à la santé des travailleurEs et des paysanNEs, trop souvent uséEs et tuéEs à la tâche, à celle des consommateurs et peuvent présenter des risques majeurs pour les populations, avec le nucléaire et les sites Seveso. La défense du droit à la santé, passant entre autres par une politique de prévention, est donc porteuse d'une exigence de transformation radicale de l'organisation du travail et des modalités de production, au carrefour des revendications sociales et écologiques. Il s'agit aussi de donner un sens à l'acte de travail et de production, dans un système associant

producteurs et usagers, et où l'utilité sociale et écologique des biens et services fait l'objet d'une définition et d'une reconnaissance collective, ce qui implique des processus démocratiques de participation et d'intervention radicalement nouveaux

Il en est de même de la question agricole: le passage à une agriculture paysanne agroécologique conduirait à la création de centaines de milliers d'emplois dans le pays, tout en offrant une alternative aux dégâts écologiques et sociaux de l'agrobusiness. Cela suppose un bouleversement des politiques agricoles conduites en France et en Europe ces dernières décennies, des mécanismes de garantie des revenus liés au travail, la lutte contre l'artificialisation des sols, la priorité donnée à la qualité des produits, ainsi que de nouveaux rapports entre lieux de production et de consommation des denrées agricoles, notamment le développement de circuits courts associant paysans et consommateurs. Notre objectif est de tendre à la souveraineté alimentaire et de développer des relations de solidarité internationale respectueuses des droits des peuples à l'autonomie et au développement écologique et social. L'agriculture intensive capitaliste conduit au gaspillage des ressources naturelles, appauvrit les terres et inonde de ses produits les pays du Sud, le combat des paysannes et des peuples de ces pays pour l'autosuffisance alimentaire doit être aussi le nôtre. Nous nous opposons ainsi à la ruée vers «l'or vert»: des dizaines de millions d'hectares achetés par les multinationales dans les pays du Sud pour produire des agrocarburants, au détriment des forêts, de la biodiversité, des terres agricoles, et qui provoque la paupérisation de millions de paysans, accentue la spéculation sur les denrées alimentaires et aggrave les crises alimentaires. Nous entendons et soutenons les voix des mouvements du Sud qui nous disent que les voies qu'ils veulent prendre pour leur nécessaire développement ne sont pas celles mortifères empruntées au Nord. Lutter et les soutenir contre le pillage des ressources et des matières premières est une des dimensions de notre combat contre l'impérialisme.

≥ **Planifier la transition énergétique**

Le défi climatique ne laisse aucun doute. Les émissions de gaz à effet de serre doivent diminuer de 50 à 85% globalement, et de 80 à 95% dans les pays développés, d'ici 2050. En même temps, après Tchernobyl et Fukushima, nous savons que s'accroît le risque d'accidents nucléaires aux effets non maîtrisables et d'une ampleur incommensurable: le nucléaire ne peut être une alternative aux énergies carbonées, d'autant que les privatisations et les principes de rentabilité, la sous-traitance, le secret-défense qui empêche toutes discussions démocratiques, menacent la sécurité des centrales et des salariés qui y travaillent comme des populations.

L'engagement d'une transition énergétique revêt un caractère d'urgence. Elle doit être volontariste, maîtrisée, planifiée, portée par le débat démocratique, et se fixer comme objectif de remplacer les systèmes actuels de production fondés sur l'usage des énergies carbonées par des énergies renouvelables et alternatives non privatisées. Elle doit également planifier une sortie rapide du nucléaire, avec dans un premier temps la fermeture des centrales de plus de 30 ans. Cet objectif passe par la diversification des ressources énergétiques, un redéploiement massif de la recherche et des

investissements en faveur des énergies renouvelables, le recours transitoire à des énergies fossiles comme le gaz, une politique dont l'objectif doit être la sobriété et l'efficacité énergétique, donc la lutte contre les gaspillages. Le logement et les transports sont les principaux secteurs où des économies doivent être réalisées. Dès lors qu'ils relèvent du secteur public, c'est aussi un moyen de répondre au mal-

logement et à la précarité énergétique qui augmentent de façon inquiétante. La transition doit ainsi s'accompagner d'une reconfiguration de la notion de besoins, pour mettre fin à une logique de surproduction et de surconsommation et à la croissance exponentielle de la dépense énergétique. L'extension du champ de la gratuité, notamment pour les quantités de biens d'usage «de base» à fournir est une réponse à la fois sociale, écologique et démocratique. L'extension du champ de la gratuité pour les usagers, notamment pour les quantités de biens d'usage «de base» à fournir est une réponse à la fois sociale, écologique et démocratique. Recherche et investissements doivent s'engager massivement vers une diversification des sources énergétiques, c'est-à-dire la combinaison de plusieurs sources d'énergies renouvelables gérées de manière décentralisée permettant de répondre aux différents besoins sans dilapider les ressources. De nombreuses possibilités existent pour un développement rapide des énergies renouvelables, non seulement l'éolien et le solaire, mais aussi du côté des technologies liées aux sciences de la terre (géothermie, marées, microalgues, biomasse...), sous réserve de leur maîtrise dans l'intérêt collectif et qu'elles répondent aux besoins sociaux d'un territoire identifié. Cette transition implique la rupture avec la marchandisation de l'énergie et l'expropriation des grands groupes de ce secteur.

≥ **La L'extension du domaine des biens publics et la remise en cause de la propriété des moyens de production**

Cette transition écologique pour sa réussite suppose l'appropriation publique et sociale des secteurs déterminants, à commencer par l'énergie et l'eau. La biodiversité et les ressources indispensables à la vie doivent être des biens communs inaliénables de l'humanité. Le respect des ressources en eau passe notamment par la nécessité de priver les multinationales de la mainmise qu'elles exercent sur cette ressource. De même, sortir l'énergie du marché concurrentiel pour en faire un bien commun avec une tarification progressive nécessite de constituer un service public de l'énergie, qui prendra en compte la sécurité de l'approvisionnement, mais aussi celle de la production.

Plus généralement, l'émancipation humaine nécessite donc que les producteurs soient maîtres de leurs moyens de production et de leurs produits en lien avec les usagers et consommateurs. La «crise écologique» exige de s'attaquer à tous les secteurs clés du grand capital industriel. La réponse au défi climatique est incompatible avec la poursuite de la logique des profits et de l'accumulation par dépossession. Diminuer les émissions de gaz à effet de serre n'est tout simplement pas envisageable sans briser le pouvoir des multinationales de l'agrobusiness, de l'automobile, de la chimie, de la pétrochimie, de l'acier, etc. sans oublier le secteur des énergies fossiles, principal responsable de la catastrophe climatique! ...|...

≥ **Démocratie directe, autogestion et participation des citoyens et des salariés**

Les choix environnementaux ne peuvent être réalisés sans une intervention directe et un contrôle permanent des populations, des salariés producteurs et consommateurs, des citoyens qui élisent leurs représentants à tous les niveaux. Nous devons dans nos programmes articuler les urgences immédiates et ce que nous imaginons pour la société future. Dans nos batailles quotidiennes nous devons proposer non seulement des éléments qui soient crédibles et acceptables par les populations mais qui puissent être ferments d'émancipation populaire. Les expérimentations déjà vivantes (coopératives, Amap, éco-hameaux, zones de gratuité, gestions publiques décentralisées etc.) nous apparaissent comme des « déjà-là » ou « gisements », des « pépites » du communisme écologiste qu'il faut soutenir et développer.

La planification écologique que nous défendons est d'abord démocratique. Elle suppose que les populations aient la maîtrise de l'information et de la prise de décision. Le pouvoir de décider passe dans ce domaine complexe par l'appropriation des savoirs, une réappropriation sociale et citoyenne des orientations de la science, une approche critique de la technique qui rompt avec le scientisme. Par exemple, la transition énergétique ne peut être engagée sans un grand débat démocratique remettant à plat les choix énergétiques et la sortie ou non du nucléaire. De la même manière les politiques d'aménagement du territoire et de « grands travaux » ne peuvent se concevoir sans possibilité de choix, de consultation, de décision, reposant sur une démocratie active. De même, un système énergétique basé sur les énergies renouvelables gagnerait à être très décentralisé, non seulement pour réduire les pertes dues à la transmission mais aussi pour être le plus adapté possible à la variété des sources et permettre un véritable contrôle par les producteurs et les citoyens. Notre projet devrait approfondir cette possibilité d'une mise en réseau de systèmes énergétiques locaux, publics, gérés démocratiquement par les communautés locales.

Une démocratie écologique ne peut s'arrêter à la porte des lieux de production: de plus en plus de salariés résistent et sont porteurs de projets alternatifs sociaux et environnementaux. La transition écologique ne se fera pas sans eux. Toutes les pratiques autogestionnaires et de contrôle populaire, appuyées sur les mobilisations sociales, les expériences collectives de productions alternatives, en lien avec usagers, consommateurs et citoyens, sont les axes fondamentaux pour penser une « planification écologique ». Les développements de l'économie solidaire – qui doit se garder de la récupération marchande – font partie de ce mouvement. Dans les villes et campagnes l'action collective contre les grands projets inutiles et imposés – NDDL, certaines lignes TGV, etc. – pour résister à la destruction de l'environnement est également essentielle.

Cette prise en compte centrale de l'écologie est un élément nouveau et indispensable du programme de tout gouvernement de gauche digne de ce nom, un gouvernement qui s'appuierait sur la mobilisation sociale pour sortir de la crise par des mesures anticapitalistes et écologistes. C'est ce qu'une gauche alternative, portant un projet écosocialiste, rouge et vert, pour un alter-développement et une écologie popu-

laire, doit prendre en compte, dans sa vision d'un gouvernement de rupture engageant une transition vers une transformation sociale et écologique: rompre avec une logique étatique et technocratique modifiant à la marge les modes de production et d'échange, s'appuyer sur un processus d'appropriation sociale multiforme porté par la mobilisation citoyenne et des producteurs-trices. Ainsi peut s'engager un programme, une stratégie et des formes de luttes pour protéger les écosystèmes de façon à garantir des conditions de vie justes, décentes et harmonieuses pour les sociétés humaines et à favoriser largement l'émancipation politique dans la dignité et l'égalité.

2|4| **POUR LA DÉMOCRATIE**

Le travail sur cette partie est incomplet, elle abordera aussi les questions d'une politique économique alternative, du travail, de la précarité, du temps libéré.

≥ **Une nouvelle République démocratique et sociale**

À l'opposé des conceptions de la République qui nient la réalité de l'exploitation capitaliste, de la domination patriarcale, de l'impérialisme et du néocolonialisme de l'État français, il y a urgence à faire entendre avec force l'aspiration à une véritable République démocratique et sociale. Le point de départ d'une stratégie de transformation sociale et écologique sera la rupture avec le régime politique existant et les institutions antidémocratiques de la V^e République.

C'est le sens de la revendication d'une Assemblée constituante pour permettre, sur la base d'un processus constituant, le développement d'une véritable démocratie formant le socle d'une VI^e République. Il s'agit en particulier d'en finir avec le régime présidentiel et de permettre une véritable expression de la souveraineté populaire, qui impulse les chantiers de l'appropriation sociale et de la transition écologique, pour engager une réorganisation d'ensemble de la société. Ce moment de l'Assemblée constituante émerge aujourd'hui comme une étape dans tous les processus de mobilisation prolongée que ce soit en Amérique latine ou dans les pays arabes. Il ne se limite pas à la désignation de représentants qui rédigent une nouvelle constitution, mais à des allers-retours avec des assemblées populaires, des états généraux, des forums citoyens avec les organisations sociales et politiques, et des référendums populaires validant les choix des constituants. C'est un processus durable, mettant au cœur l'engagement citoyen et le débat public, qui entraîne une réévaluation par la société dans son ensemble de l'ensemble de ses règles communes et des fondements qui doivent prévaloir.

Le moteur de cette révolution, c'est de donner toute leur place à tous ceux qui aujourd'hui se retrouvent exclus des institutions, qui n'ont plus accès aux droits, qui ne peuvent pas participer à la représentation de tous. Il faut donner voix aux sans-voix, aux plus précaires, souvent les jeunes et les chômeurs, donner une place pleine et entière aux femmes qui continuent d'être marginalisées, mettre à bas les barrières institutionnelles, sociales et politiques empêchant la participation des populations d'origine étrangère résidentes, privées de citoyenneté et du droit de vote.

Cela implique enfin un développement nouveau de la démocratie dans les territoires, à l'opposé d'une logique de mise en concurrence qui accentue les inégalités entre

eux et les entraîne dans une course mortifère pour attirer les capitaux. Les échelons locaux, que ce soit les communes, les départements et les régions, garantissant le droit effectif des citoyenNEs à participer à la prise des décisions les concernant par l'élection de leurs représentantEs, et le recours à la consultation directe décideuse chaque fois que nécessaire, dotés de réels moyens financiers, peuvent être des outils décisifs de l'implication de la majorité de la population et un moteur puissant du développement économique et écologique. Un tel processus pour une nouvelle constitution respectera le principe de l'autodétermination des peuples, de leurs droits et de leurs cultures, en particulier des langues et cultures régionales de l'Hexagone, au sein d'une nouvelle République, et du droit des peuples des territoires et département d'outremer à redéfinir librement la nature de leurs liens avec celle-ci.

La transformation de la société ne se limite pas à un changement de majorité parlementaire. Pour rompre avec l'économie de marché, les mouvements sociaux rassemblent des énergies, des potentialités qui portent les moyens d'une sortie du système capitaliste. Combiner la libération sociale et le respect des contraintes écologiques ne sera possible qu'en réorganisant les structures politiques, économiques et sociales de fond en comble.

Cela rend nécessaire de débattre pour définir la démocratie possible.

≥ **L'impératif de la démocratie dans les questions les plus quotidiennes.**

Il impose la défense de toutes les libertés démocratiques, il suppose une pratique respectueuse des formes d'organisation que se donne le mouvement populaire, il est au coeur de notre projet, qui promeut la défense et l'extension du suffrage universel. La participation citoyenne sera rendue possible par la garantie effective des droits civils, politiques, sociaux et environnementaux, accompagnée d'une réduction radicale du temps de travail

Pour qu'existe la démocratie la plus large possible, cela appelle le développement des pratiques d'auto-organisation et d'autogestion. Cet impératif impose de dépasser la césure entre mouvement social et politique institutionnelle: quelles réorganisations des services publics, et de toutes les institutions? Comment cela se prépare dans une pratique de nos élus en lien avec les mouvements sociaux? Comment, avec toutes sortes d'expériences pratiques actuelles permettre le développement de toutes les formes possibles de démocratie participative et de contrôle? Nous visons une dynamique des mobilisations populaires de masse qui contrecarre les logiques d'intégration et d'institutionnalisation du système. Et cette démocratie suppose un système médiatique qui développe l'esprit critique des citoyens.

≥ **Affirmer la perspective de la rupture.**

Un mouvement social contre les puissances dominantes du système capitaliste est indispensable pour la rupture telle que nous proposons de la discuter et de la préparer.

Il doit articuler mobilisations et élections, dynamiques populaires et victoires électorales, rapports de force conquis par les luttes, les grèves, l'auto organisation, et le contrôle démocratique via le suffrage universel. Nous visons l'avènement de gouvernements

rompant avec la logique capitaliste et engageant une transformation profonde des rapports sociaux.

Une révolution citoyenne, sociale et démocratique passe par l'instauration de nouvelles institutions par le biais d'une Assemblée constituante et de la fondation d'une VIe République démocratique et sociale; une nouvelle Constitution, la construction d'un droit nouveau, qui garantira la séparation des pouvoirs publics, par ailleurs radicalement remodelés.

Elle ne peut rester enfermée dans le système des règles délégataires qui étouffent les possibilités d'initiative, de culture d'invention portées par les exploités et les opprimés. Citons ce qui fait d'ores et déjà partie des discussions: autogestion généralisée des unités de travail et des institutions politiques locales, mise en place d'assemblées régionales et nationales garantissant le droit effectif des citoyenNEs à participer à la prise des décisions les concernant par l'élection de leurs représentantEs, et recours à la consultation directe décideuse chaque fois que nécessaire.

Nous devons ouvrir la discussion: au-delà des expériences populaires déjà réalisées depuis plus d'un siècle, nous voulons mettre à l'ordre du jour une République autogérée et l'autogestion dans l'ensemble des activités de production.

Cette option est une des conditions décisives pour une rupture avec les logiques productivistes qui ont abouti à la crise de l'écosystème humain et risquent d'entraîner une régression majeure pour l'humanité.

Une démocratie qui remet en cause la propriété privée des moyens de production.

Une véritable alternative de sortie du capitalisme suppose de réaffirmer le projet d'en finir avec la propriété privée des principaux moyens de production et d'échange, d'abolir la propriété lucrative. Sans une rupture avec les institutions et les logiques marchandes, il serait illusoire de parler de «socialiser». Sans une extension maximale d'une démocratie à tous les niveaux, un nouveau mode de gestion de la société et de pouvoir, il ne serait pas possible de décider quoi et comment produire, de défendre les biens publics ni de développer une transition écologique. Cela suppose de déposséder la minorité des moyens de production et d'échanges qu'elle détient. Cette appropriation publique et sociale par l'ensemble de la population nécessite de planifier la production et les étapes de la reconfiguration de celle-ci, le marché n'étant plus utilisé que comme un instrument second et subordonné.

Elle suppose une réduction radicale des inégalités de revenus et des patrimoines.

Toutefois, en rester à la seule question de la propriété, absolument incontournable, sans promouvoir des processus démocratiques de décision, conduirait à reproduire des impasses étatiques et les logiques de domination et de «caporalisation», en contradiction avec la visée d'une révolution démocratique.

≥ **Émancipation, écologie, égalité: horizon et chemin**

On ne détruit bien que ce que l'on remplace! Sinon, les retours des ressentiments, on le sait, sont terribles. Pour changer le pouvoir, l'enjeu est de faire pouvoir la grande masse de celles et ceux qui en portent la possibilité. Partant du combat pour ...|...

l'extension des droits des salariéEs, se pose la question de la propriété. Le changement de la propriété est une condition nécessaire mais non suffisante d'une véritable appropriation sociale.

Féminisme, écologie, rejet des discriminations, aucun de ces domaines de lutte n'est secondaire pour consolider le bloc politique que nous devons faire vivre. Nous visons à la remise en cause et l'extinction de toutes les oppressions et discriminations, de genre, d'orientation et d'identité sexuelle, de « races » et de générations.

Un « étatsisme dirigiste » ne peut pas réussir à vaincre le système capitaliste et le remplacer par des avancées de l'émancipation.

Cette volonté de lutte contre les hiérarchies et les élitismes est inséparable du projet de changer le système.

Ce processus s'appuie et se développe en lien avec le rythme des mobilisations et de la participation populaire, les orientations tranchées par le suffrage universel, le développement de la conscience commune des choix et des priorités à se fixer, à travers une démultiplication des débats populaires.

≥ **Des exigences présentes et leur horizon**

Devant ce qui se passe sur le terrain financier, les dettes des États, une exigence se fait jour de plus en plus largement: pourquoi ne fait-on rien contre ces profiteurs?

C'est d'ailleurs ce qui s'exprime dans bien des luttes, dans certaines entreprises mais aussi sur la question des biens communs, sur le service public avec la dynamique engagée par les états généraux. Changer le travail pose la question de qui décide et en fonction de quels critères: c'est bel et bien la question de la propriété et du pouvoir dans les entreprises qui se trouvent posée.

Déjà aujourd'hui, de grands enjeux économiques sont perçus comme devant relever du « bien commun » par une majorité de la population et ne devant pas être soumis à la logique du marché. C'est le cas en ce qui concerne la gestion de l'eau, l'énergie, les transports, la santé, l'école. Ces domaines ne peuvent être soumis à la loi du marché et au règne de la concurrence.

Nous considérons légitimes toutes les exigences qui renforcent et développent le pouvoir de décision et de contrôle des salariéEs et de leurs représentantEs dans les entreprises renforcement des prérogatives des représentantEs du personnel, droit de veto des salariéEs et/ou de leur représentantEs sur les licenciements et les « plans sociaux », ouverture des livres de compte et accès à l'ensemble des informations nécessaires... Ces exigences sont inséparables de l'affirmation du droit des citoyenNEs et des éluEs à prendre part aux processus de décisions sur la production et ses finalités.

Notre projet est la construction d'une société où les échanges comme la production des biens et des services sont essentiellement assurés par des services publics (territoriaux, nationaux, européens et internationaux), des entreprises publiques, des coopératives autogérées et toute autre forme d'appropriation sociale de la production.

La distribution des différents types de structures, la place et le rôle des salariéEs et de leurs représentantEs d'une part, des citoyenNEs, du suffrage universel et

des éluEs d'autre part, des usagerEs/consommateurEs et de leur représentantEs enfin, doit faire l'objet d'une discussion différenciée en fonction des productions et des niveaux considérés. Cela ne peut se séparer des discussions pour une Constituante et une nouvelle République.

La défense des services publics, les mobilisations pour leur développement et pour la création de nouveaux, la défense des monopoles publics et la lutte contre les mises en concurrence et les privatisations s'inscrivent ainsi dans un double objectif: la défense des services publics comme instruments d'égalité, et la promotion d'entreprises et de services qui, avec bien des imperfections structurelles, représentent des modèles de production alternatifs au modèle de l'entreprise capitaliste et de l'artisanat.

Des batailles politiques se mènent également, souvent portées par le mouvement syndical et associatif, pour faire reconnaître des besoins nouveaux qui émergent et qui doivent relever d'une extension des services publics, par exemple à travers la question de la prise en charge de la petite enfance, de la perte d'autonomie, du logement.

Mais l'enjeu est également de transformer en profondeur la conception des services publics, pour que l'usager ne soit pas seulement entendu, mais soit partie prenante des décisions, du fonctionnement et de leur évolution.

L'extension de la démocratie et de la citoyenneté suppose de faire éclater la barrière entre « citoyen » et « salarié ». Il faut faire entrer la citoyenneté dans le monde de l'entreprise, donner de nouveaux droits aux salariés, mettre un terme à la dictature des actionnaires qui n'a pour but que la recherche du profit. L'enjeu profond de la rupture avec le capitalisme est d'en finir avec ce « despotisme d'usine » dont parlait Marx qui détourne les énergies et l'intelligence productive de millions de salariés, d'ingénieurs, de techniciens de la progression du bien commun.

Le point de départ sera de faire entrer la démocratie dans l'entreprise qui amorcera le contrôle des salariés sur les principales décisions stratégiques. Le développement d'une véritable démocratie sociale et politique au sein du monde l'entreprise est la clé de la rupture avec l'ordre capitaliste et la domination de la bourgeoisie

Faire prévaloir la coopération et la recherche du bien commun sur la concurrence et la course au profit nécessite ainsi d'envisager l'extension de la démocratie comme le coeur de la démarche transitoire à développer. La planification comme certains mécanismes de marché ne sont pas des fins en soi mais uniquement des moyens, qui doivent être l'objet de délibération collective et au service de l'objectif du développement d'une société qui permette la satisfaction de besoins de chacun, l'épanouissement collectif et individuel et la maîtrise par l'humanité de sa vie commune.

2|5 LE MONDE QUE NOUS VOULONS

≥ Contre la globalisation, une nouvelle architecture internationale

≥ Être utiles contre les conflits et guerres à travers le monde

≥ Conclusion de cette partie «élaboration programmatique»:

Notre regroupement représente la confluence de forces issues de traditions et de références plurielles, se réclamant du marxisme révolutionnaire, de l'écossocialisme, du communisme, républicain et socialiste, de l'anticapitalisme, de l'objection de croissance, du socialisme rouge et vert, de l'écologie populaire, de la tradition communiste révolutionnaire, de l'anticapitalisme, pour les autres des apports de l'autogestion et de l'écologie anticapitaliste ou encore de l'alter-développement. Pour d'autres encore de la crise du Parti communiste ou de celle du Parti socialiste, dont la direction est totalement incapable aujourd'hui de redonner du sens au projet initial de

République sociale, et également du mouvement social, du syndicalisme, du mouvement associatif, du mouvement altermondialiste, tous en capacité de produire une réflexion politique d'ensemble.

Grâce à cette diversité, elles constatent une profonde convergence de vues comme ce texte en témoigne, suffisante pour se regrouper et agir dans un cadre commun. Elles entendent travailler à faire émerger, avec d'autres, une nouvelle synthèse dessinant les perspectives d'une nouvelle société et les grands traits d'une stratégie pour y parvenir.

Le nouveau regroupement se situe donc dans la confluence de ces différentes traditions et références dont il hérite et avec lesquelles il a vocation à travailler et à débattre.

3 | AVEC ET DANS LE FRONT DE GAUCHE, DANS LES MOUVEMENTS SOCIAUX, CONSTRUIRE UNE FORCE POLITIQUE NOUVELLE POUR L'ÉMANCIPATION

19

3|1 | L'ALTERNATIVE EST À REFONDER

Il ne s'agit pas de simplement de restaurer les problématiques anciennes portées par les partis communistes et socialistes qui ont majoritairement structuré le mouvement ouvrier au cours des deux siècles passés, et qui ont été mises à mal par l'histoire du 20e siècle. Nous savons qu'il faut en dépasser les bilans pour renouer le fil de la lutte historique pour l'émancipation.

Il s'agit de faire exister une alternative au capitalisme: de la nécessité et la possibilité d'une transformation de tous les rapports sociaux, d'une humanité émancipée. Il faut donc affirmer une dynamique commune intégrant les grandes et nouvelles exigences pour lesquelles luttent les divers mouvements qui se sont affirmés à la fin du 20e siècle: le féminisme avec le mouvement de libération des femmes, la solidarité planétaire des luttes d'émancipation avec le mouvement altermondialiste, l'aspiration autogestionnaire réaffirmée dans les combats de classe, la conscience écologique avec les forces de l'écologie politique...

Il s'agit aussi et surtout d'assumer la nécessaire rupture avec ce qui a dominé l'histoire des forces de gauche, sous des formes multiples: une ignorance, voire une hostilité à l'impératif de la démocratie et une vision hiérarchique des rapports entre organisations politiques et mouvement sociaux. Nous savons que cet impératif démocratique doit être au coeur de notre conception de la politique dans toutes ses dimensions. Nous le savons d'autant plus que l'un des aspects de la

crise globale et systémique à l'échelle mondiale est la crise de la démocratie représentative, de la politique et de sa représentation.

Cet aspect de la crise prend notamment en France et en Europe la forme d'un rejet grandissant des formes politiques classiques et des partis existants, de plus en plus perçus comme de simples machines électorales, extérieures à la société et en particulier au monde du travail (salariéEs, précaires, chômeurs et chômeuses) et à la jeunesse.

Les partis traditionnels du mouvement ouvrier, basés sur un fonctionnement pyramidal et hiérarchique, dominés par les élus, et prétendant soit dominer le mouvement social soit séparer les tâches (au mouvement social les luttes, au parti d'incarner le débouché politique), n'échappent pas à cette crise.

Voilà pourquoi toute nouvelle force politique qui reproduirait l'existant dans sa conception et son fonctionnement serait vouée à l'échec.

Voilà pourquoi nous devons «donner à voir» et ainsi convaincre que d'autres pratiques politiques sont possibles.

Nous considérons le Front de gauche comme l'outil et l'espace politiques indispensables pour relever ces défis, inventer les réponses nécessaires, construire la force organisée apte à les porter.

Nous considérons que le Front de gauche doit se donner pour ambition de faire naître une nouvelle force politique répondant aux défis du temps, représentant une réponse possible à la crise que connaît le mouvement ouvrier. Cela implique une ...|...|...

transformation profonde qui demandera du temps, des expériences pratiques et une élaboration théorique en fonction des développements des luttes sociales, et pour les partis politiques des dépassements assumés de leur histoire et de ce qu'ils sont aujourd'hui.

Pour notre part, nous ne prétendons pas disposer du modèle de ce que devrait être cette force politique nouvelle: un «parti»? Un «mouvement»? Sans doute, mais en créant des relations avec le peuple, les travailleurs et les mouvements sociaux qui sont totalement à définir; donc d'un type tout à fait nouveau. En revanche, nous sommes disponibles d'ores et déjà pour mener cette réflexion avec toutes celles et tous ceux qui sont intéressés, au premier chef les organisations membres du Front de gauche, mais aussi touTEs les militantEs associatives, syndicalistes, de divers réseaux citoyens qui n'ont pas d'appartenance politique actuellement. Nous sommes déterminés à avancer sur cette voie des recompositions politiques que rendent possibles l'existence et la dynamique du Front de gauche tel que nous le souhaitons.

Nous avons réalisé un rapprochement de six organisations (Fase, GU, Alternatifs, GA, CA, R&S) qui nous permet d'exister ensemble comme un courant d'idées au sein du Front de gauche. À présent, nous nous engageons dans une nouvelle étape, qui est de travailler à réunir les conditions d'un rapprochement organisationnel. Dès la réunion nationale de mi-juin 2013, s'ouvrira un processus de travail et d'élaboration commune entre courants organisés, comités locaux et toutes celles et tous ceux qui voudront s'inscrire dans cette construction collective.

Dans un premier temps, notre rapprochement organisationnel ne peut être conçu que comme la combinaison de comités locaux et de courants organisés non contraints de se dissoudre. De juin à octobre 2013 une équipe transitoire d'animation sera constituée au consensus avec comme mandat:

- de faciliter le débat sur un texte d'orientation politique qui sera adopté en octobre, date où se tiendra une réunion nationale large des collectifs locaux,

- de proposer à la discussion la mise en place des structures et outils qui permettront le travail collectif dans la période de transition qui s'ouvrira à partir d'octobre 2013 (une première liste des principes qui devraient préciser les règles de travail collectif est à la fin de ce document).

Nous considérons qu'une concrétisation d'une avancée sur cette voie serait la démonstration de la possibilité de surmonter des divisions politiques héritées du passé, de contribuer à faire converger des traditions et cultures différentes. Et ainsi d'être utiles à tout le Front de gauche et dans les mobilisations sociales, écologiques, féministes, démocratiques..., par le renforcement des capacités politiques qu'elle permettrait pour celui-ci, et en éclairant les voies et moyens de dépasser positivement la situation présente. Tous nous étions rassemblés dans le mouvement des collectifs du Non en 2005. Aucune de nos organisations ou de nos courants ne peut à elle/lui seul refonder une dynamique politique d'ensemble, après les crises multiples des organisations qui se sont côtoyées ou combattues au 20e siècle, et sont confrontées maintenant à des défis nouveaux de programme, d'élaboration, et face à des expériences inédites. Les anciennes frontières et concurrence entre

courants, souvent explicables et justifiées dans leur contexte politique, ne sont plus fonctionnelles pour agir efficacement aujourd'hui, alors que le défi est de rassembler toutes les résistances et toutes les cultures militantes contre les ravages et les régressions de civilisation dues aux crises que connaît le capitalisme contemporain, capitalisme mondialisé et financiarisé inapte à répondre aux risques écologiques, et générant des dangers mortels pour la planète entière et l'humanité. La question est de contribuer à refonder ensemble un nouveau projet, en y apportant le meilleur de nos traditions respectives, et en ayant la conviction que c'est dans l'évolution du Front de gauche dans son entier qu'un tel projet peut prendre sa véritable portée politique.

En même temps, porteurs des histoires qui sont les nôtres et de nos convictions, nous ne cherchons pas à délimiter dans le Front de gauche un espace plus radical, plus révolutionnaire ou plus anticapitaliste, au nom d'une logique de concurrence avec les autres composantes. Il ne s'agit pas non plus de taire les divergences et de ne pas en débattre, mais de le faire, quand il y en a, avec la volonté de dépassement positif des problèmes, en conservant la démarche du consensus, laissant en débat ce qui ne fait pas accord. Lorsque le Front de gauche n'est pas partie prenante d'initiatives ou d'actions unitaires, nous pouvons décider d'y participer comme c'est le cas par exemple à Notre-Dame-des-Landes ou pour les luttes antinucléaires.

3|2 L'IMPÉRATIF DÉMOCRATIQUE

- L'impératif démocratique doit être au coeur de notre rapprochement comme de la force politique nouvelle à construire à partir de l'outil et de l'espace qu'est le Front de gauche.

- Cet impératif démocratique, c'est la volonté de contrecarrer les logiques de confiscation, de bureaucratisation et d'institutionnalisation, avec la garantie du pluralisme des débats, le refus permanent de pratiques autoritaires, manipulatrices et machistes, le refus des rapports de subordination, d'instrumentalisation vis-à-vis du mouvement syndical et social. Cela implique également une rupture avec le modèle du «parti guide» ou «d'avant-garde», ou les conceptions élitistes, et avec le modèle d'une organisation autour d'un seul courant hégémonique. Il s'agit donc vraiment de construire une organisation en commun, ce qui nécessite un effort subjectif, une volonté partagée, un saut qualitatif.

- Nous voulons un fonctionnement favorisant le débat, l'élaboration et la confiance commune, la transparence, le respect des positions des uns et des autres pour la construction de la conviction mutuelle, l'action commune de ses militantEs en fonction d'une orientation nationale. La recherche du consensus est conçue comme processus d'invention collective de solutions qui dépassent les oppositions ou différences initiales.

- Nous favorisons des pratiques concrètes comme le non-cumul des mandats - internes et externes - y compris dans le temps, la parité à tous les niveaux, la recherche de la diversité des origines culturelles et sociales dans toutes les instances, des méthodes d'animation et d'organisation favorisant la participation de chacune et chacun quels que soient

les engagements professionnels ou familiaux, le droit des militants à l'objection individuelle ou collective. Dans le cadre de notre rapprochement comme pour la force politique à construire à partir de l'outil et de l'espace du Front de gauche, il s'agit aussi d'inventer une nouvelle relation non hiérarchisée entre « parti » et « mouvement social ». Une force politique perméable aux aspirations exprimées par les mouvements sociaux, capable de nouer des échanges et des partenariats sur un pied d'égalité avec ceux-ci, une force agissant en permanence pour les alliances politiques et sociales les plus larges pour transformer la société, et présente sur tous les terrains de l'alternative.

Rôle des éluEs: ni autonomie des élus par rapport au parti ni subordination des élus au parti; des élus porte-voix et appuis des luttes. Des élus contribuant à élaborer des traductions politiques et législatives des besoins sociaux, écologiques, démocratiques et d'exigences issues des luttes d'émancipation.

➤ Une fois stabilisée l'organisation commune, avec une évolution des courants d'origine et une confiance démocratique mutuelle, nous visons une organisation qui fonctionnerait selon le principe: une personne, une voix.

Dans ce cadre, seraient élues des instances représentatives des groupes locaux et régionaux et des différentes positions politiques en présence.

➤ **Se constituer en mouvement dans le Front de gauche**

Pour préciser les règles de travail collectif pour un mouvement en transition, durant sans doute tout au

moins la première année, nous pourrions partir des principes suivants:

➤ se placer dans la perspective d'une structuration mixte avec d'une part, suivant les rythmes de développement possible, des adhésions individuelles à des collectifs locaux dotés d'une large autonomie et d'autre part, des courants et composantes organisés à l'échelle nationale

➤ la recherche du consensus ou de majorités très larges pour éviter un fonctionnement qui pourrait déposséder individus et comités au profit des courants organisés, et réciproquement éviter un fonctionnement qui pourrait faire fi de l'avis des courants toujours existants. Le consensus ne signifie pas le refus de toute procédure de vote: il peut y avoir des votes indicatifs suivis de nouvelles délibérations pour déterminer comment une décision est prise ou reportée.

➤ l'identification de questions politiques qui peuvent être laissées en débat;

➤ l'articulation entre collectif militant démocratique et autonomie des individus et des comités;

➤ un respect des rythmes ou des niveaux d'engagement militants différents, où chacunE trouve sa place, un effort constant pour l'information et la formation, de bienveillance et de transparence dans les échanges;

➤ des moyens discutés pour assurer l'égalité femme-homme

➤ des temps de débats sur l'orientation et les axes principaux d'intervention donnant lieu, après discussion dans les groupes locaux, à des réunions nationales pour synthétiser les échanges et définir des perspectives.

4 | CONTRIBUTIONS LOCALES

4|1 | **UNE ANNÉE DE TRAVAIL COMMUN FASE-GA**

➤ **LA SITUATION DANS LE FDG SAINT-DENIS.**

Les traditions politiques de la ville expliquent largement l'existence d'un Front de Gauche massif et actif. Ces derniers mois, dans une situation politique dont chacun connaît la complexité, les Assemblées citoyennes réunissent environ 80 personnes, parfois 100, dont nombre d'anciens militants du PCF et une grande majorité de non encartés. Environ 600 personnes sont régulièrement informées et sollicitées. Deux problèmes, sans doute pas spécifiques à Saint-Denis: une moyenne d'âge assez élevée et une composition qui ne reflète pas la diversité d'origines de la population de la ville. Le Front de Gauche a été à l'origine des processus de rassemblement, que ce soit sur le traité européen, la solidarité avec les grévistes de PSA (un gala rassemblant 400 personnes, à l'initiative du FDG, avec le NPA et LO) ou pour le droit de vote des étrangers.

Les forces politiques présentes dans le FDG local sont, outre le PCF, la FASE et la GA, le PG, qui

connaît des problèmes de structuration, mais avec qui on peut tout à fait travailler, et la Gauche Unitaire, que nous souhaiterions plus présente. Dans le PCF, nous rencontrons des militants tout à fait ouverts à la construction du Front de Gauche. Mais aussi des sectaires, prompts à faire apparaître leur parti au détriment du Front. De plus, on note une tendance de la nouvelle direction locale, en lien avec la direction fédérale, à recentrer sur l'apparition PCF en bloquant parfois des initiatives FDG. S'ajoute à cela, bien sûr, la question des Municipales, avec l'affirmation de la direction du PC et d'une frange de ses militants du souhait d'une liste commune avec le PS.

➤ **L'ACTION COMMUNE DANS LE FDG.**

Dans cette situation, la FASE et la GA se sont retrouvées - les Alternatifs et GU sont relativement atones dans la ville, CSA, RSS, PCOF n'existent pas - ces derniers mois sur des positions communes, visant à l'autonomie maximale du FDG, à sa capacité à faire agir les non encartés. Et, dans la perspective des Municipales, à l'affirmation qu'il ne saurait ...|...

être question de faire liste commune avec ceux qui soutiennent la politique d'austérité gouvernementale. Ayant constaté notre accord (ce qui n'était pas surprenant vu nos discussions antérieures à l'entrée de la GA dans le FDG), nous avons pris l'habitude de nous concerter sur les questions essentielles de l'activité militante (et il y en a beaucoup dans notre ville), que ce soient les mobilisations ou la gestion du FDG.

Depuis avril, nous nous réunissons le plus souvent en commun. Ces réunions communes vont s'étendre aussi aux élus de la FASE, restés jusqu'à présent en dehors du processus. Ce travail commun nous a permis de constater que les convergences observées dans la pratique s'avèrent solides et permettent un enrichissement réciproque en fonction des histoires des uns et des autres, les camarades de la FASE venant du PCF.

≥ Une frange militante intéressée par nos positionnements

Cette pratique commune nous a permis de peser davantage dans le FDG, où nous avons un rôle moteur pour le construire. Nous n'y sommes pas isolés du tout malgré notre faiblesse numérique.

Une frange militante significative se retrouve dans notre action en face d'un PCF frileux sur la construction du FDG et souvent empêtré dans ses contradictions. Ces militants nous aident à porter un discours et une pratique du FDG comme regroupement dépassant les organisations et agissant de façon autonome, ce qui n'est pas toujours aisé. Ils se positionnent aussi pour une autonomie à l'égard du PS dans la perspective des Municipales.

Pour concrétiser d'avantage cette influence, il convient d'organiser des réunions ouvertes et d'aller vers des réunions publiques. Il va de soi que le regroupement organisationnel, dépassant la FASE et la GA, nous aiderait grandement et serait plus que l'addition de nos forces, une offre attirante pour nombre d'inorganisés, voire d'habitants actuellement hors du champ politique. Cela donnerait une crédibilité supérieure à nos prises de position, d'autant que l'année qui vient, avec les Municipales, s'annonce complexe. Ce regroupement devrait bien sûr veiller à ne pas apparaître comme une (petite) machine de guerre contre le PCF. Nous avons d'ailleurs, en commun, demandé à voir le PCF et les autres organisations du FDG afin d'avoir une discussion de fond.

4|2| LE G5-6 (ALTERNATIFS ET GAUCHE ANTICAPITALISTE) EN FRANCHE COMTÉ – BESANÇON, LE 7 JUIN 2013

Les militanTEs des 2 organisations sont surtout présentEs dans le Doubs. Éventail générationnel large (de 28 à 68 ans). MilitantEs associatifs (AC!, locataires, parents d'élève, droit de vote pour les étrangers, droit au logement, Palestine, comité antinucléaire, collectifs dette, retraite, Notre Dame des Landes, mariage pour tous, ATTAC), syndicalistes (CGT, FSU) et politiques (membres de l'Alternative rouge et verte puis des Alternatifs, du PCF, de la LCR, du NPA puis de la GA) dont certains se sont connus dans les « Comités Juquin ».

Implication militante et collaboration unitaire régulières. Référendum sur Traité Constitutionnel Européen de 2005, appel à battre Sarkozy au second tour de 2007 après soutien à candidature Bové ou Besancenot, dans divers collectifs depuis. Débats unitaires initiés conjointement, avec participation du PS et des Verts, PCF, PG début 2012, ou à l'automne 2012 sur les plans sociaux dans l'automobile (Usine PSA à Sochaux dans le Doubs).

La GA a rejoint le Front de Gauche en septembre 2012 et les Alternatifs après leur congrès. Bonne insertion dans un FdG dynamique ... malgré quelques difficultés liées essentiellement à la confrontation entre PCF et PG.

Les Alternatifs ont une élue municipale à Besançon (120 000 habitants) et un élu municipal dans une petite commune de la périphérie bisontine. Tous deux sont conseillers de la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon. Ils ont aussi un élu dans une petite commune du Haut Doubs.

Actuellement pour les Alternatifs, un site, une lettre électronique d'info (Rapid' Info) et un journal papier de large diffusion. Pour la GA, un blog et une Lettre d'Informations électronique de la GA Franche Comté.

Depuis printemps 2013 échanges réguliers entre nous avec 2 rencontres et un début de collaboration. UnE militantE par exemple peut représenter les 2 organisations à une réunion unitaire. Depuis plusieurs mois les Alter ont mis à disposition de la GA une Tribune dans leur journal.

Prévu: rencontre régulière (mensuelle) et stand commun à la fête du Front de Gauche le samedi 15 juin (ce qui nous empêche d'envoyer unE représentantE à la réunion nationale du G5-6). Contact prévu sur la région avec un groupe de militantEs à Belfort (ancien CUAL ayant soutenu Bové en 2007) et des militantEs des ex-comités Bové. Projet d'organiser une rencontre régionale en septembre/octobre pour préparer la réunion nationale G5-6 de novembre. Coordination prévue de notre implication dans le FdG.

4|3| BILAN D'ÉTAPE, SUR LE FINISTÈRE

Le débat sur la construction du FDG parcourt nos propres organisations (FASE GA GU Alternatifs en Finistère). La place de l'Écologie tient une place importante: elle se veut un projet fondateur d'un nouveau programme politique. La place de la citoyenneté, le rapport entre les citoyens et la politique est au cœur de nos réflexions sur les pratiques nouvelles à inventer. Ces préoccupations sont souvent partagées avec les camarades du PCF et du PG qui ont fait le choix de construire effectivement le FDG. Nous militons avec eux positivement au niveau des Assemblées

Citoyennes ou des collectifs FDG déjà constitués en associations locales, ainsi qu'au niveau de la coordination 29. Par contre, nous sommes obligés de constater qu'existent encore des divergences importantes sur la façon de construire le FDG et sur le rôle qu'il doit jouer avec des camarades du PCF se réclamant de la majorité et de la direction de la Fédération 29 du PCF. Nous y reviendrons.

Nous réfléchissons et nous agissons avec le mouvement social, associatif pour mener notre combat politique, en l'articulant avec les nouvelles formes d'organisation

des luttes. Nous avons tissé partout sur le territoire des liens avec des réseaux associatifs, des mouvements citoyens divers.

Concernant les liens entre nos 4 organisations en Finistère, nous avons noté des progrès et des avancées dans les échanges, les discussions, les pratiques politiques. Nous pensons d'une manière générale qu'il nous faut avancer vers le rassemblement de nos forces et rechercher une forme qui fasse consensus.

Nous constatons également qu'au-delà des 9 organisations qui le composent, il existe une authentique dynamique du FDG, des gens frappent à la porte car ils se reconnaissent dans le FDG en opposition avec la politique menée par le PS. Ils se tournent vers lui pour participer à la construction d'un projet politique alternatif, radical porteur de l'idée de rupture. Ils/elles s'investissent pour de perspectives nouvelles. Pour nous, c'est une priorité que le FDG doit se donner de les accueillir le mieux possible. Nous devons leur permettre de participer, de débattre et de décider, bref de militer au même titre et à égalité de droits avec celles et ceux qui sont membres de l'une ou l'autre des composantes du FDG.

La question des «non-encartés» est donc, pour nous, une question centrale pour tout le FDG. Nous savons qu'il existe encore des divergences profondes au sein du FDG pour accueillir ces nouveaux adhérent(e)s: A plusieurs reprises des camarades se réclamant soit du PCF soit du PG ont exprimé l'idée que le FDG doit rester un cartel d'organisations et ont fait des propositions de structuration allant dans ce sens.

Pour nous (FASE, GU, GA et Alternatifs) le FDG Finistère a au contraire tout à gagner à s'élargir au maximum. Nous encourageons donc nos militants à faire un effort tout particulier pour accueillir les personnes «non-encartées» au sein du FDG et leur faire une place de plus en plus importante.

Des Camarades lors de notre réunion ont exprimé leur attente d'un regroupement réel de la gauche radicale au sein du FDG. Il nous faut donc ouvrir en grand au travers de notre rapprochement les portes de ce que nous pourrions appeler «une 3ème maison», ou un 3ème pilier. Ils constatent que le PCF et le PG tout en étant de réels piliers initiaux du FDG gardent malgré tout une attitude plutôt tournée vers le seul avenir de leur existence propre Il en va de notre crédibilité à pouvoir peser efficacement dans les débats à venir du FDG. C'est aussi une nécessité si nous voulons contribuer d'une manière forte et enrichissante à l'émergence d'un projet de société, de civilisation qui passe par la rupture avec le libéralisme de droite comme

de gauche. Nous devrions à terme présenter un projet politique spécifique liant les questions sociales aux questions écologiques. Un projet qui s'interroge sur la difficulté à construire un mouvement social posant les questions du pouvoir et de la démocratie, du lien entre partis et syndicats, de l'auto organisation. Un projet totalement indépendant du social libéralisme; un projet antinucléaire, féministe, autogestionnaire et laïque. Bref, ce que d'aucun ont appelé le socialisme du XXI^e siècle. Tout en accélérant nos rencontres et nos discussions au coeur des pratiques et de l'action quotidienne, nous devons continuer à prendre le temps d'échanger autour de ces questions et des textes de bases posées à notre réflexion notamment par le

biais de notre bulletin de liaison «Trait d'union». Les militants des différentes organisations réunies sont tous favorables à l'autodépassement du «chacun dans sa petite chapelle» à court ou moyen terme si cela est possible.

Après la réunion nationale du 15 juin, il y aura certainement une nouvelle réunion vers octobre/novembre puis une étape intermédiaire vers la mi 2014. Au terme de ce processus, pourraient se créer les conditions d'une forme de rassemblement organisationnel.

Le consensus se réalise autour des idées suivantes:

➤ Prendre le temps de se voir, échanger, de se connaître

➤ Acter les convergences pour continuer et accélérer le processus de rapprochement.

➤ Nous structurer un peu pour être plus efficaces, notamment par la mise en place d'un blog commun de type «Trait d'Union 29» pour fédérer les énergies, les idées, les échanges.

➤ Devenir un courant attractif au sein du FDG autour d'un projet politique commun

➤ Affirmer nos choix politiques en interne et à l'extérieur du FDG.

Notre volonté de regroupement ne peut pas se réduire à un «corpus idéologique». Nous avons besoin de quelque chose d'ouvert, de convivial, de totalement nouveau. Nous avons l'opportunité aujourd'hui de réussir ce processus.

Au niveau de la méthode, ce qui nous réunit c'est bien la recherche permanente de tout ce qui nous rassemble. Cette méthode de construction d'une nouvelle force au sein du FDG est perçue également avec un grand intérêt par des militants PCF en désaccord avec les réticences de leur fédération.

Le PG est lui dans une phase de construction et d'auto affirmation autour de JL Mélenchon, cette dynamique parfois pesante et mal perçue par les autres membres du FDG peut amener certains de ses militants à faire passer la construction du FDG au second plan.

Notre propre structuration peut alors devenir un outil important pour contre balancer les risques de dérives des deux «grandes» composantes du FDG.

➤ **Sur le Département:**

Le travail entrepris depuis septembre 2011 au sein de la coordination FDG du Finistère d'abord entre les représentants des diverses composantes de l'époque, puis avec les représentants des candidats aux législatives, puis depuis septembre 2012 avec les représentants directs des collectifs FDG sur les territoires a permis un développement du FDG 29. Nous sommes passés d'une logique de cartel d'organisations forcément un peu verrouillées par le haut à une logique de consensus entre militants. La réflexion commune et les initiatives partagées, aboutissent progressivement à un travail en réseau du FDG 29 qui commence à devenir dynamique sur le Finistère.

Pour le moment et mises à part notre participation à nombre d'initiatives unitaires, le point d'orgue de cette progression a été de réunir près de 200 personnes aux premières rencontres départementales du FDG 29 le 30 mars dernier.

À cette occasion, et au risque de nous répéter, nous avons pu vérifier que le fait de s'appuyer ...|...

sur des Assemblées Citoyennes (collectifs, comités) réunissant militant-es encarté-es et citoyen-nes non encarté-es est un gage de réussite évident pour la qualité des débats et le renforcement des idées du FDG.

Paradoxalement, nous avons l'impression que depuis cette journée particulièrement réussie, les différences d'approche dans la construction du FDG que nous avons déjà évoquées plus haut se sont encore renforcées. Cette situation nous fait craindre l'apparition de vraies divergences d'abord avec les camarades se réclamant de la Fédération 29 du PCF et de sa direction et avec un certain nombre de militants du PG. Nous constatons des tensions importantes entre les communistes qui sont dans la ligne «anti-fdg» affirmée de la Fédération du PCF Finistère et d'autre part les communistes qui sont engagés dans les Assemblées Citoyennes ou collectifs FDG:

Plusieurs exemples significatifs:

cla situation sur le centre-Finistère avec l'apparition sur 4 cantons d'une «alliance PCF/PG du Poher-Châteauneuf» en concurrence avec le collectif FDG Centre-Finistère plus ancien, créé et légitimé lors des dernières campagnes électorales. Il est pour l'instant impossible de faire militer ensemble des camarades qui interviennent sur la même zone géographique, au risque de démobiliser des sympathisant-es du FDG qui ne comprennent rien à ... l'incompréhensible!

- la situation sur Brest où les responsables du PCF local annoncent qu'ils mettent leur parti en mode «pause» par rapport au FDG, le temps pour eux de travailler dans leur coin un programme pour les prochaines municipales. Alors que les autres composantes du FDG présentes sur Brest, soutenues par des militants individuels du FDG, sont en train de construire ce qui ressemble fort à une assemblée citoyenne pour la présentation probable d'une liste FDG élargie à des militant-es

associatifs ou syndicaux... la section du PCF confirme pour l'instant son refus de créer une vraie dynamique FDG sur la ville. Soyons clairs, la question d'une alliance possible avec le PS dès le premier tour des municipales pèse lourd dans les non-dits! Mais pourquoi devrions-nous accepter la politique de la chaise vide de la part de ces camarades, pourquoi ne pas débattre franchement avec tous les militant-es du FDG de cette question?

- la situation sur Quimper avec deux sections du PCF sur le même territoire: l'une plutôt proche de la direction fédérale se place dans une logique d'alliance avec le PS local alors que l'autre réellement investie dans la construction du FDG a connu l'expérience compliquée d'une liste unitaire aux dernières législatives avec le NPA. Ces camarades débattent actuellement de l'opportunité d'une liste élargie pour les prochaines municipales.

On pourrait aussi évoquer l'évolution du collectif de Crozon qui semble se replier sur une alliance PCF/PG.

Plus globalement, nous sommes bien obligés de constater les hésitations de la direction fédérale du PCF 29 qui à plusieurs reprises nous a plutôt donné l'impression de subir l'existence du Front de Gauche au lieu de l'accueillir avec l'enthousiasme officiel du PCF national. Pourquoi avons-nous le sentiment, malgré l'investissement positif de nombreux

camarades du PCF dans la construction locale du FDG qu'ils ne sont pas soutenus et encouragés par leur direction fédérale?

Pourquoi avons-nous le sentiment que le PCF 29 est gêné par l'émergence de collectifs sur le département sous une forme associative permettant de faire adhérer directement des militants et sympathisants FDG non membres d'une des 9 composantes? Préfère-t-il se limiter à une forme cartel d'organisations? Que redoute-t-il de l'ouverture et du rassemblement des non-encartés au sein du FDG?

La question des alliances locales avec le PS dès le 1er tour des municipales doit se débattre dans la transparence et concerne l'ensemble du Front de Gauche. C'est un débat politique majeur dans le contexte politique actuel. Toutes les composantes du FDG, tous les adhérent-es du FDG devront se prononcer sur cette question. Certains l'ont déjà fait, souvent en se prononçant pour des listes autonomes du FDG partout où c'est possible. D'autres hésitent encore ou ne se prononcent pas clairement. C'est nous semble-t-il le cas du PCF 29.

Toutes ces questions devraient être débattues lors de la rencontre à laquelle la fédération 29 du PCF a invité les autres composantes du Front de Gauche 29. Repoussée deux fois, cette rencontre est unanimement souhaitée par la FASE, la GA, la GU et les Alternatifs du Finistère. Nous prenons d'ailleurs la décision au nom de nos 4 organisations de mandater un camarade pour proposer deux dates possibles au PCF 29 et au PG 29. En tout état de cause, et quelle que soit l'issue de ce débat avec le PCF et, dans une moindre mesure avec le PG, il nous reviendra la responsabilité de créer les conditions d'une expression encore plus forte du FDG pour les municipales de 2014 et de défendre la mise en place de listes FDG autonomes et indépendantes du PS pour construire l'alternative dont nous avons de plus en plus besoin. Le FDG devra avoir une réelle lisibilité non seulement pour les militants et sympathisants FDG, les électeurs FDG mais également l'ensemble de l'électorat populaire victime de la crise. Tous ceux et toutes celles qui se sentent trahis par le PS au pouvoir pourraient prendre le risque de se laisser tenter par l'extrême droite. En attendant, nous devons continuer à construire le Front de Gauche en renforçant les collectifs locaux (Assemblées Citoyennes) qui existent déjà, mais aussi en multipliant leur nombre. Nous devons les faire fonctionner le plus démocratiquement possible et participer pleinement à leur animation sur la base du texte élaboré par le Conseil National. Il y a des milliers de gens mécontents qui constatent les dégâts de la politique libérale capitaliste menée dans le pays et ses conséquences sur notre territoire finistérien: GAD, Marine Harvest, licenciements et chômage, perte de pouvoir d'achat, augmentation des impôts, difficultés sociales,

dégâts économiques et environnementaux. Nous devons créer les conditions pour ouvrir grandes les portes des collectifs (Assemblées citoyennes).

Au-delà de cet engagement élémentaire dans la construction du FDG, nous voulons aussi contribuer loyalement aux débats du FDG en toute transparence. Nous veillerons notamment à la nécessité de faire vivre et de renouveler le programme

du FDG pour qu'il s'élabore directement à la base, se construise avec les militants – sympathisants FDG et les citoyens. Nous proposerons de créer un lien plus fort et en direct entre les Assemblées Citoyennes et les Fronts Thématiques. De trouver de nouvelles formes de collaboration, d'initier un système de va et vient entre les collectifs et le national. Les Assemblées Citoyennes ont un pouvoir et une force considérables de construction et d'innovation. Il faut que nos 4 composantes interviennent pour que ce qui s'élabore dans les Assemblées Citoyennes soit réellement utilisé dans l'ensemble du Front De Gauche.

4|4| COURTE CONTRIBUTION DES ALPES-MARITIMES

Dans les Alpes-Maritimes, celles et ceux qui participent ensemble à notre processus se connaissent pour la plupart de longue date, au coude-à-coude dans les mobilisations citoyennes et dans les mouvements sociaux, mais aussi les échéances électorales locales, départementales, régionales.

Dans ces échéances électorales, lorsqu'elles se sont traduites par des listes et des candidatures communes pour beaucoup d'entre-nous, nous nous sommes faits connaître sous l'appellation «Gauche alternative»

C'est ce qui explique que nous avons repris de manière publique cette appellation.

Participent à nos réunions Gauche alternative 06 à la fois des camarades n'appartenant à aucune force politique et les militant-e-s des Alternatifs, de la FASE, de la GA et de GU, dont plusieurs élu-e-s locaux/locales.

Nous avons tenu trois assemblées générales départementales, avec une participation oscillant entre 15 et 35 personnes, quasiment à parité hommes-femmes; nous avons mis en place un groupe local Gauche alternative à Nice.

Notre prochaine AG départementale a été fixée au 20 juin, elle sera consacrée pour l'essentiel à la préparation, localité par localité où nous sommes présent-e-s, des prochaines élections municipales.

Lors des deux initiatives récentes du Front de Gauche 06, une réunion-débat organisée le 27 avril et un rassemblement le 1^{er} juin à Nice, préparées par la coordination départementale du FdG (mise en place à notre demande depuis janvier 2013), nous nous sommes accordés au sein de la Gauche alternative pour une intervention commune (la première faite par un camarade Alternatif et la seconde par un camarade GU).

Nous avons programmé un cycle de débat-formation trimestriel qui sera largement ouvert et nous sommes apparus ensemble avec un tract spécifique et un stand de la Gauche alternative à la manif du Premier mai à Nice.

Nous tiendrons un stand commun les 29 et 30 juin à la Fête du Château, qui est un peu l'équivalent dans les Alpes-Maritimes de la Fête de l'Huma.

La Gauche alternative existe donc dans les Alpes-Maritimes, avant même de constituer ensemble la nouvelle force que nous voulons à l'échelle nationale.

Nous souhaitons une accélération du processus de regroupement car il y a urgence si nous voulons peser davantage dans le Front de Gauche comme à l'échelle de la société.

Pour nous, le but est bien de construire une nouvelle force politique, un mouvement, une organisation et pas un simple courant d'idées.

Notre nouvelle force politique devra constituer un cadre permettant de prolonger nos débats, au-delà du texte qui nous est proposé, par exemple sur l'enjeu des quartiers populaires et des discriminations

Dans le texte qui nous est proposé, que nous considérons comme une bonne base de travail, nous souhaitons accentuer les références (à la fois en terme d'héritage, de pratiques et de contenu) au féminisme et à l'altermondialisme.

4|5| MOTION ADOPTÉE LORS DE LA RÉUNION DÉPARTEMENTALE DE SEINE-MARITIME, TENUE À YVETOT LE SAMEDI 8 JUIN 2013, À L'APPEL DE CETA, FASE, GA, GU, LES ALTERNATIFS

La démarche de convergence entreprise entre nos organisations et qui entre désormais dans une nouvelle étape de rapprochement organisationnel nous semble non seulement nécessaire, mais aussi urgente.

Nous nous félicitons qu'après des années de morcellement du mouvement ouvrier, que ce soit dans le cadre du Front de gauche ou dans le cadre plus restreint du «regroupement»entrepris, la courbe s'inverse enfin.

Nous avons conscience également que la possibilité d'unification de nos forces a pu demander un certain nombre de vérifications, en particulier pour s'assurer de sa viabilité dans la durée.

Mais la situation dans notre département - et nous devons ne pas être les seuls - nous incite à vouloir avancer rapidement.

Des camarades isolé-e-s en campagne assistent impuissant-e-s à la détresse grandissante d'une population confrontée à l'austérité. Et notre incapacité à proposer une alternative à gauche crédible laisse prospérer la désespérance sociale et politique, la droite et l'extrême-droite, le FN et ses idées. En ville, chacune de nos organisations n'a que de petites équipes qui n'atteignent pas le seuil critique d'efficacité.

Chacune de nos organisations est peu visible, peu attractive, et nos rares démarches pour sortir des tracts communs se font en alignant des sigles nombreux mais peu connus.

Aujourd'hui, nous sommes trop largement tributaires des deux principales organisations du Front de gauche. Sans autonomie financière ou matérielle suffisante, imprimer le matériel national du Front de gauche, sortir du matériel pour appeler à une assemblée citoyenne ou imprimer du matériel pour notre regroupement relève du parcours d'obstacle. Dans les rassemblements, nos apparitions sont invisibles du fait du morcellement. Nous sommes des militant-e-s, sans tracts ni affiches ni drapeau commun.

Si un certain nombre de militantes et militants regardent avec intérêt notre démarche, ils attendent que nous passions aux actes. Certain-e-s se découragent même devant la tâche à accomplir et l'absence de moyens.

D'ores et déjà, nous avons décidé de réunions communes, de représentations communes dans certains collectifs, de listes communes, d'une coordination départementale régulière... Un sigle commun devient urgent ainsi que la mutualisation des moyens d'interventions. ...|...

Depuis des années, nous nous côtoyons dans les mêmes luttes, les mêmes collectifs. Nous avons maintenant en commun notre décision de construire le Front de gauche et nous sommes amené-e-s, ensemble, à franchir les difficultés que nous y rencontrons. Mais que pesons-nous chacun-e avec nos micros organisations ?

Pour aborder les tâches qui nous incombent, pour faire exister notre combat tout simplement, pour créer une dynamique, nous avons besoin que le regroupement avance rapidement, organise les assises de fondation d'une nouvelle organisation dès l'automne et en fasse une initiative publique.

Il n'est plus temps d'hésiter. Allons de l'avant !

4|6| CONTRIBUTION 94 ADOPTÉE LE 11 JUIN À VITRY

Trait d'union dans le 94 ce sont pour le moment C et A, la FASE et la GA en l'absence de la présence organisée des autres composantes. Plusieurs réunions se sont tenues depuis le mois de mars et un texte commun a été écrit concernant les municipales; l'écriture n'en a pas été simple d'une part car la situation de ce département dirigé par le PCF et dans lequel il y a de nombreuses municipalités PCF pose des problèmes tactiques compliqués et d'autre part les pratiques militantes ne sont pas les mêmes (participation à une majorité de gauche ou en position d'opposition de gauche à une telle majorité).

Le but de notre regroupement est d'être un élément moteur dans la transformation du Front de Gauche en un véritable mouvement populaire offrant une alternative à gauche.

Les textes proposés au débat pour le 15 juin n'abordent quasiment pas la question du type d'organisation vers laquelle nous allons. C'est bien normal car ce serait prématuré et le fonctionnement commun adopté aux différents niveaux (local, départemental, national) permettront d'y voir plus clair dans quelques mois et d'adopter quelques règles de fonctionnement. D'ici là, il y aura des variations locales en fonction des histoires, et ces expériences permettront d'avancer. Sans préjuger des débats à venir, on peut penser que ce regroupement sera un peu plus qu'un simple courant de pensée dans le Front de Gauche où il doit être force de proposition et de construction; il n'empruntera pas la forme «partidaire» très marquée de nos partenaires. Il y a des individus intéressés par le Front de Gauche mais qui ne peuvent se retrouver ni dans sa forme cartellisée ni dans l'un des 2 partis: l'existence d'un regroupement plus crédible qu'une myriade de petits groupes à côté des grandes forces doit être un facilitateur; notre première apparition lors du meeting de Vitry a permis de mesurer le petit intérêt que l'on peut susciter. Cela suppose donc être visibles, de diffuser largement par le Net ou de façon militante le Trait d'Union lors des initiatives ou apparitions du Front de Gauche.

Il nous faut apprendre à travailler ensemble pour forger un collectif militant: nous devons donc avoir une AG départementale mensuelle dotée d'un secrétariat représentatif des 3 courants chargé d'assurer les convocations, la préparation des ordres du jour et de gérer l'entre deux AG. Ceci n'exclue pas la structuration

au niveau local de groupes fonctionnant aussi de cette manière. A partir du moment où le processus sera engagé officiellement (après le 15 juin) nous devons convenir d'une représentation unifiée dans les instances départementales du Front de Gauche (délégation de 3 personnes au total).

Cette feuille de route nous permettant d'avancer jusque fin 2013, il sera alors temps de faire le point et préciser davantage notre projet.

4|7| TEXTE D'ORIENTATION POUR LES MUNICIPALES DANS LE VAL-DE-MARNE PROPOSÉ PAR C&A, LA FASE ET LA GA **≥ 1/ Les élections municipales de 2014 : enjeu local et national**

a/ Un enjeu à la fois local et national

Les élections municipales représentent un double enjeu: se prononcer sur de grands axes de politique nationale, mais aussi définir au niveau local des politiques appuyées sur des choix concrets et immédiatement mesurables, sans que l'une de ses deux dimensions ne se réduise à l'autre.

A quelques mois de sélections européennes, il s'agira du premier scrutin après l'élection de François Hollande à la présidence de la République et d'une majorité PS-EELV au Parlement. Dans un contexte d'approfondissement de la crise et de poursuite probable des politiques d'austérité, ces élections comporteront un jugement sur les deux premières années de ce gouvernement.

En France, les élections municipales présentent un fort taux de participation. Leurs résultats sont ressentis par la population comme permettant une plus grande proximité pour choisir des élus et opérer des choix politiques qui ont des conséquences immédiates sur la vie quotidienne. Or les politiques d'austérité mettent les finances des collectivités locales dans le collimateur; la poursuite de l'objectif de réduction des déficits entraînera une nouvelle diminution des dotations déjà gelées en valeur en 2013. Cela conduira à l'appauvrissement des services publics locaux (si ce n'est leur disparition dans certains cas) et à la contraction des politiques sociales.

Dans ce contexte, l'augmentation de la pauvreté risque de pousser une partie de la population vers le repli sur des solutions individuelles, l'abstention, voire le vote d'extrême droite.

L'autre dominante de ces municipales sera en effet la volonté de reconquête des droites et l'offensive de l'extrême-droite, qui chercheront à profiter de l'insatisfaction devant les politiques gouvernementales pour la tourner vers des solutions conservatrices et la recherche de boucs émissaires. En 2014 des listes FN seront certainement présentes dans bien plus de communes que précédemment. Ces municipales seront un terrain d'expérimentation de possibles alliances droite/FN, dans un contexte général de recomposition de la droite.

Il s'agit donc impérativement d'affirmer, nationalement et localement, une alternative à gauche, opposée à la politique d'austérité du gouvernement et porteuse de renforcement des solidarités.

b/ Les enjeux pour le Front de gauche

Pour le Front de Gauche, cette élection aura une grande

importance. Elle doit lui permettre d'approfondir son ancrage populaire au niveau local, d'obtenir des majorités pour gagner des municipalités, de gagner de nombreux élus, comme autant de points d'appui pour convaincre de l'alternative qu'il représente à gauche. La conquête d'une hégémonie à gauche passera aussi par là : faire la démonstration que d'autres pratiques de rassemblement et de démocratie sont possibles, et montrer que le Front de gauche est aussi porteur de contenus politiques sur le terrain des municipalités en adéquation avec ses orientations nationales. La campagne «L'Alternative à l'austérité, c'est possible» est d'ailleurs dès maintenant un vecteur important pour recréer d'une dynamique de rassemblement, lui donner un prolongement sur le terrain des politiques aux municipales, et élargir encore le rassemblement qu'elle vise à réaliser dès maintenant.

Dans de Val de Marne, le nombre de municipalités à majorité de gauche unie dirigée par le Front de gauche principalement par les communistes, fait de ces élections municipales un enjeu d'une importance spécifique pour le Front de gauche.

Le Front de gauche 94 avec toutes ses composantes, doit avoir l'ambition de conserver et de conquérir des municipalités dans le Val-de-Marne en retrouvant la dynamique unitaire de la campagne présidentielle pour une politique au service de la population. Cela implique d'assurer des majorités aux municipalités front de gauche sortantes, il s'agit donc de ne pas de reconduire automatiquement les listes d'union mais de solliciter dans chaque ville les forces opposées aux politiques d'austérité susceptibles de participer au rassemblement.

Les listes municipales doivent être l'occasion d'un nouvel élargissement du Front de gauche en direction du mouvement social et être constituées d'hommes et de femmes à l'image de notre département incarnant la diversité et le rajeunissement. Cette volonté ainsi que la féminisation devra être poursuivie jusque dans les délégations.

L'idée essentielle est de montrer que dans cette situation de crise économique et de politiques libérales généralisées en Europe, il est possible de mener des politiques de gauche dans les municipalités du Val de marne et d'en faire des points d'appui pour refuser les logiques d'austérité, et s'engager devant les électrices et électeurs à appliquer une orientation alternative aux politiques de privatisation et de réduction des budgets sociaux, pour faire de ces municipalités des pôles de résistance à l'austérité.

Cela passe d'abord, rapidement, par l'élaboration des «grands axes» d'un programme municipal du Front de gauche, fixant de grands choix autour des préoccupations immédiates de la population.

Les élections municipales doivent aussi être l'occasion d'une campagne nationale pour une réforme radicale de la fiscalité qui doit revoir la taxe d'habitation pour la rendre progressive, la taxe sur les entreprises afin de taxer plus fortement le capital que l'activité, et réaffirmer la nécessité d'un pôle bancaire public de financements pour les collectivités territoriales.

≥ 2/La démarche

a/ Commencer par élaborer un programme, une charte municipale pour le Front de gauche.

Toute la discussion sur l'orientation et les choix du Front de Gauche du val de Marne doit commencer par l'élaboration des grands axes du projet municipal qu'il défendra. « L'humain d'abord » est une priorité qui doit se traduire aussi dans les choix des politiques municipales. La diversité des situations locales, des préoccupations immédiates variables d'une localité à l'autre, les coordonnées particulières de chaque situation ne peuvent se résumer sur un seul programme complet qui serait le même dans toutes les communes, à la différence d'élections nationales comme les législatives ou les présidentielles. Cependant, il est utile de fixer de grands axes essentiels, une sorte de «charte municipale» du Front de Gauche, pour engager la discussion avec d'autres forces politiques et avec les acteurs du mouvement social qui peuvent rejoindre la démarche.

Nous proposons que cette charte soit aussi l'affaire des assemblées citoyennes et nous nous inscrivons dans la volonté de les développer.

Sans prétendre tout rédiger ici, on pourrait les définir ainsi comme étant les quelques points «identifiants» de la politique que le Front de Gauche défendra :

Que les municipalités Front de gauche soient des points d'appui contre la privatisation des services publics, directe ou sous forme de délégation ou de partenariat public-privé. Dans les domaines de la restauration scolaire, de la voirie, des transports locaux, la règle doit être le service public local ou la régie municipale ou intercommunale. Il faudra continuer à s'opposer à la marchandisation de la culture et du sport, créer ou développer des services publics là où la demande est forte et le besoin considérable, comme la petite enfance et le quatrième âge.

Le rétablissement d'une gestion publique de l'eau et de la collecte des déchets : des expériences récentes prouvent que le passage en régie intercommunale permet de baisser le prix de l'eau, d'avoir une tarification progressive, plus juste socialement.

Une priorité absolue au logement social et la création d'un service public du logement. L'opposition aux grands projets qui font la part belle aux promoteurs et enlèvent aux communes la maîtrise de leur territoire (Grand Paris et OIN) ; la lutte contre la spéculation immobilière (préemption autant que nécessaire et possibles des logements et des terrains mis en vente pour les réserver au logement social, démarches pour obtenir la réquisition des bureaux et logements vides, en s'appuyant sur la mobilisation de la population) mais aussi mise en œuvre d'une charte promoteurs type Saint-Ouen fixant un prix de vente 10% sous le prix du marché); la facilitation de l'accès au logement pour les jeunes, les femmes isolées, interdiction des expulsions sans relogement...).

La défense de l'emploi et le renforcement des solidarités : si la résorption du chômage dépend d'abord de choix politiques nationaux, les communes peuvent agir à leur échelle pour en limiter les effets. Les municipalités du Front de gauche n'apporteront leur concours par l'aménagement du territoire facilitant l'implantation d'entreprises qu'à des conditions strictes contre tout licenciement et délocalisation, et selon des critères sociaux et écologiques. Elles veilleront, en coopération avec les autres communes à une répartition équilibrée de l'emploi dans ...|...

le département. Elles devront aider les populations les plus défavorisées, en particulier les chômeurs: annulation des dettes, arrêt des coupures d'eau et d'électricité, transports gratuits. Elles apporteront tout le soutien nécessaire aux luttes des salariés. Face à la précarisation d'une partie des salariés dans les collectivités territoriales, il est essentiel de réaffirmer la défense du statut de la fonction publique comme élément garant du service public et donc la nécessité que le recrutement se fasse dans ce cadre. Elles aideront les petites entreprises du domaine coopératif, social et solidaire.

L'application locale des bases d'une transition écologique : priorité aux transports collectifs de qualité, mise en place d'un service public de la collecte, du tri et du retraitement, droit de veto aux populations sur tout projet d'implantation d'entreprises à hauts risques et sur le transport de matières dangereuses... Plan de réhabilitation des équipements publics et aides aux particuliers vers moins de consommation énergétique.

La conquête de nouveaux droits, une politique d'égalité des droits : dans la continuité d'un plein engagement du Front de Gauche dans la campagne actuelle «droit de vote en 2014», cette exigence sera portée aux municipales, face aux campagnes identitaires de la droite et de l'extrême droite. Cela peut passer par des consultations populaires locales parallèles lors des élections municipales elles-mêmes. Dans le 94, les politiques audacieuses qui ont pu être expérimentées par rapport à la situation des Roms doivent être poursuivies, à l'opposé des politiques beaucoup plus répressives qui ont été aussi pratiquées dans des communes pourtant de gauche. Des politiques doivent être menées pour favoriser l'émancipation au quotidien des femmes dans ses différents aspects (emploi, revenus, services publics, lutte contre les violences...), en partenariat avec les associations de défense des droits des femmes.

Une démocratie la plus étendue : le Front de gauche doit s'engager à rendre à la population le pouvoir de décider et contrôler l'application des décisions prises (démocratie participative, assemblée de quartier...) le Val-de-Marne peut de ce point de vue être un exemple de la construction d'une démocratie locale qui réinterroge la démocratie participative –

représentative et sociale, l'intercommunalité ne doit pas échapper au contrôle démocratique.

Ce n'est pas aux habitants du Val-de-Marne de payer la dette du capital et le chantage du Medef. Les communes bloqueront les impôts locaux et présenteront s'il le faut des budgets en déficit pour signifier à la troïka (FMI/OMC/Banque Européenne) que ce ne sont pas les travailleurs qui paieront localement les intérêts d'une dette illégale et injuste. leur 3% est une imposture !

b/ Une démarche de rassemblement

Les forces du Front de gauche du Val-de-Marne poursuivront, lors des élections municipales, l'action qu'elles ont menée en permanence depuis plus de quatre ans. Elles chercheront à associer à cette démarche, dans la perspective de listes de rassemblement, tous les partis, associations, individus qui, d'une part, affirment clairement l'objectif de porter localement une alternative concrète aux politiques d'austérité, et qui, d'autre part, partagent les grandes lignes d'un projet municipal réellement de gauche dont le présent texte fournit des éléments à débattre et à compléter en fonction des réalités locales.

Cette démarche doit associer l'ensemble des composantes du Front de gauche 94 ainsi que les Assemblées citoyennes.

Il nous faut construire, partout où c'est possible, des listes du Front de gauche ou des listes plus larges rassemblant des militants du mouvement social ou des secteurs de toute la gauche critiques à l'égard de la politique d'austérité du gouvernement. En particulier, ces listes devront se démarquer explicitement de la politique du gouvernement d'encadrement des budgets locaux. Si nous avons besoin d'un cadre national et d'une visibilité de la politique du Front de gauche pour ces élections, les structures locales du Front de gauche sont évidemment en situation d'apprécier les exigences spécifiques des différentes situations locales.

Battre la droite et l'extrême droite, gagner de nouvelles et nouveaux élus pour le Front de Gauche, contribuer à ce que les municipalités du Val de Marne soient encore plus des lieux de résistance et des alternatives aux politiques d'austérité; tels sont les objectifs de la campagne de 2014.

5 CONTRIBUTIONS DES COMPOSANTES

5|1| CONTRIBUTION SUR LES PROJETS DE TEXTES POUR LA RÉUNION DU 15 JUIN

Les trois documents intitulés «base de travail pour la réunion du 15 juin» constituent un socle politique positif et encourageant dans le processus de discussion engagé entre nos composantes. Ces documents intègrent l'acquis des précédents textes communs (texte «Rassembler

pour une alternative à gauche» du 17 octobre 2012), l'apport de chaque composante ainsi que celui des camarades non membres d'une des six organisations mais qui participent à ce travail... Beaucoup reste à faire et de nombreuses questions ne sont pas traitées. Ces documents doivent être «appropriés» par tous les militants de nos organisations et la réunion du 15 juin sera une première étape en ce sens.

Sans préjuger des contributions spécifiques que Gauche Unitaire pourrait apporter, nous tenons à souligner deux points qu'il nous paraît nécessaire d'approfondir entre nous pour renforcer la cohérence politique de la démarche engagée.

≥ 1/ Avoir une politique offensive pour changer les rapports de force à gauche

C'est un point politique qui est déjà largement traité dans la partie 1.3. Le texte ne s'inscrit ni dans une vision des «deux gauches» ni dans une stratégie «d'union de la gauche» mais dans une dynamique qui vise à contester l'hégémonie de la direction du Parti Socialiste sur la gauche, à mettre en minorité le social libéralisme, ce qui suppose d'avoir une politique offensive pour faire bouger les rapports de force à gauche. C'est ce que le Front de Gauche a commencé à faire à travers la proposition d'Assises du 16 juin prochain, qui constituent un moment de dialogue et de rapprochement avec des forces politiques de gauche – comme EELV ou Gauche Avenir – qui se situent dans la majorité gouvernementale de Hollande mais refusent l'impasse de l'austérité que le gouvernement choisit de mettre en œuvre, et avec des forces du mouvement social. Il faut dans notre texte expliciter ce que nous construisons déjà dans le cadre du Front de Gauche. Cela pourrait se faire en rajoutant le passage suivant dans la partie 1.3, page 6, après le 3ème paragraphe (qui se termine par «entre ces résistances et le terrain législatif et politique.»): «Le Front de Gauche doit également être une force de proposition pour mener le débat à l'échelle de l'ensemble de la gauche pour construire les bases d'une alternative politique au social libéralisme et de ce que serait un programme de gouvernement qui mènerait une politique de confrontation avec le patronat et la finance et de refus de l'austérité. Cela pourrait se développer à travers un processus de rencontres co organisées à l'échelle nationale et locale avec toutes les forces de gauche, écologistes et du mouvement social qui partagent ces objectifs. Les assises du 16 juin 2013 constituent une première étape en ce sens. Cette démarche doit se déployer en favorisant au maximum le rassemblement des énergies militantes dans les quartiers, les entreprises pour permettre à une véritable dynamique populaire de prendre corps»

≥ 2/ Définir les étapes du rapprochement engagé

Le contenu des documents en débat pour le 15 juin définit, dans la 3^e partie, les prochaines étapes que nous nous fixons dans notre rapprochement, qui doivent permettre de vérifier s'il est possible d'aboutir à une organisation commune. Tout rapprochement se mène par une combinaison de débats de fond et de vérifications «sur le terrain» qui se nourrissent les uns les autres. La constitution du «courant d'idées» commun, la publication du bulletin Trait d'Union, l'organisation des réunions de débats locales et nationales ont été des premières étapes en ce sens. Il faut approfondir ce travail. Nous pensons qu'il convient de distinguer plus précisément les différentes étapes.

D'abord il faut poursuivre l'approfondissement et la vérification politique et pratique, en ouvrant une

nouvelle étape par rapport au courant d'idées «Trait d'Union», à partir de la réunion nationale de juin 2013 et celle envisagée à l'automne 2013. Il ne s'agit pas de décréter une organisation commune. De ce point de vue le terme «mouvement politique» n'est sans doute pas assez précis, alors que, dans les textes du 15 juin, nous posons la question de définir une nouvelle «organisation» comme un «mouvement». Il s'agit plutôt de dépasser le courant d'idées en un «courant politique» composé d'organisations et d'individus, qui pourra se donner une dénomination commune, des principes de fonctionnements communs pour marquer le pas en avant réalisé par rapport à «Trait d'Union». Il aura pour tâche de poursuivre le travail d'élaboration et d'intervenir ensemble sur des échéances concrètes, en travaillant essentiellement au consensus car il ne pourra se baser à cette étape sur le principe «une personne / une voix».

Ensuite il est nécessaire de définir les étapes suivantes pour la construction d'une nouvelle organisation, permettant le dépassement des organisations existantes. Nous proposons en ce sens de modifier la partie 3.3 et d'ajouter une partie 3.4:

«3.3.) Construire un courant politique commun Se constituer en mouvement dans le Front de Gauche

Pour préciser les règles de travail collectif pour un mouvement en transition, durant sans doute tout au moins la première année, nous pourrions partir des principes suivants:

- se placer dans la perspective d'une structuration mixte avec d'une part, suivant les rythmes de développement possible, des adhésions individuelles à des collectifs locaux dotés d'une large autonomie et d'autre part, des courants et composantes organisés à l'échelle nationale

- La recherche du consensus ou de majorités très larges pour éviter un fonctionnement qui pourrait déposséder individus et comités au profit des courants organisés, et réciproquement éviter un fonctionnement qui pourrait faire fi de l'avis des courants toujours existants. Le consensus ne signifie pas le refus de toute procédure de vote: il peut y avoir des votes indicatifs suivis de nouvelles délibérations pour déterminer comment une décision est prise ou reportée;

- l'identification de questions politiques qui peuvent être laissées en débat;

- l'articulation entre collectif militant démocratique et autonomie des individus et des comités;

- un respect des rythmes ou des niveaux d'engagement militants différents, où chacun-e trouve sa place, un effort constant pour l'information et la formation, de bienveillance et de transparence dans les échanges;

- des moyens discutés pour assurer l'égalité femme-homme

- des temps de débats sur l'orientation et les axes principaux d'intervention donnant lieu, après discussion dans les groupes locaux, à des réunions nationales pour synthétiser les échanges et définir des perspectives.

- développer une activité publique (matériel, tract, site internet...). Cette activité qui ne suppose pas la disparition de l'expression propre des chaque organisation se déciderait au consensus avec une répartition des moyens financiers que cela suppose

...|...

3.4) Travailler aux fondements d'une organisation commune

La poursuite de ce travail de convergence et de vérifications politiques sur les questions d'orientation et de programme à travers les expériences concrètes doit se poursuivre à travers plusieurs étapes, donnant lieu à des débats locaux et à des réunions nationales, que nous organiserons au printemps et à l'automne de l'année 2014:

l'approfondissement des questions programmatiques et d'orientation, notamment en ce qui concerne la compréhension de la crise actuelle du mouvement ouvrier, la question écologique ou encore la question des luttes pour les droits des femmes, contre les discriminations
La définition de ce que seraient les principes politiques fondateurs et les règles de fonctionnement communes qui permettrait la synthèse des différentes expériences et le déploiement des énergies militantes sur la durée.»

**François Calaret, Francis Sitel,
Marie Pierre Toubhans**

5|2| CONTRIBUTION DE LA GAUCHE ANTICAPITALISTE

La Gauche anticapitaliste se félicite de l'organisation de la réunion nationale du 15 juin. Car elle représente une étape importante en direction du nécessaire regroupement de nos forces au sein du Front de gauche. Pour la première fois des représentants d'expériences locales vont pouvoir échanger autour de propositions de textes formulées par les composantes et les animateurs de «tous ensemble». Il s'agit dès lors, de franchir une nouvelle étape constatant que les documents forment un socle de vérification politique suffisant pour poser clairement la question de la constitution d'une force commune cet automne. Nul besoin d'insister sur la nécessité d'un tel regroupement au vu de la situation d'ensemble, de celle du Front de gauche et de l'éparpillement de nos forces.

A cette fin, et pour atteindre ensemble notre objectif commun, nous voudrions poser quelques questions qui nous semblent utiles à ce stade de la discussion :

1/ Nous vivons une situation totalement inédite qui rend délicate l'utilisation de vieux schémas: une crise financière du libéralisme qui provoque une démultiplication et une accélération des politiques libérales, une crise née aux USA et qui plonge l'Europe dans une dépression historique, des mouvements et des révolutions démocratiques accompagnés d'une multiplication des guerres et des conflits, une prise de conscience environnementale sans précédent et une absence complète de mesures politiques adaptées, une expérience de gauche au pouvoir en France soumise sans condition aux marchés et au patronat, la conquête d'un nouveau droit démocratique, le mariage pour tous et toutes, mais jamais l'extrême droite n'a été depuis la guerre aussi menaçante...

C'est bien pourquoi doivent s'articuler des tâches de mobilisation, de résistance, de construction d'une alternative et d'une refondation programmatique. Aucun courant, aucun parti ne peut à lui seul par sa renaissance ou par son auto-construction résoudre ces problèmes de fond. Cette compréhension est sans doute la spécificité de notre regroupement.

2/ Le bilan d'une année de «hollandisme» doit nous convaincre qu'il y a quelque chose de profondément

transformé au royaume socialiste. Jamais la gauche n'est arrivée au pouvoir sans prendre une mesure en faveur de l'amélioration du sort des classes populaires; au contraire, l'équipe présidentielle planifie méthodiquement et précède les exigences des classes dirigeantes et de la troïka.

Nous voilà confrontés à la nécessité d'exprimer des résistances, une alternative à cette politique et ce pouvoir tout en s'adressant au peuple de gauche, à notre camp social qui a chassé Sarkozy l'an passé. S'il existe des socialistes et des écologistes disponibles pour agir et discuter d'une alternative avec le FDG, il n'existe pas au parlement une majorité «de gauche» qui pourrait mener une politique de rupture. Ce qui implique de mettre l'accent sur l'indépendance et la nécessité d'une alternative globale, d'une autre majorité nécessitant des mobilisations pour changer les rapports de force. C'est en ce sens qu'il faut, à notre avis, calibrer les initiatives à prendre sur ce terrain.

3/ Le chantier programmatique est immense, de longue haleine et nécessite sur des questions clés de nouvelles expériences à une échelle suffisamment large pour permettre de poser (et peut être de résoudre) de nouvelles questions. Toutes les tentatives de formulation d'un projet post-capitaliste doivent être encouragées sans polémique inutile concernant l'écosocialisme comme toute autre proposition. Il s'agit de croiser le combat contre toutes les oppressions sans renoncer à une société où la population, le monde du travail prennent en charge la production, l'organisation sociale. Toute initiative novatrice, tout encouragement à la réflexion collective, doivent donc être encouragés. Nous avons versé notre vision de l'écosocialisme au débat lors de nos journées d'études, nous sommes extrêmement attentifs et intéressés par toute démarche allant dans le même sens quelles que soient les terminologies utilisées.

4/ En ce qui concerne la nouvelle organisation à construire, il n'est pas sûr que les mots résolvent les problèmes tant chacun met un contenu différent sur un vocabulaire pourtant identique. La partie 3 du document proposé définit bien à notre avis le cap à suivre:

➤ Fixer un calendrier qui concrétise le rassemblement cet automne. A notre avis, si nous parvenons, sur la base d'un programme partagé, à définir des pistes d'intervention commune pour la prochaine rentrée, une étape décisive du processus sera franchie. Il s'agira alors, lors d'un moment constituant, qui peut s'intituler des assises, d'adopter un sigle commun, de mettre en place des collectifs locaux, de permettre des adhésions individuelles, de s'ouvrir à des animateurs du mouvement syndical et social.

➤ Il est normal que les composantes prennent le temps de vérifier les conditions de leur propre dépassement. Chacun peut le faire à son rythme. Un rendez-vous un an plus tard permettrait ainsi d'approfondir les fondations communes.

➤ Il s'agit de trouver, comme le propose le document, un équilibre entre collectifs et composantes, autonomie et activité nationale, fonctionnement au consensus ou vote très large. C'est en ce sens qu'il faut travailler.

➤ Dès lors la dénomination du regroupement sera plus simple à définir. Travaillons d'ailleurs à un nom, signe que nous nous tournons aussi vers l'extérieur.

5/ Sur les municipales, la méthode consistant à ce stade à mettre en commun les contributions sur la question des différentes composantes est bien adaptée. Nous considérons, que parmi nous le débat évolue vers des convergences déterminantes.

La politique menée par le gouvernement, les réformes libérales de décentralisation qu'il entend adopter et mettre en œuvre et le bilan des équipes sortantes, conduisent, à notre avis, à l'autonomie comme principal général de listes contre l'austérité et les politiques libérales. Nous constatons une vraie difficulté dans le FDG avec le report de la décision du PCF. Mais ceci doit conduire à mettre en route des listes qui devront rester ouvertes jusqu'au bout à l'ensemble des forces du FDG (et autres d'ailleurs) pour éviter la paralysie et l'absence de visibilité.

Voilà en quelques mots notre contribution en nous souhaitant à tous et toutes une réussite collective.

5|3| MUNICIPALES, DÉCLARATION GA, 30 MAI 2013: « ENGAGER LE FRONT DE GAUCHE DANS L'AFIRMATION D'UNE POLITIQUE CONTRE LA DROITE ET ALTERNATIVE À L'AUSTÉRITÉ DE GAUCHE »

Les élections municipales auront lieu en 2014, après deux années d'austérité de gauche. Le dispositif du gouvernement Hollande-Ayrault est déjà bien en place. De la signature d'un traité européen copie conforme du traité «Merkozy» à l'ANI en passant par les cadeaux au patronat, la loi Peillon qui s'inscrit pour l'essentiel dans la continuité de la logique politique des gouvernements précédents en matière d'éducation, celle de Fioraso sur l'enseignement supérieur et la recherche qui aggrave la loi LRU, avec en perspective une nouvelle «réforme» des retraites, ce sont l'ensemble des repères qui fondent traditionnellement l'identité de gauche qui sont ostensiblement foulés aux pieds. Le social libéralisme austéritaire se déploie aujourd'hui à visage découvert.

Les échéances municipales seront le premier test national pour l'équipe au pouvoir. Hollande bat déjà des records d'impopularité. Rien dans les projets du gouvernement n'indique que le cours suivi pourrait être modifié dans les mois qui nous séparent des élections. Au contraire. Les élections municipales se dérouleront d'ailleurs en pleine «réforme» des retraites. Dès lors, il est difficile de ne pas faire l'hypothèse d'un sérieux revers pour le PS. Les dernières élections partielles en sont une première indication. Bien que la situation politique et sociale soit différente, les récentes élections italiennes doivent être analysées de près, et nous convaincre que les prochaines échéances électorales ne seront pas seulement un revers comme la social-démocratie au pouvoir en a traditionnellement connu: la crise et les politiques d'austérité modifient radicalement les paramètres de la situation. Leurs effets joueront à plein lors des municipales. Ce discrédit – légitime – de la social-démocratie peut nous entraîner par le fond, il nous faut indiquer à quel point nous défendons des orientations et des choix

radicalement différents. Cela ne peut se faire dans le cadre d'une alliance de premier tour avec le PS.

Il semble peu utile de dissenter à l'infini sur la part d'enjeux locaux et nationaux dans ces élections. Nul ne peut nier qu'elles auront aussi une dimension nationale, et que la question du positionnement politique général vis-à-vis du gouvernement sera déterminante.

L'électorat de droite et d'extrême droite sera au rendez-vous. Dans un tel contexte, il faut absolument prouver qu'une autre gauche existe, qui lutte contre l'austérité, qui a des solutions concrètes à proposer pour ici et maintenant. C'est pour cela que le Fdg a vocation à présenter au premier tour des municipales des listes autonomes contre l'austérité et ses applications locales.

Nous souhaitons que cette démarche s'inscrive dans le cadre d'un positionnement national en faveur de listes indépendantes de la politique du gouvernement, de l'austérité, pour en faire un moment de déploiement, d'ouverture du Fdg et de popularisation de ses propositions. En effet, à nos yeux, le Fdg est porteur d'une alternative à gauche et nous souhaitons soumettre au suffrage du peuple une orientation distincte de l'orientation sociale-libérale tant au niveau national qu'en ce qui concerne la gestion des municipalités. Les réformes antidémocratiques successives, et la logique même des institutions, laissent des marges de manœuvre limitées, encore réduites par les tentatives d'imposition de l'austérité aux collectivités territoriales via l'acte III de décentralisation. Le PS défend cependant, notamment dans les grandes villes, une politique qui n'est pas compatible avec le projet et les ambitions qui sont les nôtres, des «délégations de service public», forme masquée de privatisation, à la privatisation de l'eau en passant par les grands projets d'inutilité publique.

Le PS défend, notamment dans les grandes villes, une politique qui n'est pas compatible avec le projet et les ambitions qui sont les nôtres, des «délégations de service public», forme masquée de privatisation, à la privatisation de l'eau en passant par les grands projets d'inutilité publique.

Il nous faut défendre une politique différente, en toute autonomie. Si tel n'était pas le cas, nous laisserions le FN en position de bénéficier seul du mécontentement et d'incarner l'alternative politique. Nous abdiquerions du combat politique pour construire à gauche un large bloc social et politique contre l'austérité.

Si la ligne politique du FdG est un élément structurant de ces listes de rassemblement contre l'austérité, nous pensons que celles-ci ont vocation à s'élargir et à s'ouvrir à d'autres courants politiques, comme à des individus de la mouvance associative et syndicale qui seraient parties prenantes de cette alternative unitaire à gauche. Cela concerne le NPA et LO, des courants comme les Alterékolos, des mouvements décroissants et écologistes radicaux, des groupes ou militants des Verts ou du PS critiques à l'égard de la politique du gouvernement. Localement, les contradictions seront peut-être vives, dès lors que les finances des collectivités locales seront dans le collimateur plus encore qu'en 2013.

Pour résumer donc, la ligne de clivage demeure à nos yeux au premier tour le principe d'une liste autonome par rapport au social-libéralisme ...|...

ouverte à toutes les forces de gauche en accord avec un programme anti austérité.

L'objectif, défendu dans le texte «stratégie» du Fdg, de conserver un maximum de municipalités participe du rapport de forces global. Mais, en dehors de celles-ci, si nous pouvons entendre qu'une situation politique et sociale difficile pousse à préserver l'acquis plutôt que de lâcher la proie pour l'ombre, nous insistons sur le fait que le PS n'en sera peut-être pas le meilleur garant électoral. Nous devons parier ensemble sur la dynamique d'une campagne autonome. Nous pensons que l'évolution rapide de la situation et l'aggravation des politiques d'austérité contribuent et vont contribuer à ce que le Fdg dans son ensemble s'en convainque et reprenne confiance dans ses propres forces. Cependant, nous regrettons le choix du PCF de reporter toute décision à l'automne 2013 (voire début décembre). Nous souhaitons la mise en place de listes incluant l'ensemble des composantes du Fdg. Si par malheur les composantes du Fdg n'étaient pas toutes convaincues, il reviendrait à celles qui le veulent d'assurer une expression politique minimale du Fdg au premier tour des élections municipales. Il ne s'agit évidemment pas du cas de figure le plus souhaitable. Cependant, nous ne pouvons attendre l'automne, ou décembre, pour nous mettre au travail, sauf à ce que la probabilité de listes autonomes s'affaiblisse beaucoup. Il appartient aujourd'hui à l'ensemble des composantes du Fdg qui le souhaitent de s'atteler à la formulation d'un positionnement politique général, à la mise sur pied des grands axes d'un programme et à la composition des listes, à commencer par les plus grandes villes, en faisant en sorte que ce travail préparatoire permette aux composantes qui se détermineraient plus tardivement de prendre toute leur place dans le processus en cours.

Notre objectif est aussi de battre la droite et l'extrême droite, notamment dans une échéance électorale où la porosité entre les deux risques de se faire jour de manière flagrante. Dans ce cadre, nous affirmons notre volonté de fusion des listes de gauche au second tour, à condition que cela n'implique pour nous une quelconque obligation de solidarité de gestion. Les élus du Fdg défendent leur programme en toute indépendance par rapport aux majorités issues de ces fusions techniques. La participation aux exécutifs est cependant du ressort de chaque composante politique des listes.

5|4| MUNICIPALES 2014 LES ALTERNATIFS

François Hollande a été élu Président de la République en mai 2012 avec le slogan: «Le changement, c'est maintenant!». Mais en ce qui concerne, entre autres, les collectivités locales, c'est la continuité avec les politiques inscrites dans la logique du libéralisme économique européen.

L'austérité a été maintenue et même aggravée, asséchant les ressources des communes et des intercommunalités et creusant toujours plus le fossé entre une minorité de privilégiés et la majorité de la population dont les conditions et milieux de vie se dégradent (dans des domaines essentiels comme l'habitat, les Services Publics ou l'aménagement et l'environnement) .

Le poids de l'intercommunalité, sous sa forme actuelle, dans la gestion et l'aménagement des territoires s'accroît, avec en particulier l'extension de transferts de compétences; les citoyens sont de plus en plus éloignés des décisions qui les concernent. De «grands projets inutiles» sont imposés contre l'avis des populations, dégradant les milieux et distrayant des ressources pour des projets économiquement et socialement utiles. Les nouvelles lois de décentralisation ne remettent pas en cause la mise en concurrence des territoires et s'accompagnent de transferts importants de charges et donc de fiscalité.

Nos candidats-tes veulent contribuer dans une démocratie active à la construction du projet de leur collectivité locale. C'est un mouvement de résistance et d'alternative qu'il s'agit de créer et de développer dans la durée pour faire de la commune et de l'intercommunalité des lieux privilégiés d'appropriation citoyenne et populaire du débat et de la décision politiques, et un point d'appui pour les luttes (remunicipalisation du service de l'eau, services publics de proximité ...)

Autogestionnaires, nous considérons que la démocratie est l'affaire de tous et toutes à tous les niveaux (du quartier ou du village jusqu'à la métropole et la région). Le système actuel de démocratie représentative est en crise. Il est souvent réduite à son expression minimale, le droit d'aller voter tous les six ans. Notre réponse passe par une pratique de débats constants et l'existence de contre-pouvoirs.

Écologistes, nous voulons un aménagement des territoires équilibré, un cadre de vie de qualité, la préservation des ressources naturelles, de la biodiversité, du patrimoine commun (l'espace, l'eau, l'air...) Nous voulons mettre en place la transition énergétique et la conversion écologique de la société.

Féministes et altermondialistes nous agissons pour l'égalité entre femmes et hommes, Français et étrangers. Le féminisme est consubstantiel au projet des Alternatifs. Il irrigue nécessairement chaque activité que nous menons. La mixité, la parité, l'égal accès aux responsabilités sont pour nous incontournables.

Solidaires, nous appliquons le principe: «chacun contribue selon ses moyens et reçoit selon ses besoins» dans toute politique sociale, sportive, culturelle... et nous défendons l'égalité d'accès aux services publics. Ces propositions s'appuient sur des expérimentations citoyennes ou des réalisations alternatives, de nombreuses collectivités à l'étranger, et sur l'expérience des militant-e-s et des élu-e-s autogestionnaires.

Nous nous situons dans la perspective d'un projet alternatif de société: penser global et changer local: oui ça vaut la peine, avec le plus grand nombre, de se mettre en mouvement ici et maintenant!

La situation politique appelle lucidité et détermination: la pression néo libérale s'accroît à l'échelle de l'Europe, les reculs du gouvernement face à cette pression confortent la tentative de l'extrême droite de capter la colère populaire, le désespoir social peut conduire à une abstention de masse.

Il est indispensable que se rassemble et agisse une gauche de transformation sociale et écologique large, en lien et en dialogue avec les mobilisations et alternatives locales, une gauche pour
- une démocratie active

- la conversion écologique de la société
 - les solidarités sociales et territoriales
 - le vivre ensemble et les solidarités altermondialistes.
- Les Alternatifs, à travers leur Charte Municipale, apporteront leur contribution à ce rassemblement.

L'orientation des Alternatifs

Les Alternatifs jugent indispensable la présence aux Municipales d'une gauche de transformation à gauche du PS et en alternative à sa politique d'austérité. Leur démarche s'inscrit dans une dynamique citoyenne qui ne peut se réduire aux accords entre organisations.

La mise en oeuvre de cette orientation est du ressort des groupes locaux des Alternatifs conformément à notre vision autogestionnaire

Au premier tour, les Alternatifs agiront pour la présentation de listes larges de la gauche de transformation sociale et écologique à gauche du PS et en alternative à sa politique et pour faire barrage à la droite et à l'extrême droite.

La construction du projet puis des listes passera par échanges entre organisations politiques, mais aussi avec les militant-e-s d'associations, syndicats, collectifs citoyens et auto-organisés porteurs d'alternatives concrètes. Nous voulons contribuer au rassemblement de toutes les forces du Front de Gauche, et, au-delà, rechercher la participation de courants écolo-décroissants, d'extrême gauche (NPA), de la gauche d'EELV ou du PS... Nous souhaitons aussi contribuer par et dans cette démarche à la convergence des courants de gauche alternative.

Au deuxième tour, les Alternatifs :

- Appelleront à faire barrage à la droite et l'extrême droite
- Défendront une fusion démocratique respectant les votes de premier tour
- Refuseront de cautionner des politiques de régression sociale et écologique
- La participation ou non aux exécutifs locaux est du ressort de chaque composante politique des listes.
- Pour leur part, Les Alternatifs ne participeront pas aux exécutifs dirigés par le PS sauf à obtenir la garantie de leur indépendance.

Adopté par la coordination générale des Alternatifs le 26 mai 2013

5|5| LES ALTERNATIFS, 26 MAI 2013 LE PROCESSUS DE CONVERGENCE VERS UNE NOUVELLE FORCE POLITIQUE PROGRESSE

➤ I/ UN PROCESSUS DE CONVERGENCE DANS UNE ETAPE DECISIVE EN 2013

Initié début 2012 par l'appel «Ce monde n'a aucun sens, inventons-en un autre» puis par la convergence de plusieurs organisations politiques, le processus de regroupement de la gauche alternative à l'échelle nationale est en marche. Ce processus s'appuie sur deux démarches complémentaires toutes les deux indispensables: l'impulsion partagée par des militant-e-s d'organisations et de mouvements sociaux et altermondialistes d'une part, l'engagement d'organisations politiques d'autre part. Elles sont toutes les deux indispensables car :

- l'engagement des organisations politiques est indispensable pour mettre fin à l'émiettement et construire une nouvelle force politique commune. Le processus de convergence doit en effet s'enrichir des

apports théoriques et des enracinements militants de chaque organisation ou courant.

> * la participation au processus, dès le départ, de militantes et militants de mouvements sociaux et altermondialistes est tout aussi indispensable pour construire une force politique large rompant avec des formes politiques à l'ancienne et une cartellisation étriquée. Elle sera une concrétisation du refus de la logique de subordination du mouvement social à la sphère politique.

Malgré des tensions inévitables, le pari de la complémentarité contre la concurrence ou la mise à l'écart s'est révélé positif, et les Alternatifs -d'autres aussi- s'y sont employés de manière constante. C'est l'un des éléments du mandat donné par le congrès de 2012 et les coordinations qui ont suivi aux représentant-e-s des Alternatifs dans le processus. Celui-ci a connu trois étapes en 2012 :

- le lancement de l'appel.
- le rapprochement FASE-CA-GA-GU à l'automne avec la déclaration commune puis la publication du bulletin «Trait d'union».
- la décision du congrès des Alternatifs de participation au Front de Gauche.

La seconde étape a été facilitée par la décision très rapide, durant l'été 2012, prise par la Gauche Anticapitaliste de rejoindre le Front de Gauche, et par l'engagement prudent de Gauche Unitaire dans ce processus. Désormais, toutes les organisations étant partie prenante du Front de Gauche, un élément de division objectif entre-elles a été levé. Pour autant toutes les différences d'appréciation sur le Front de Gauche et sur le processus lui-même n'ont pas été réglées. Toutefois, cela a permis une accélération de la troisième étape.

Les deux premières réunions nationales «Tous ensemble» (appellation commune décidée au printemps 2012) de juillet et octobre 2012 avaient révélé des hésitations et des divergences, moins sur la conjoncture globale que sur la démarche de convergence à engager -nouvelle force politique ou simple courant d'idées interne au Front de Gauche. Un pas en avant décisif a été franchi lors de la réunion nationale «Tous ensemble/Trait d'union» du 19 janvier dernier: le cap a été mis clairement sur le projet de construction d'une nouvelle force politique. Et ce projet a été confirmé par les débats de la dernière réunion nationale du 20 avril.

On peut donc considérer qu'une quatrième étape a commencé en 2013. Pour les Alternatifs, il s'agit d'une avancée importante par rapport à l'objectif affiché depuis plusieurs congrès de constitution d'une nouvelle force politique rouge/verte/violette combinée à notre inscription dans un cadre plus large d'alliance de la gauche de transformation sociale et écologique.

➤ II/ QUESTIONS SUR LE PROCESSUS EN COURS

Pour autant, des questions demeurent posées, à un double niveau, celui de l'alliance large comme celui de la nouvelle force politique :

II/1 Le Front de gauche

Le Front de Gauche, s'il est un cadre majeur pour une alliance large, ne la constitue pas pour autant complètement: Il s'inscrit dans un processus européen, mais qui prend des formes ...|...

différenciées. En Allemagne, Die Linke est essentiellement structurée autour de courants sociaux-démocrates de gauche et post-communistes. En Grèce ou au Portugal coexistent des partis fortement identitaires se réclamant de la tradition communiste, et des forces alternatives à l'origine composites mais tendant à s'unifier, Syriza et le Bloco de Esquerda. Le Front de Gauche français regroupe un plus large éventail de force, avec deux organisations majeures, le PCF et le PG, qui s'enracinent dans une histoire longue de la gauche française, ainsi que des courants se réclamant de l'écologie et de l'autogestion ou/et issus de la tradition marxiste révolutionnaire ou alter-communiste : nous agissons pour le rassemblement de ces courants.

Des questions se posent sur certaines limites que connaît le Front de Gauche actuellement :

Tout d'abord, des limites demeurent dans son programme encore basé implicitement sur « L'Humain d'abord ». Ainsi, même si le contenu de ses derniers textes de références est globalement correct avec l'objectif de droits nouveaux des salarié-e-s dans les entreprises et de reprise de l'outil de travail par celles/ceux-ci, des questions clés sont sous-estimées ou restent encore en débat : sortie du nucléaire, refus des grands projets inutiles et imposés, importance de la RTT, de la précarisation ou encore de l'expérimentation autogestionnaire au-delà du monde du travail.

De même, des limites demeurent dans le fonctionnement d'un Front de Gauche encore trop cartellisé avec des difficultés à mettre en œuvre une véritable démarche citoyenne qui lui fasse passer un cap politique.

Enfin, si l'objectif du Front de Gauche de trouver des alliances du côté de nouveaux courants de gauche ou écologistes est juste, une partie de l'écologie et de la gauche radicale (NPA et libertaires notamment) restée à l'extérieur du Front de Gauche est peu prise en compte dans une perspective d'élargissement.

Nous visons donc à la fois :

- une progression politique d'ensemble, un élargissement et un enracinement social plus forts du Front de Gauche.

- la convergence en son sein des courants engagés dans le processus « Trait d'Union/Tous ensemble » pour construire une nouvelle force politique à part entière.

II/2 La nouvelle force

La nouvelle force politique n'est pas clairement identifiée par une partie des organisations comme une force de gauche alternative (notamment du côté de GU, où se poursuit le débat sur la perspective même d'une nouvelle force). Cette difficulté est réelle malgré la convergence affichée du social et de l'écologie, d'une même analyse globale et systémique du capitalisme -auquel un projet rouge à l'ancienne serait incapable de répondre-, et de la nécessité d'un fonctionnement ouvert, pluraliste et démocratique différent des partis traditionnels.

L'enjeu est majeur de ne pas construire cette nouvelle force autour d'une « culture dominante » ce qui ne répondrait pas aux tâches de l'heure. La radicalité et l'ouverture à la nouvelle culture politique représentée par l'altermondialisme ou leS Indigné-e-s sont indispensables à l'émergence d'une nouvelle force.

Une autre difficulté réside dans le fait que pour beaucoup d'organisations -mais pas pour les Alternatifs- le cadre du FdG apparaît comme l'unique lieu de polarisation à gauche du PS, ce qui tend à sous-estimer, au-delà de l'investissement dans le FdG, la nécessité d'une ouverture aussi à l'extérieur de ce périmètre en termes d'initiatives, de contacts et d'unité d'action la plus large

Pour autant, l'aspect positif de l'étape en cours l'emporte, d'autant plus que la méthode de travail adoptée lors de la réunion nationale du 20 avril porte ses fruits : elle permet la mise en commun de textes des différentes organisations pour faire consensus autant que faire se peut, elle rend possible les travaux d'écriture collective par thèmes brassant l'apport de militant-e-s des diverses organisations et celui des animateurs et animatrices des mouvements sociaux et altermondialistes, ce à quoi nous tenons particulièrement.

≥ III/ QUEL ENJEU IMMÉDIAT POUR LE PROCESSUS DE CONVERGENCE ?

L'enjeu immédiat est la réussite du prochain rendez-vous : celui de la rencontre nationale du 15 juin à Paris. Le but n'est pas celui d'une nouvelle réunion nationale de type réunion de travail au format comparable (quelques dizaines de participant-e-s, en forte majorité de la région parisienne hormis la délégation des Alternatifs) à celui des précédentes réunions, mais d'une rencontre plus large de personnes représentatives du processus en cours.

Une coordination souple fonctionne d'ores-et-déjà à l'échelle nationale mais aussi dans une trentaine de départements dans lesquels se sont regroupé-e-s les membres et proches des diverses organisations existantes, et des militant-e-s sans appartenance politique. Ces expériences et ce qu'il se passe « en bas » constituent des éléments décisifs de la réussite et de l'ancrage du processus. Dans quelques départements, le regroupement a pris la dénomination de Gauche Alternative.

Réussir le rendez-vous du 15 juin, c'est précisément le préparer dès maintenant dans les régions et les départements avec le plus grand nombre, notamment sur la base des textes préparés depuis plusieurs semaines, et qui doivent contribuer à un large débat, pour que chacun-e de celles et de ceux qui se sentent partie prenante du processus puisse se l'approprier, en débattre à l'échelle locale, construire une orientation partagée, et participer à la rencontre nationale du 15 juin.

L'enjeu est clair : franchir un palier et ouvrir immédiatement et davantage encore le processus au-delà des organisations, même si celles-ci doivent pleinement jouer leur rôle.

Les Alternatifs s'investissent sans réserve pour la réussite de ce rendez-vous et de ce processus pour la création d'une nouvelle force politique, en étant pleinement conscients que cette nouvelle force ne sera pas un élargissement des Alternatifs ou de toute autre organisation partie prenante. Pour rassembler largement, elle devra combiner sur un pied d'égalité la participation active de toutes et tous, membre ou non de formation politique, de collectifs unitaires dans les villes ou les départements, et des organisations et

courants politiques. Pour leur part, Dans ce processus Les Alternatifs porteront la perspective d'un partimouvement.

Lors de leur congrès de novembre 2013, Les Alternatifs se prononceront sur ce processus au regard des orientations adoptées lors du congrès extraordinaire de 2012. Si il leur paraît positif, ils investiront pleinement leur patrimoine politique et militant dans la constitution de cette nouvelle force selon des modalités dont ils discuteront largement en leur sein, intégrant notamment la possibilité pour les organisations de s'y maintenir de manière transitoire en tant que telles, si elles le souhaitent.

La situation globale à l'échelle nationale et européenne demeure extrêmement préoccupante et la crise s'approfondit dans tous les domaines: une alternative est nécessaire à une échelle de masse. C'est en ayant ce contexte à l'esprit que nous mesurons les avancées importantes de ces derniers mois, et abordons les prochaines échéances avec vigilance mais aussi avec confiance et détermination.

Adopté par la coordination générale des Alternatifs le 26 mai 2013

5|6| MUNICIPALES 2014 LES ALTERNATIFS

Propositions Issues des discussions de la réunion nationale du courant «Convergences et alternative», pour la discussion du Front de Gauche sur les élections municipales de 2014.

Le 3 février 2013.

≥ Propositions d'orientation pour les élections municipales de 2014

Les élections municipales représenteront un double enjeu: se prononcer sur de grands axes de politique nationale, mais aussi définir au niveau local des politiques appuyées sur des choix concrets et immédiatement mesurables, sans que l'une de ses deux dimensions ne se réduise à l'autre.

Elles ont en France un caractère particulier, suscitant un taux de participation plus important que les autres élections territoriales (66% en moyenne, contre 45 ou 50% aux cantonales et régionales), et devant les législatives (autour de 60%). Seule la présidentielle suscite une plus forte participation autour de 80%. Cela correspond sans doute au sentiment d'une plus grande proximité pour choisir des élus et opérer les choix politiques et pour gouverner les communes, qui ont des conséquences immédiates sur la vie quotidienne.

Celle de 2014, à quelques mois des européennes, seront les premières, à mi-mandat, depuis l'accession de la gauche au pouvoir. Elles seront marquées, dans un contexte de crise économique accentuée et d'austérité financière, par deux facteurs dominants qui joueront un rôle important dans les recompositions politiques:

≥ L'approfondissement de la crise et le jugement porté sur les deux premières

années du gouvernement PS/EELV. Les conséquences de cette politique d'austérité sur les finances et les choix politiques qu'elle entraîne dans les communes seront déjà mesurables en 2014. L'approfondissement des logiques d'austérité met désormais en cause

les politiques municipales visaient, peu ou prou, à atténuer pour les populations les logiques libérales et maintenaient un «filet» de protection sociale et de services de proximité. Maintenant, il n'y a plus d'argent dans les caisses, et ça commence à se voir et se ressentir, surtout dans le cadre d'une loi de programmation budgétaire qui prévoit déjà 10 milliards d'économie sur les services publics et la dotation de l'Etat aux collectivités territoriales. Ce sera donc un point essentiel, défendre une autonomie financière et une démocratie locale permettant d'assurer les missions de service public, en refusant d'être asphyxié par les politiques d'austérité.

Il faudra prendre en compte que l'approfondissement de la crise pousse vers la pauvreté des parties de plus en plus importantes de la population, victimes du chômage et de la chute des revenus, terreaux de beaucoup de désespérances et de remises en cause des solidarités et des possibilités d'un «vivre ensemble», et facteurs de démobilitation et de scepticisme vis-à-vis de solutions progressistes. Il s'agira donc de prendre le contrepied des solutions individualistes et de rejet de l'autre, que la droite et le FN mettront en avant, et de notre côté chercher à forger des pratiques de mise en commun et d'échanges pour faire face ensemble à la crise. Toutes les actions misant sur la solidarité, la partage de services, la résistance collective face aux exclusions, aux expulsions locatives, au mal logement, aux violences sociales, doivent être le soubassement des politiques que nous devons proposer, en visant à reconstruire les bases d'une action collective et d'une conquête de municipalités solidaires des plus démunis.

≥ L'autre dominante de ces municipales sera la volonté de reconquête des droites, et de l'extrême-droite, qui voudront reprendre une marche en avant après 5 années où elles n'ont eu de cesse de perdre en influence et en nombre d'élus. Elles chercheront à profiter de l'insatisfaction devant les politiques gouvernementales pour la tourner vers des solutions conservatrices, poursuivront et concrétiseront la «droitisation» des politiques amorcée sous Sarkozy et dans sa campagne présidentielle, autour des questions de société, de l'insécurité, de la recherche de bouc-émissaires étrangers, immigrés, assistés sociaux ...

Une des particularité de cette élection en 2014 sera certainement la présence de listes FN dans bien plus de communes que précédemment, il l'annonce déjà. Les avancées électorales du FN en 2012 se couplant avec une banalisation de ses thèmes de campagne, il lui sera plus facile de réunir des candidats qui n'auront moins de crainte de s'afficher ouvertement FN, pour constituer des listes de 20 à 50 participants, ce qui était encore difficile pour le FN dans les précédents scrutins municipaux dans de nombreuses communes de plus de 30.000 habitants. En même temps, ces municipales seront un terrain d'expérimentation de possibles alliances Droite/FN, bien plus faciles à concocter que pour des scrutins nationaux, avec une moins grande «discipline» dans chaque parti. Les thèmes agités par la droite populaire, ou par l'UMP/Coppé, se rejoindront avec bien des axes de campagne du FN: contre le droit de vote des étrangers, contre une fiscalité redistributive et une forme de ...|...

«préférence nationale» dans les aides sociales, pour la liberté de conscience des élus face au mariage pour tous et toutes, pour des politiques sécuritaires etc....

➤ **Les enjeux pour le Front de Gauche**

Pour le Front de Gauche, cette élection aura une grande importance. Elle doit lui permettre d'approfondir son ancrage populaire au niveau local, obtenir des majorités pour gagner des municipalités, gagner de nombreux élus, comme autant de points d'appui pour convaincre de l'alternative qu'il représente à gauche. La conquête d'une hégémonie à gauche passera aussi par là: faire la démonstration que d'autres pratiques de rassemblement et de démocratie sont possibles, et montrer que le Front de gauche est aussi porteur de contenus politiques sur le terrain des municipalités en adéquation avec ses orientations nationales. La campagne «l'Alternative à l'austérité, c'est possible» est d'ailleurs dès maintenant un vecteur important pour recréer une dynamique de rassemblement, lui donner un prolongement sur le terrain des politiques municipales, et élargir encore le rassemblement qu'elle vise à réaliser dès maintenant.

➤ L'idée essentielle est de montrer que dans cette situation de crise économique et de politiques libérales généralisées en Europe, il est possible de mener des politiques de gauche dans les municipalités et d'en faire des points d'appui pour refuser les logiques d'austérité du gouvernement. Cela passe d'abord, rapidement, par l'élaboration des «grands axes» d'un programme municipal du Front de gauche, fixant de grands choix autour des préoccupations immédiates des populations (choix financiers indépendants pour contrer les logiques d'austérité, priorité aux services publics et à l'écologie (eau, transport, éducation, aménagement du territoire), priorité au logement social et à la résorption du mal logement, démocratie participative permettant l'implication citoyenne, égalité et nouveaux droits...(cf. plus loin)

➤ Ce programme doit être élaboré localement par un dialogue et une concertation avec les associations, syndicats, collectifs, qui existent sur tous ces terrains dans les communes. Ce débat doit aussi permettre que les listes de candidats ne soient pas constituées simplement des militants des composantes politiques, mais qu'elles rassemblent aussi des militant-e-s et citoyen-ne-s engagé-e-s sur tous les aspects de la vie sociale et citoyenne dans la cité, et qui partagent les orientations que nous proposons. On souhaitant que ce scrutin de liste locale permettra une ouverture du Front de gauche plus conséquente qu'aux dernières élections régionales ou législatives...

➤ **Commencer par élaborer une «charte municipale» pour le Front de Gauche, «Pour des municipalités au service de la population et résistantes à l'austérité».**

Toute la discussion sur l'orientation et les choix du Front de Gauche doit commencer par l'élaboration des grands axes du projet municipal qu'il défendra. L'«Humain d'abord» est une priorité qui doit se traduire aussi dans les choix des politiques municipales. La diversité des situations locales, des préoccupations immédiates variables d'une localité à l'autre, les coordonnées particulières de chaque situation ne peuvent se résumer sur un seul programme complet

qui serait le même dans toutes les communes, à la différence d'élections nationales comme les législatives ou les présidentielles. Cependant, il est nécessaire de fixer les grands axes d'une sorte de «charte municipale» du Front de Gauche, pour engager la discussion avec d'autres forces politiques et avec les acteurs du mouvement social qui peuvent rejoindre la démarche.

Sans prétendre tout rédiger ici, on pourrait définir quelques points «identifiants» de la politique que le Front de Gauche défendra:

➤ Résister aux logiques d'austérité budgétaire et aux banques prédatrices.

L'autonomie financière des communes est menacée par les politiques d'austérité. Nous voulons faire élire des conseils municipaux qui se refusent à la logique inscrite dans le Pacte de stabilité européen («Les collectivités territoriales contribuent à l'effort de redressement des finances publiques»), reprise par le rapport Gallois sur la «compétitivité». Nous voulons faire élire des conseils municipaux qui s'opposent à la baisse des dotations de l'état, prévues dans la loi de programmation budgétaire, qui fait cadeau aux entreprises de l'allègement de 20 milliards de cotisations sociales, avec en contrepartie une hausse de la TVA de 10 milliards et 10 autres milliards d'économie sur les services publics et les dotations de l'état aux collectivités territoriales... Pour le rapporteur du budget lui-même, cela «conduit à une réduction de 750 millions d'euros en 2014 et 2015» dans la dotation aux collectivités territoriales, alors que celles-ci sont déjà soumises à des charges supplémentaires par les lois successives de décentralisation, que l'Etat ne règle pas ce tout qu'il leur doit, et le budget du gouvernement prévoit eu mieux le «gel» du montant des financements aux communes.

Les communes sont des espaces de services publics qui doivent être préservés de l'austérité, ce doit être l'axe central de notre campagne. Et ce n'est pas aux habitants, avec des revenus déjà en baisse, de subir encore les inévitables augmentations de la fiscalité locale qu'entraînera le respect des dogmes libéraux d'une réduction des déficits publics à 3%.

Il y a par ailleurs déjà plusieurs exemples de communes ou de département qui ont voté des budgets en déséquilibre, tout en mobilisant la population pour appuyer ces exigences face à l'état, c'est une forme de lutte à envisager.

Les ressources financières des communes est aussi mise en cause par le comportement prédateur de plusieurs banques qui étouffent avec des prêts «toxiques» des communes ou des services publics, les contraignant à payer des intérêts exorbitants. Parmi celles-ci la banque Dexia qui a spolié des dizaines de communes qui doivent payer des intérêts d'emprunts passés de 2 ou 3% à 15 ou 20%. En même temps, le gouvernement français vient de débloquer à nouveau 5 milliards pour sauver une nouvelle fois Dexia de la faillite, plutôt que d'aider les communes spoliées, qui sont toujours contraintes de payer ces intérêts indus. Nous défendrons la proposition de mener dans les communes, un audit public, impliquant les citoyens, sur la dette des communes. En prenant la population à témoin des pratiques frauduleuses de certaines banques, des actions en justice contre les banques

peuvent être engagées, ainsi que le non-paiement des intérêts indus, les municipalités ne remboursant que le capital emprunté et des intérêts à 1 %, le taux auquel les banques empruntent à la BCE.

Nous défendons l'idée que la Banque Public d'Investissement ait un périmètre suffisant pour investir pour l'emploi, l'environnement, les services publics. Elle doit prêter à taux bas aux communes, et les salariés comme les collectivités doivent disposer d'un droit de contrôle sur cette banque publique, qu'on ne peut faire fonctionner avec les mêmes critères que les banques privées.

Nous nous opposerons aux partenariats public/privé pour le financement des projets, qui coûtent au final plus que le financement public classique et qui endettent les communes sur des années. Y compris en défendant une remise sous contrôle public des PPP conclus précédemment.

➤ Résoudre la crise du logement avec une priorité à la construction de logements sociaux

C'est une des préoccupation essentielle dans les communes. La spéculation immobilière est un véritable fléau social. Un toit, c'est un droit. La part du loyer dans les dépenses des ménages contribue à l'appauvrissement des populations et à la précarisation des situations de logement pour beaucoup. Le blocage des loyer est une mesure d'urgence.

Nous défendons la création d'un vrai service public du logement construisant 200.000 logements sociaux par an pour faire face aux besoins. Les investissements nationaux doivent s'accompagner de moyens donnés aux offices publics locaux pour construire dans chaque commune, réhabiliter les anciens bâtiments avec des critères de qualité environnementale et d'économie d'énergie, mettre fin aux logements indignes et insalubres. Il faut donner la priorité au logement social sur l'accession à la propriété dans les projets de rénovation urbaine, et non l'inverse. Il faut traiter les demandes de logement sociaux sans discriminations, faciliter l'accès au logement pour les jeunes, les femmes isolées, interdire les expulsions sans relogement. Le gouvernement doit mettre en oeuvre la loi de réquisition des bureaux et logements vides, et les mairies utiliser le pouvoir de réquisition dont elles disposent mais dont elles n'usent que trop rarement. Ces engagements sur la politique du logement doivent être au centre de notre campagne.

➤ Des régies publiques, municipales et intercommunales, contre les «délégations au privé» des services publics.

Nous nous engageons à défendre le retour à des régies publiques de gestion et de distribution de l'eau, un bien public qui ne doit pas servir les intérêts privés des actionnaires des compagnies des eaux. Partout où la remunicipalisation de l'eau a été engagée, cela s'est traduit pas une baisse des tarifs et une amélioration du service rendu.

Il en est de même dans le domaine des cantines scolaires, des transports, de la collecte des déchets, etc... Nous défendons la mise en place de régies publiques.

Dans le cadre des lois de décentralisation, nous veillerons à ce qu'elles ne permettent pas d'affaiblir les services publics nationaux, notamment dans

l'éducation, qui doit rester une priorité de l'Etat et offrir un service et des formations égales sur tous les territoires. L'école ne peut dépendre de la richesse des communes ou des régions, et les communes n'ont pas vocation à pallier à moindre coûts les manques de personnels dans la fonction publique nationale.

➤ La défense de notre environnement commence à l'échelle des communes

Ceux qui paient la «fracture sociale» sont les mêmes qui payent en priorité la «facture écologique». C'est dans les quartiers populaires, où vivent ceux qui s'usent au travail et ceux qui sont privés d'emploi, que le cadre de vie est chaque jour davantage détérioré. A l'échelle des communes, on peut agir pour:

- Établir une véritable priorité aux transports collectifs de qualité, bon marché et non polluants, et limiter la circulation des camions et automobiles dans les villes.
- Mettre en place des collectes sélectives des produits dangereux et un service public de la collecte, du tri et du retraitement, émanant des collectivités locales et indépendant des compagnies privées.
- Donner aux populations un droit de veto sur tout projet d'implantation d'entreprises à hauts risques et sur le transport de matières dangereuses
- Soumettre tous les projets d'aménagement du territoire et de grands travaux à un débat public et à un contrôle démocratique tout au long de leur réalisation.

➤ Défendre l'emploi et forger des solidarités

Le chômage croissant ronge la vie sociale de nos communes. Il conduit à un appauvrissement grandissant et à une désespérance qui remettent en cause les solidarités et les possibilités d'un mieux vivre ensembles.

Si la résorption du chômage dépend d'abord de choix politiques nationaux, les communes peuvent agir à leur échelle pour en limiter les effets. Nos municipalités n'apporteront leur concours par l'aménagement du territoire facilitant l'implantation d'entreprises qu'à des conditions strictes contre tout licenciement et délocalisation, et selon des critères sociaux et écologiques. Elles doivent aider les populations les plus défavorisées, en particulier les chômeurs: annulation des dettes, arrêt des coupures d'eau et d'électricité, transports gratuits. Elles apporteront tout le soutien nécessaire aux luttes des salariés. Elles peuvent mettre à disposition des Bourses du travail, des Maisons des Solidarités, soutenir toutes les associations qui contribuent à l'organisation de la vie sociale. Sans sectarisme et sans tenir compte des étiquettes politiques et syndicales, elles soutiendront les actions qui contribuent à renforcer le mouvement social, tout en respectant leur indépendance.

Elles encourageront et soutiendront toutes les initiatives permettant aux plus précaires de ne pas rester seuls face à la crise économique, toutes les actions des associations qui pratiquent l'échange de services, de biens, d'aide alimentaire. Toutes les actions cherchant à refonder les solidarités face à la crise trouveront des points d'appui dans nos municipalités.

➤ Conquérir de nouveaux droits, rendre à la population le pouvoir de décider et contrôler

Un des débats des prochaines municipales portera sur l'extension du droit de vote aux ...|...

résidents étrangers, qui en sont toujours privés malgré les promesses faites à gauche. Le Front de Gauche commence par s'engager pleinement dans la campagne actuelle «droit de vote en 2014», menée par de nombreuses organisations et personnalités. Quel qu'en soit le résultat immédiat, il portera aux municipales cette exigence, face aux campagnes identitaires de la droite et de l'extrême droite. Cela peut passer par des consultations populaires locales parallèles lors des élections municipales elles-mêmes. L'absence d'égalité des droits amène à un grave déficit démocratique, privant des secteurs importants des populations du droit de peser sur les décisions qui les concernent, et qui les marginalisent dans la vie de la cité.

Les campagnes du Front de gauche viseront à des municipalités qui soient des points d'appui à la lutte contre toutes les discriminations, celles des jeunes victimes des contrôles au faciès, celle des résidents et des travailleurs étrangers sans-papiers, celles des femmes et les violences dont elles sont victimes, celles qui perpétuent l'homophobie.

La démocratie la plus participative est décisive dans les communes pour redonner aux populations le pouvoir de maîtriser les décisions qui ont des effets immédiats sur leur vie quotidienne, et leur donner un contrôle sur l'action des élus et des conseils municipaux. Il faut rompre avec les pratiques génératrices d'opacité, de trafics d'influence, de monopole du pouvoir qui éloignent de la politique des secteurs de plus en plus important des populations. Nos élus ne seront pas élus pour eux-mêmes, mais se serviront du mandat qui leur a été confié pour aider les populations à exercer elles-mêmes leur contrôle démocratique. C'est un combat qui demande du temps et ne se règle pas du jour au lendemain, mais une municipalité réellement au service de la population peut être un point d'appui décisif pour le combat pour transformer la société. Toutes les formes de participation à une démocratie au plus près des habitants doivent être recherchées: - Des assemblées de quartiers, favorisant la participation de tous, jeunes, femmes, étrangers, créant du lien social, des solidarités. - Un budget participatif dans chaque quartier, élaboré, décidé et contrôlé par des assemblée régulières d'habitants. - Des consultations d'initiatives populaires ou référendaires organisées sur les villes, quartier ou zone d'habitat concernés par un projet.- Des conseils associés pour les jeunes, les anciens, les étrangers, permettant une expression et une prise en compte des conditions des plus fragiles et des plus marginalisés dans la vie de la cité.

Ce qui vaut pour les communes doit valoir pour les communautés de communes. Or pour le moment les assemblées intercommunales ne sont pas élus par le suffrage universel, mais sont composées de délégués des conseils municipaux. Les décisions sont prises dans des structures plus éloignées et sans être soumises à la sanction du suffrage universel. Il faut changer cela en instituant un mode de désignation par le suffrage direct.

Voilà quelques propositions résumant de grands axes pour une Charte du Front de gauche. Puisqu'il est envisagé «convention» ou «assises» du Front de gauche en mai-juin, tirant un bilan d'étape de la campagne «l'alternative à l'austérité», pourquoi ne pas y engager la discussion sur une Charte de ce type, nourrissant

ensuite les discussions des assemblées citoyennes locales?

➤ **Chercher à construire des alliances à gauche pour résister à l'austérité.**

Les situations seront évidemment très variées: des départements et villes où la droite est très dominante, d'autres où la gauche est majoritaire mais où le PS cherche à diviser pour reprendre des mairies au Front de gauche conquise précédemment par le PCF; dans d'autres communes des forces du Front de gauche trop faibles pour constituer des listes allant au delà de campagnes de témoignage; des situation de duels serrés entre droite et gauche; d'autres communes encore où la gauche sortante s'est enferrée dans une gestion rejetée par les populations, voire affairiste ...

Le Front de gauche cherchera à être présent dans le plus de communes possible, seul ou avec d'autres forces à gauche.

Seul, parce qu'il peut juger localement que le débat à gauche rend nécessaire de faire du premier tour des municipales une nouvelle étape dans l'affirmation d'une gauche de transformations sociales, et qu'il juge nécessaire de poser ce choix devant les électeurs.

Avec d'autres, car il peut juger que les conditions sont réunies localement pour qu'une alliance plus large permette d'amplifier, ou de rendre majoritaire, des solutions politiques de gauche dans la politique municipale, tout en s'assurant que ces choix n'apparaissent et ne soient pas contradictoires avec l'engagement du Front de Gauche de défendre une politique alternative à celle que met en oeuvre le gouvernement actuel.

Dans toute son activité, et notamment dans la campagne pour l'alternative à l'austérité, le FdG cherche à impulser et mettre sur pieds des actions communes, au delà de lui-même, avec toutes les forces disponibles pour élargir le rassemblement afin de chercher gagner sur des questions urgentes pour s'opposer au libéralisme et au Medef: loi contre les licenciements boursiers, contrôle public des entreprises, hausse des revenus, défense des services publics, solutions alternatives pour des budgets et des moyens financiers impulsant un autre développement... Dans cette campagne il s'adresse aux autres forces de gauche pour chercher à créer des rassemblements et des actions communes, avec les secteurs du mouvement social, et avec ceux qui sont disponibles pour le faire, aussi bien dans la gauche radicale que dans la gauche socialiste ou écologiste. La même démarche doit être engagée pour la constitution de listes de rassemblements à gauche, autour des points essentiels d'un programme municipal de gauche résistant aux politiques d'austérité. D'autant que la diversité des configurations locales et des positionnements politiques peuvent être plus différenciés d'une commune à une autre que dans les discussions nationales entre partis.

Le Front de gauche devrait rechercher l'unité la plus large en s'adressant à des sections locales de la gauche radicale (NPA, LO, POI) et à des sections du PS et d'EELV; Il peut leur proposer un accord sur les axes d'une politique vraiment à gauche dans les communes, pour reprendre des mairies à la droite ou résister à leur retour avec le FN dans leurs bagages.

Ces rassemblements doivent se mener à plusieurs conditions.

≥ Un engagement vérifié sur une plate-forme municipale contenant les principaux axes d'une vraie politique de gauche dans les communes, incluant la volonté de ne pas répercuter sur le terrain municipal les conséquences des politiques d'austérité nationales.

≥ Des listes indépendantes vis-à-vis de la politique gouvernementale; Des listes d'union avec des sections locales du PS et d'EELV peuvent se réaliser si ces listes ne se réclament pas de la politique menée par le gouvernement ou des 60 engagements du candidat Hollande. Ce serait contradictoire avec la volonté du Front de gauche de défendre une politique alternative, celle qu'il défend et qu'il défendra quelques mois après les municipales lors des élections européennes, et qui marqueront nationalement le choix entre deux orientations politiques à gauche.

≥ Un refus d'alliance avec les sections locales du Modem, qui sont proposées parfois par le PS au nom du rassemblement de la «majorité réunie au 2^o tour autour de Hollande», alliance qui, au niveau national comme local, représenterait à l'inverse une volonté d'approfondir un cours social-libéral vers plus d'austérité.

≥ Une ouverture des listes à des candidatures issues du mouvement social, car la dynamique de rassemblement ne peut se réduire, moins que jamais aux municipales, à des accords de sommet sans implication citoyenne. C'est une garantie par là même d'un ancrage dans les préoccupations de la population et d'un refus de limiter cette élection à un partage de prérogatives et de pouvoir entre professionnels de la politique.

≥ Une vérification d'un accord sur des pratiques politiques démocratiques et participatives, étant entendu que le Front de Gauche ne peut faire d'alliance locale avec des forces politiques qui font la démonstration, dans leur gestion municipale, d'un autoritarisme ou d'un éloignement des attentes et du quotidien des citoyens.

Quand les conditions d'un tel accord ne seront pas possibles, ou quand elles seront refusées par les partenaires concernés, ou s'il en fait le choix, le Front de gauche présentera ses propres listes dans un maximum de communes, en cherchant à les élargir à des militants du mouvement social. Il devra donner à voir, dans la constitution de ses listes, le pluralisme de ses composantes, l'ouverture au-delà de ses forces, le rajeunissement de ses équipes, la représentation de la population dans toutes ses diversités, sociales et culturelles.

≥ **Battre la droite et l'extrême-droite, respecter les choix à gauche**

Comme il l'a fait lors des élections de 2012, le Front de Gauche mettra tout en oeuvre pour faire reculer les idées de la droite et de l'extrême-droite et leur barrer la route, conscient que la conquête de communes par ces droites réactionnaires se retournerait immédiatement contre les intérêts des populations. Lorsqu'il y aura plusieurs listes à gauche, dans le souci de faire barrage à la droite et à l'extrême droite, et avec l'objectif de gagner des élus en proportion de son influence dans la population, le FdG se prononcera en faveur d'une fusion des listes de gauche au second tour; Une fusion des listes du 1^o tour, à la proportionnelle, sans alliance avec tout secteur de la droite, sans d'autre condition

que le respect de la démocratie et donc de l'influence des différentes options à gauche mesurée lors du premier tour. La liberté de vote au sein du conseil municipal garantira la fidélité au programmes que chacun aura défendu.

≥ **Des traditions politiques différentes dans le Front de Gauche**

Nous savons que les traditions «municipales» sont bien différentes entre les composantes du Front de gauche. Ceux qui viennent de l'histoire de la LCR/NPA ou de certains courants de la gauche radicale ont très peu d'expérience de présence, encore moins de gestion, n'ayant fait élire que quelques poignées d'élus municipaux. Remarquons cependant qu'en 2008, Lutte Ouvrière a opté pour une présence sur certaines listes d'union de la gauche avec le PCF et le PS, considérant qu'il était possible d'être représenté dans les conseils municipaux, en gardant leur liberté de vote, pour en retour favoriser une implantation locale de leur organisation. Le PCF a de son côté une tradition de gestion municipale et de listes d'union de la gauche pour assurer l'élection de maires et de nombreux conseillers municipaux, renforçant son implantation locale, même dans les périodes où il n'y avait pas d'accord nationaux avec le PS aux autres élections. Entre les deux, la FASE a une autre expérience, le PG une autre encore, dont les élus sortants le furent sur des listes d'union alors qu'ils étaient encore membre du PS en 2008.

L'existence du Front de gauche et la situation politique actuelle devrait nous contraindre tous à évoluer, et redéfinir une cohérence autour de pratiques qui correspondent aux objectifs du Front de Gauche.

Pour ceux qui viennent de la «gauche radicale», il leur faut changer d'échelle, et ne plus penser seulement en terme d'élus qui sont là pour essentiellement témoigner d'une politique et de propositions. Nous sommes engagés, avec le Front de gauche, dans la création d'une force politique à grande échelle, cherchant une influence majoritaire, visant à gagner une hégémonie sur la gauche. Et donc, dès maintenant, et plus encore demain si le Front de Gauche se développe, il sera amené, par les électeurs qui se tournent vers lui, à se voir confier des majorités dans des communes, ou à avoir un nombre d'élus municipaux conséquents qui pèseront dans les choix à opérer, bien avant d'être en mesure de faire de même dans une assemblée nationale ou même une région. On peut utilement réfléchir à quelques expériences de forces politiques confrontés à la même problématique, notamment ce qui s'est passé lors du développement du Parti des Travailleurs au Brésil; Quel que soit le débat sur son évolution ultérieure au gouvernement, il s'est retrouvés très vite à la tête de grandes municipalités de grandes villes, et dû inventer une «démocratie participative» connue et débattue dans les forums sociaux altermondialistes...

On ne peut en rester à une aversion à tout ce qui est «gestion communale», ou considérer que l'on peut se tenir à l'écart des problèmes contradictoires que pose forcément ces situations. Au contraire, le fait que les électeurs envoient le Front de Gauche en nombre dans les conseils municipaux devrait être vu comme un point d'appui très important pour son développement. Il peut y faire la démonstration de ce qu'il peut changer à cette échelle, ...|...

accéder à plus d'influence auprès des populations par sa présence dans ces institutions qui lui permettent aussi d'organiser des actions concrètes dans de nombreux secteurs. Notamment dans les communes populaires où le tissu associatif et politique régresse. Cette possibilité d'une pratique de proximité est d'ailleurs une spécificité de l'institution municipale, les autres élections régionales ou départementales n'offrent pas les mêmes possibilités. Nous savons les contradictions, voire les dérives possibles quand les bonnes intentions du départ s'engluent parfois dans des pratiques d'éloignement et de bureaucratisation institutionnelle. On sait aussi que c'est sur ce terrain que peuvent parfois se nouer de petits arrangements avec les partenaires économiques, qui peuvent aller vite vers une perte d'autonomie politique. Mais il faut maintenant entrer dans le vif de ce débat, celui d'une démocratie radicale et du contrôle des pratiques, des élus, des gestions et des projets, celle d'une démocratie qui «rend le pouvoir», et ce n'est pas simplement une formule de style. Pour faire avancer le débat sur la cohérence à trouver entre projet politique et exercice de la démocratie locale, il faut d'abord vouloir avoir des élus, devenir pratiquants et pas seulement agnostiques. Sinon autant renoncer à construire une force politique à large échelle.

L'autre tradition, autour du PCF notamment, consistant à systématiser des listes et des gestions d'union de la gauche, même en cas de désaccords à gauche sur la politique nationale, est interpellée par l'évolution politique de la gauche d'accompagnement social libérale. Celle-ci tend de plus en plus, y compris dans ses politiques municipales, à s'écarter des habitudes des «bonnes gestions» traditionnelles de gauche. Le poids des «technos» socialistes et les pratiques engluées dans des logiques financières s'étendent au fur et à mesure de progression de la marchandisation de la société, et d'une résignation aux logiques libérales jugées incontournables. De plus, les contraintes nées de la crise économique, combinées aux politiques gouvernementales d'accompagnement du libéralisme, mettent les collectivités territoriales dans des contradictions parfois insurmontables, au point que des secteurs du PS ruent dans les brancards quand «leur» gouvernement les place dans des impasses. Mais la grande majorité d'entre eux se plie aux logiques de rigueur.

Le contexte politique actuel ajoute un nouveau facteur de conflit au sein de la gauche. On entend de plus en plus, venant de dirigeants du PS ou des Radicaux, et à l'adresse du PCF et du Front de Gauche, qu'on ne peut s'opposer au budget à l'assemblée à Paris et vouloir l'union dans les villes en régions. Certains le disent ouvertement, ils veulent «faire payer» au Front de gauche son refus d'être dans la majorité gouvernementale. On connaît le choix du PS depuis plusieurs années de rompre l'union à gauche en Seine Saint Denis pour reprendre le contrôle sur le département et les communes dirigés par le PCF, et sa volonté de continuer dans le Val de Marne, un des derniers «bastions» municipaux et départementaux du PCF.

Il y a donc de quoi repenser une cohérence entre une politique nationale du Front de gauche d'indépendance et d'alternative à la politique gouvernementale que mène le PS, et des listes d'union

systématiques avec lui pour les gestions communales. Il faudra constituer le plus souvent des listes locales Front de gauche, qui redistribuent les cartes et les rapports de force à gauche pour refonder localement une gauche de transformation, gagner des majorités, ou conquérir une place importante dans les conseils municipaux en fusionnant au second tour des listes séparées au premier. Mais on peut aussi envisager, dans d'autres communes, la possibilité de reconduire des listes d'union, dans des mairies sortantes dirigées par le PCF/Front de Gauche conquises avec la section locale du PS et d'EELV, ou pour reconquérir des mairies à la droite, quand on peut faire cette alliance sur la base d'un projet municipal de gauche qui ne reproduirait pas à l'échelon communal les logiques d'austérité.

La question n'est pas «l'indépendance vis-à-vis du PS» excluant toute possibilité d'accord local avec toute section du PS ou d'EELV, qui sont d'ailleurs partagés en leur sein sur le choix des orientations à gauche, cela se vérifiera localement. La question est celle de «l'indépendance vis-à-vis de la politique du gouvernement PS/EELV», signifiant que dans tous les cas, les listes auxquelles le Front de gauche participe ne s'affichent pas en solidarité avec la politique du gouvernement. C'est peut-être cela la base d'un compromis qui pourrait redonner plus de cohérence à la politique du Front de gauche malgré des choix variables selon les communes, et qui rapprocherait les pratiques des différentes composantes du Front de Gauche.

Avec la certitude que la campagne «Alternative à l'austérité», avant les municipales, et celle pour une autre orientation lors des élections européennes deux mois après, «encadreront» et donneront à voir très concrètement l'alternative à gauche que le Front de gauche défend face à la politique social-libérale du gouvernement Ayrault/Hollande.

Le 3 février 2013 - «Convergences et Alternative»

5|7| CONTRIBUTION DE LA COMMISSION POUR LE DÉBAT DU 15 JUIN LES ALTERNATIFS, COMMISSION ÉCONOMIE ET SOCIAL

La commission souhaite que la base de travail très intéressante, soit améliorée lors des débats du 15, notamment sur les points suivants, présentés dans l'ordre du texte.

≥ Point 1.1

a/ remarque d'ensemble sur quatre aspects (avec précisions en b):

≥ insuffisante caractérisation de la situation globale du système capitaliste: l'évocation des multiples crises ne suffit pas: il y a bien une crise globale du système dont il semble se sortir (contrairement à celle de 29) par les deux séries successives d'interventions (injection de liquidités puis austérité, accompagnées de quelques mesures cosmétiques) dans un contexte de forte dynamique (accumulation au Sud et «capitalisme vert», amplification des accords bilatéraux de libre échange ...) pour l'instant peu contrée par les Etats dominés et par les mouvements sociaux.

≥ sous estimation pour la majorité des pays du Sud de la crise marquée par la conjonction d'une grande

pauvreté, d'une croissance rapide de la population et du chômage/migration, dans un contexte d'effets massifs du changement climatique (double peine), de crise des Etats et de l'accélération de la domination impérialiste/néocoloniale et des pillages auxquels participent certains pays émergents (Chine en premier lieu).

≥ la contradiction du mode de développement des pays émergents, en Inde et en Chine notamment, dans ses conséquences internes et externes (rapports USA/Chine et sud/sud ...) devrait être notée car il ne s'agit pas seulement d'une question géostratégique.

≥ la fin du 1, à la fois excessive dans certains termes («humanité») et faible dans d'autres («remanié ...) doit être réécrite. Il s'agit d'une question politique globale.

b/ remarques sur quelques termes, généralement traduites en proposition d'amendements

Page 2, colonne 1

- «humaine»: à supprimer «
- «réorganisations globales du système économique»: trop vague et trop fort voire optimiste (Cf. a)
- «dérèglement de la mondialisation libérale»: le terme de contradictions semble plus adapté;
- «imposée dans le bloc ...occidental»: ne faut-il pas dire à l'échelle mondiale sous l'impulsion/domination du bloc ... occidental

page 2, colonne 3

- «prétend répondre» par un impossible: trois points:
- il prétend répondre à la crise écologique alors qu'il l'aggrave;
- «impossible»: à supprimer.
- rajouter: De plus le système tente une nouvelle extension de la marchandisation de la nature avec «l'économie verte» qui revient à confier au marché la réalisation de services actuellement assurés gratuitement par la nature ou par des systèmes productifs satisfaisants.
- «occidentaux»: oui mais la crise est présente partout par régression ou insuffisance de développement; donc rajouter cette crise est également présente sous d'autres formes dans une grande majorité de pays non occidentaux.

Page 3 colonne 2

- «révolution»: remplacer par «processus révolutionnaire»
- «massifs de la société»: semble exagéré
- «volonté ...plateforme»: après «volonté» rajouter «, jusqu'ici non concrétisée»;

Page 4 (les 3 colonnes du 1)

- ...»humanité...» politiquement et géographiquement ambitieux; plutôt indiquer «que nous sommes capables» de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre, ici et en lien avec les peuples du monde, d'un projet d'émancipation «face...
- «remanié, remaniement»: il s'agit de bien d'autre chose
- après «période ...» rajouter nécessaire avant «recomposition» et supprimer «nouvelle»
- «synthèse»: terme ambigu; mettre: «Cela suppose» de valoriser, dans une autre approche et une autre traduction concrète du projet d'émancipation, le «meilleur...»

≥ Point 1.2

Une seule remarque générale: l'approche essentiellement politique mériterait d'être largement complétée sur les plans économique et social, avec lien à l'Europe. Voir la note de conjoncture issue de la Coordination jointe à titre de contribution.

≥ Point 1.3: Quelques remarques

Page 6 colonne 1

- sur l'emploi: globalement d'accord mais il faudrait préciser dès le début: nécessité de mener une politique volontariste de retour rapide au plein emploi en combinant, dans une perspective sociale et écologique, les trois orientations en répartissant ce que dit le texte:
- ≥ arrêter les suppressions d'emploi (amélioration du droit du travail; consolidation des activités en crise),
- ≥ créer des emplois dans les SP et dans le secteur marchand,
- ≥ répartir le travail par une forte RTT en veillant aux conditions de sa réussite et en améliorant les conditions de travail

Le tout avec une autre politique et organisation financière.

Page 1-6, 2^e Colonne:

- «pour l'appropriation sociale» - on ne parle que de nationalisation ou de contrôle public mais pas de reprise d'entreprise par les salariés
- «briser la dictature de la finance»: peu précis. Qu'est-ce que «un secteur public» et «le contrôle public sur les banques». A certains égards cela existe déjà. Nous exigeons la socialisation du système financier (sous diverses formes) et sa régulation sous contrôle citoyen

Page 6 colonne 3

- «engager la transition écologique»: on y revient à propos du 2.3;
- «réorienter l'investissement public» paraît trop restrictif: il peut y avoir de l'investissement socialisé d'intérêt public et de l'investissement privé sous conditions dont en ESS. De plus, il y a à articuler le CT et la transition, décisions publiques et mouvement social, changement des pratiques ...

Point 2-3: l'écologie ...quelques remarques au fil du texte après une remarque d'ensemble.

Remarque d'ensemble: ce texte, intéressant, contient plein de choses justes mais il est affaibli par la non prise en compte de la question: comment affaiblir et remplacer progressivement et avec des ruptures, le système capitaliste qui détient les finances, la technologie et l'essentiel du système productif, le tout en influençant ou déterminant les principales organisations de «régulation» et les comportements individuels de consommation, de pensée. Avec tout ça, il ne suffira d'édicter des lois à partir d'un bon programme. Il nous faut penser les conditions économiques, politiques et sociales de la transition en articulant mesures d'urgence et engagement de la transition. (voir contribution en annexe)

P 3 ensemble bas de la page

- «un seul écosystème»: imprécis ou simplificateur
- «seul critère ...» simplificateur par rapport aux pays communistes (évoqués plus loin) et au ...|...

comportement de certains systèmes productifs hors profit (agriculture familiale) et des consommateurs aisés.

Page 4 colonne 1

- «valeur» le sens de cette opposition n'est pas nécessairement claire pour tous et il s'agit d'une proposition qui peut être dangereusement simplificatrice (oublis des coûts de production?);

- § «la critique écologique»:

- à propos du «nôtre»: préciser qui est visé, que c'est sous l'influence des forces dominantes et que des choses ont bougé dès les années 60-70,

- l'économie s'est principalement «désencastrée» (traduire) du politique!

- «histoire du XX et mouvements du Sud: incomplet et imprécis.

- «les changements ...» toute la phrase serait à réécrire et à préciser.

Page 4 colonne 2

- «forces productives en forces destructrices»: attention à cet abus de langage: elles sont toujours «productives» et elles ont pu être «destructrices» bien avant cette «inversion»

- «celle entre les forces productives sociales et la nature»: on ne peut parler de contradiction à ce propos! De plus la formulation est imprécise: on ne sait pas quelle est la définition des forces productives ni celle de la nature

- «malbouffe» à remplacer par sous et mal nutrition

Page 4 colonne 3

- «contrôlé par les organisations syndicales»; trop restrictif?

- «conquête de la «souveraineté alimentaire» dit comme ça, il y a une confusion avec autonomie alimentaire, la souveraineté alimentaire exigeant notamment de nouvelles règles internationales.

Page 5 colonne 2

«La transition écologique - Que produire...» il est essentiel que le mouvement syndical s'empare de ce terrain et étende leur action... aussi aux choix de production». Oui bien sûr mais en articulation avec l'ensemble du mouvement social. Dans une perspective autogestionnaire c'est d'abord aux usagers et citoyens de décider ce qui est produit, en lien avec les salariés.

page 5 colonne 3

- «le passage à l'agriculture paysanne agroécologique» relève d'une vision trop restrictive (même si c'est celle prônée par la Via Campesina); il faut aussi mobiliser l'agriculture familiale durable; (quand à l'évocation de l'agroécologie, elle ne paraît pas nécessaire).

- «création de centaines milliers d'emplois» cette affirmation (comme la tribune de HK) est totalement idéaliste; oui il faut améliorer le futur niveau d'emploi dans l'agriculture mais ce ne peut être avec un tel ordre de grandeur.

- «circuits courts»: oui mais ce ne peut être eux-seuls qui révolutionnent le rapport entre production et consommation.

- «souveraineté alimentaire» (idem p 4 C 3)

Page 2-6, 2^e col «De même, sortir l'énergie du marché concurrentiel pour en faire un bien commun avec une

tarification progressive nécessite de constituer un service public de l'énergie «- La forme que doit prendre le service public devrait être précisée car dans l'inconscient c'est bien le modèle centralisé et technocratique d'EDF-GDF qu'on a en tête.

5|8| COMMUNICATION À LA CG DU 15 SUR LA RECONVERSION ÉCOLOGIQUE DE L'ÉCONOMIE ET DE LA SOCIÉTÉ (À PARTIR DU TEXTE DE LA COMMISSION ÉCONOMIE ET SOCIAL, R&V N° 352)

Le texte vise une contribution pour faire avancer la reconversion écologique dans une perspective antiproduktiviste, anticapitaliste et autogestionnaire pour construire un autre système économique et politique permettant la :

- ≥ satisfaction prioritaire et totale des besoins humains fondamentaux,

- ≥ limitation des autres productions avec priorité pour les biens et services améliorant les conditions de vie et de travail,

- ≥ préservation et ou utilisation durable des ressources naturelles, y compris des biens publics mondiaux (biodiversité, climat, air, eau ...)

- ≥ recherche avec les pays voisins et amis de formes de coopération et d'échange répondant aux critères ci-dessus pour chaque pays concerné.

≥ 1/ une transition difficile

Une telle conversion écologique implique une transition permettant de construire progressivement les trois conditions d'une telle transformation de la société,

Elle doit notamment permettre l'affaiblissement progressif du système en place, aspect très souvent oublié (par ex, dans le manifeste du PG¹),

Elle constitue donc un processus vers la réalisation d'un projet, processus et projet étant dialectiquement liés.

Cette transition sera difficile pour deux raisons - malgré ses contradictions le capitalisme se développe avec force en «périphérie» et au centre à travers le capitalisme vert ou «l'économie verte» ; il détient la capacité d'innovation technologique (par ex en matière agricole aux USA pour des systèmes «moins» pollués et de plus en plus industriels) ; le versant environnemental de la sortie de crise risque fort de ne pas être celui que nous promovons.

- la difficulté du politique à changer l'économie, y compris à penser la relation dialectique triangulaire entre politique forces économiques capitalistes citoyens producteurs et consommateurs politique.

Cette transition implique à la fois et de façon articulée: - des changements politiques et réglementaires de rupture (énergie, politique économique ...)

- la constitution progressive d'un fort mouvement social réunissant des travailleurs avec des citoyens/ consommateurs et liant objectifs sociaux et écologiques ;

- une intervention, avec du capital socialisé, dans les secteurs clés pour constituer des unités productives et des formes d'échange favorables aux nouvelles orientations.

1. Le manifeste contient beaucoup de propositions intéressantes mais sous-estime la force du capitalisme à perdurer avec les mesures annoncées.

L'articulation de ces trois éléments doit permettre :

- ≥ d'engager l'élaboration du projet et démontrer rapidement qu'une reconversion est possible dans l'intérêt du plus grand nombre ;
- ≥ de mettre rapidement en place d'autres alternatives pour toucher plus fortement le système,

Cette transition exige aussi une planification écologique souple et décentralisée;

≥ 2/ exemples d'orientations sectorielles

- énergie : les objectifs sont connus mais quels coûts et quels financements pour changer une activité au cœur du système,

- industrie : aller vers une économie satisfaisant les besoins sociaux et économiques dans le respect de la planète : sobriété, conversion de secteurs à fort impact environnemental, nécessité d'un fonds national de reconversion industrielle avec des moyens importants, planification, «sécurité professionnelle» et formation.

- agriculture et alimentation : difficulté en raison du poids du capitalisme et du productivisme agricole ; viser la totalité du système alimentaire au-delà des alternatives en place : règles de production, agriculture paysanne et durable à fort niveau d'emploi et de valeur ajoutée, entreprises socialisées, évolutions des comportements alimentaire favorisés par les changements industriels et commerciaux.

- transports et échanges: inverser la tendance est essentiel et difficile : quelles infrastructures (NDDL, TGV ...), quelles formes de commerce intérieur et extérieur pour un autre modèle de développement face à un système qui s'est ainsi renforcé ?

- urbanisme et aménagement : l'articulation entre les politiques et l'aménagement du territoire nécessite des choix démocratiques de long terme pour déségréguer la ville, construire de nombreux logements, améliorer l'habitat existant, tout en créant des lieux d'activité proches en proportion de la population active résidente et en les répartissant mieux, en créant si possible des sous ensembles d'unités de productions articulées entre elles, mieux répartir les productions, développer des services public, renforcer ceux existant en zones rurale et urbaine, protéger les ressources (sols, eau, milieux)

≥ 3/ quelles mobilisations ?

Nous devons mieux prendre en compte et dénoncer les conséquences sociales et écologiques du système en place et favoriser l'élaboration et la réalisation d'alternatives dans des formes autogérées. Il s'agit en particulier de renforcer la transition par de nouvelles initiatives touchant le cœur du système et par l'élaboration d'un projet politique porté par un large mouvement.

5|9| CONSEIL NATIONAL GU, MUNICIPALES TEXTE MAJORITAIRE (65%)

≥ 1/ Les élections municipales constituent une élection particulière: c'est l'échelon premier de démocratie de proximité avec des enjeux locaux forts qui relèvent de la vie quotidienne des populations. Parallèlement, leur tenue, deux ans après l'accession au pouvoir de F. Hollande, alors que le Parti Socialiste est aux manettes de tous les échelons représentatifs (grandes

villes, régions, Assemblée, Sénat, Gouvernement) leur confèrent des enjeux nationaux indéniables. Ce sont ces deux dimensions qui interagissent entre elles pour constituer les enjeux généraux des municipales de 2014, avec en toile de fond un approfondissement de la crise et comme perspective les élections européennes qui suivront en juin 2014.

Sans présager des coordonnées précises de la situation politique et sociale, ces élections constituent sans conteste un rendez-vous important pour le Front de Gauche dans sa bataille contre la droite et l'extrême droite, mais aussi dans la construction d'un projet alternatif crédible au social libéralisme et à ses politiques menées à tous les échelons décisionnels, y compris au niveau des communes.

≥ 2/ La droite est déterminée à faire des élections municipales une étape dans sa reconquête du pouvoir et dans la réorganisation de son camp politique, moins d'un an après le «printemps des droites» caractérisé par une forte mobilisation de la base sociale de la droite et de l'extrême droite contre le mariage pour tous. L'UMP après avoir mené une offensive politique préventive contre le droit de vote des étrangers aux élections locales, surfe sur le bilan négatif du gouvernement, l'amplification de la crise et commence à investir des thèmes locaux. Le Front National, s'appuyant sur ses scores électoraux de 2012, poursuit son offensive: il se fixe l'objectif d'être présent dans plus de 350 communes, et d'imposer ses propres thèmes dans le débat politique (notamment autour de la question de la sécurité et du rejet des musulmans et des Rroms, ce qui peut entraîner une exacerbation des tensions et des violences racistes). S'efforçant de répondre par des solutions nationalistes et autoritaires au désarroi social, il prépare un succès majeur lors des élections européennes et vise à s'imposer comme une force incontournable dans les recompositions de la droite

≥ 3/ Après déjà un an de gouvernement Hollande, les conséquences sociales et économiques de la logique d'adaptation au libéralisme et du compromis historique avec le patronat tel que définit par F. Hollande créé au mieux indignation et colère au pire résignation et fatalisme. Les conséquences se traduisent y compris au niveau des municipalités qui vivent l'asphyxie budgétaire, conséquence des transferts de compétences, de l'objectif des 3% de déficit public, de la mise à mal des services publics... Déjà, depuis plusieurs années le social libéralisme municipal se traduit par le démantèlement des services publics au profit de délégation au secteur privé, une politique de compétitivité des territoires pour attirer des capitaux et des investisseurs. Cette orientation s'est accentuée avec le projet des métropoles, entièrement voué à l'insertion dans la mondialisation capitaliste au détriment du respect des fonctionnements démocratiques et solidaires, le développement des partenariats publics privés... Une autre logique existe à gauche et de nombreuses expériences visent à mettre les communes au service des populations, à étendre l'espace démocratique qu'elles constituent, à en faire des points d'appuis pour les mobilisations. Elles sont en ce sens ...|...

des outils indispensables pour défendre et développer les services publics, promouvoir le logement social et les solidarités. Ces expériences ont été mises en oeuvre, à des degrés divers, selon des configurations particulières souvent par des mairies communistes, et parfois socialistes ou écologistes.

Le Front de Gauche doit à la fois s'appuyer sur ces expériences concrètes (c'est possible) pour porter une logique de rupture avec le social libéralisme faisant prévaloir les besoins sociaux et environnementaux. Il doit en appeler à la mobilisation populaire, pour mener une politique permettant de combattre les effets désastreux de la crise et des politiques austéritaires et de mettre en place des municipalités au seul service des populations.

➤ 4/ Pour cela, le Front de Gauche doit se rassembler pour élaborer ensemble un projet politique en vue de cette échéance autour d'objectifs communs dans une perspective de maintenir et de gagner des élus et municipalités et de modifier les rapports de force au sein de la gauche. Comme depuis 4 ans, cette étape est une nouvelle marche dans sa construction et dans sa confrontation aux réalités de la vie politique de ce pays. Ainsi, il va aborder une élection à forte implication locale, selon un scrutin à deux tours dans une configuration où entre en considération la taille des communes, les rapports de force locaux entre la gauche et la droite... Il lui appartient de déterminer une cohérence et visibilité nationale qui lui permette de confirmer à la fois son statut de deuxième force à gauche et de renforcer son poids politique face au social libéralisme et à l'écolo libéralisme. Pour cela, il convient de désamorcer les initiatives unilatérales qui entravent le développement d'une démarche commune, en prenant le temps d'une discussion nécessaire pour confronter les expériences, les réussites comme les échecs, qui n'ont pas été les mêmes pour chaque composante du Front de Gauche. A partir de là, la priorité est de définir l'ambition et les propositions politiques que le Front de Gauche souhaite faire avancer dans les élections municipales. L'ambition que le Front de Gauche porte depuis sa création est de bouleverser la donne à gauche et d'y faire prévaloir le refus de l'austérité et de l'adaptation au libéralisme pour donner la priorité aux besoins sociaux. Cela suppose de ne pas se limiter à une posture d'auto affirmation qui l'isoleraient ni à rechercher des alliances à gauche simplement sur un contenu à minima. Ambition et programme doivent marcher ensemble.

Les propositions du Front de gauche ne doivent pas seulement être élaborées par des échanges entre organisations mais nourris par un large débat populaire en associant largement les populations, les assemblées citoyennes. Ce processus d'élaboration d'un programme commun du Front de Gauche pour le municipales doit se mener à toutes les échelles: dimension nationale importante et dimension locale (en intégrant les problématiques liées au développement des métropoles) en associant largement les populations, les assemblées citoyennes, les rencontres thématiques locales...

➤ 5/ Ces propositions programmatiques pourraient s'articuler autour des axes suivants:

- Le refus de l'austérité qui suppose d'une part une stratégie de confrontation avec l'Etat et le gouvernement, qui impose un gel des dotations aux collectivités territoriales et d'autre part un affrontement coordonné entre communes avec les banques et la finance qui ont développé le marché des prêts toxiques, qui étouffent financièrement de nombreuses communes. Cette bataille peut s'appuyer sur la campagne citoyenne pour un audit des dettes publiques en mobilisant largement les populations.

- La défense et le développement des services publics qui sont durement touchés par les conséquences de la crise, les politiques d'austérité et la mise en concurrence des territoires. Nous refusons les logiques de délégation des services publics au privé et les projets de partenariat public privé qui considèrent l'usager comme un «client» et le service public comme une source de profit. Nous défendons le principe de retour en régie publique pour la distribution de l'eau, les transports collectifs, la collecte des déchets. Les communes doivent s'engager auprès des enseignants, des parents et des élèves pour défendre une école de qualité sur l'ensemble du territoire et lutter contre les fermetures de classe.

- La question du logement est centrale pour les classes populaires. La priorité doit être donnée au logement social avec un objectif de 30% minimum de logements sociaux. Il faut lutter contre la spéculation foncière en imposant des chartes contraignantes aux promoteurs. Les communes doivent soutenir les mobilisations des locataires qui défendent leurs droits. Les maires peuvent signer des arrêtés de réquisition de logements vides qui permettent de poser avec force dans le débat public le scandale de l'inoccupation de logements et de bureaux alors que des milliers de personnes sont à la rue, que d'autres sont victimes de l'exploitation éhontée des «marchands de sommeil», et plus généralement de mener une politique active de lutte contre les discriminations dans la répartition des logements.

- Mettre l'écologie au centre de la vie de la commune. Les collectivités locales sont un échelon privilégié de l'innovation et de l'expérimentation de pratiques sociales qui essaient de répondre concrètement à la crise écologique en rupture avec les logiques productivistes et consuméristes. La priorité doit être donnée aux transports collectifs de qualité, qui doivent être favorisés par des tarifs sociaux. Certaines communes ont expérimenté la gratuité des transports en commun de façon encourageante. Les circuits courts, notamment pour mettre en lien les producteurs agricoles locaux avec les consommateurs, doivent être soutenus et priorités dans les achats publics. Les projets d'aménagements, notamment de grands travaux, doivent être soumis largement au débat citoyen populaire et à l'implication réelle de la population, dans le cadre des droits nouveaux que nous voulons mettre en place à l'échelle locale.

- L'impulsion d'une démocratie vivante, irriguant en permanence la vie de la cité est la clé pour faire aboutir des changements réels. Nous voulons rompre avec les pratiques locales de concentration des pouvoirs aux mains de quelques élus, qui éloignent ceux-ci de la population, entraînent le développement du clientélisme et du favoritisme. Les citoyens doivent

pouvoir s'impliquer par des consultations locales, des référendums citoyens, sur toutes les grandes décisions et tous les grands projets qui les concernent. Ils ne doivent pas seulement être «consultés» mais «associés aux décisions». Nous voulons promouvoir les expériences de budget participatif qui permet à la population à travers des réunions régulières, organisées dans chaque quartier de contrôler et de décider de l'utilisation des ressources financières. Nous mènerons campagne en faveur du droit de vote des étrangers aux élections locales qui sont injustement écartés de l'exercice du suffrage, et plus largement engager des campagnes contre les discriminations et pour l'égalité des droits.

➤ 6/ Dans les communes dirigées par le Front de Gauche, nous devons engager une démarche ambitieuse qui doit viser à poursuivre les acquis tout en intégrant l'apport des expériences nouvelles issues de la démarche du Front de gauche.

➤ 7/ A partir de cette ambition et de ces propositions, le FDG doit engager un débat public pour susciter l'implication populaire la plus large possible. Dans de nombreuses villes, en particulier les plus grandes, cela devrait passer par la constitution de listes du Front de Gauche ouvertes à celles et ceux qui partagent sa démarche. Partout où cela est possible, le Front de Gauche doit interpeller les forces de gauche (PS, EELV, extrême gauche, regroupement local,...) pour mener le débat et vérifier si des alliances sont possibles au premier tour.

➤ 8/ La possibilité ou non d'un accord entre le Front de Gauche et d'autres forces politiques de gauche, écologistes ou d'extrême gauche sera appréciée à partir des cinq conditions politiques suivantes:

- Une ambition partagée de faire prévaloir une logique de rupture avec le libéralisme
- Des propositions communes qui traduisent cette exigence en répondant aux besoins des populations
- L'indépendance par rapport à la politique du gouvernement et de refus des politiques d'austérité. Des alliances avec des sections du PS ou d'EELV sont donc possibles, dès lors qu'elles n'entraînent pas un soutien à la politique menée par le gouvernement.
- Une appréciation partagée sur les pratiques politiques démocratiques nécessaires à mettre en oeuvre à l'échelle municipale
- La constitution des listes respectueuses de chaque composante et l'intégration du mouvement social

➤ 9/ Quand ces conditions ne sont pas réunies, le FDG, dans la diversité de ses composantes et de ses membres et dans une logique d'élargissement et d'ouverture aux militantes et militants du mouvement social présentera ses propres listes.

➤ 10/ En cas de division des forces du Front de gauche qui entraîne la mise en oeuvre de démarches d'alliance différentes, les militants de Gauche Unitaire se détermineront, en accord avec le Conseil National sur la base de l'orientation programmatique et stratégique.

➤ 11/ Au second tour, la priorité du FDG doit être de rassembler une majorité de gauche pour faire barrage à la droite et à l'extrême droite, en fusionnant avec la liste de gauche arrivée en tête (sans accord avec la droite, MODEM ...) dans le respect de l'expression du suffrage universel au 1er tour de l'élection. La participation aux exécutifs relève de l'autonomie de chaque composante du FDG.

6 | AUTOUR DU PROCESSUS DE RAPPROCHEMENT

6|1 | NI SECTE, NI CLUB! JEAN-JACQUES BOISLAROUSSIE (LES ALTERNATIFS PARIS)

L'organisation que nous voulons créer sera une composante du Front de Gauche. Composante d'un front composite que nous souhaitons contribuer à enraciner socialement et démocratiser en dépassant une dimension essentiellement cartellisée. Elle se doit aussi d'être une force politique à part entière, ne pas se limiter au rôle d'aiguillon du PCF et du PG et contribuer à tous les combats pour l'émancipation. Pour ce faire il est nécessaire d'être au clair - sur la réalité du Front de Gauche et les tâches que nous nous assignons en son sein - sur l'articulation

entre la construction de la nouvelle force et la perspective à plus long terme d'une recomposition/refondation politique d'ensemble à gauche du PS - sur les ambitions et les tâches de la nouvelle force Sur le Front de Gauche Il structure un spectre et des cultures politiques plus larges que ceux de courants comme le Bloc de Gauche ou Syriza. C'est un acquis essentiel. Des organisations comme le PCF ou le PG s'enracinent dans des traditions longues de la gauche française autour de questions comme celles de l'Etat, de la République, du rapport luttes/institutions. Nos courants, autogestionnaires, écologistes radicaux, marxistes révolutionnaires, altercommunistes, se réclament, dans leurs différences, d'autres ...|...

approches. Nous constatons sans doute que rien n'est immuable avec, par exemple une plus forte prise en compte de la question de la reprise d'entreprises par la Front de Gauche. Nous constatons aussi que, exacerbés par les échéances électorales, les comportements hégémonistes et autocentrés n'ont pas disparu, de la base au sommet au sein du PCF et du PG. Nous devons donc tenir un positionnement qui fasse de nous des artisans de l'unité, de l'ouverture du Front de Gauche : ni céder à la tentation de la culture de la démarcation qui nous conduirait à répondre à l'autoaffirmation d'autres par la nôtre, ni taire ou autolimiter notre orientation au nom du combat commun. Articuler construction aujourd'hui et visée à long terme. Nous ne nous construisons pas en conflit mais en coopération avec les autres courants du Front de gauche et au delà. C'est une rupture avec des traditions de gauche alternative et radicale qui souvent faisaient du proche l'adversaire. Nous nous inscrivons dans la perspective d'une refondation d'ensemble qui ne peut être envisagée sur le mode du gain de «parts de marché» mais bien de la mutation d'un champ social et politique large. Mais pour être efficaces, il nous faut être lucides : le processus de refondation sera complexe, long, et sans aucun doute largement conditionné par les échéances sociales et politiques que nous ne sommes pas en mesure d'évaluer. Diverses expériences ont montré que subordonner des étapes immédiates, certes partielles comme la convergence qui nous engageons, à la recomposition d'ensemble risque de ne pas aider à faire émerger grand chose à court terme sans pour autant contribuer à la perspective globale. Sans entretenir l'illusion qu'il sera le centre des recompositions futures, assumons notre projet de nouvelle force politique et ayons l'ambition de le faire réussir, toujours au service des combats émancipateurs, pas des intérêts boutiquiers. Ni secte ni club ! Nous ne pouvons nous en tenir à viser la convergence de courants ayant souvent anticipé des mutations que les «grandes organisations suivent à grand peine, mais qui n'ont pu peser réellement dans les champs social et politique. Pour que la nouvelle force soit perméable aux secteurs militants féministes, sociaux, écologiques, une force «arc en ciel», à l'engagement de nouvelles générations, elle doit à la fois faire ses preuves en termes de projet, de propositions et de fonctionnalité. Nous en pouvons-nous contenter d'intervenir sur quelques «créneaux» ne faisant pas consensus au sein du Front de Gauche. Concrétiser notre volonté d'aider à toutes les avancées collectives au sein du Front de Gauche et au-delà et, dans un même mouvement ; assumer les tâches d'un mouvement politique à part entière : élaboration politique, formation, mise en commun de forces et de moyens, présence dans les temps électoraux et les mouvements sociaux : tel est le défi.

6|2| POUR PESER, AGIR ET APPARAÎTRE TOUS ENSEMBLE GILBERT DALGALIAN (LES ALTERNATIFS, 56)

≥ Les menaces :

Elles sont nombreuses et urgentes : la démocratie est vidée de tout contenu ; les enjeux écologiques et nucléaires sont omniprésents ; les effets désastreux du capitalisme financier – relayé par l'UE – ont déjà

amputé les niveaux de vie, de santé et d'éducation ; et c'est l'extrême-droite qui ramasse la mise partout en Europe.

Et ce dernier danger ne nous met pas en position de réagir efficacement et en profondeur.

≥ Comment riposter, comment s'organiser ?

Les ripostes programmatiques sont connues : mobilisations sur tous les thèmes locaux ou nationaux (NDDL, Fralib, Arcelor Mittal, LVG-Aquitaine) ; contestation généralisée des décisions tantôt réactionnaires, tantôt insuffisantes (Education, santé, transports, logements) ; résistance organisée contre les nombreuses bavures anti-Roms, anti-Sans papiers, et les reconduites abusives à la frontière ; exigence de davantage de contrôle démocratique des élus locaux, régionaux et nationaux ; occupation et autogestion d'entreprises en difficulté ou menacées de fermeture/délocalisation.

Mais nous savons tous que cela ne suffit plus. Même très suivies (comme pour NDDL) et parfois couronnées de succès, nos mobilisations ne parviennent pas à mordre sur la grande masse des citoyens, ni à suffisamment peser dans le paysage politique national. On a pu tous constater combien ont peu pesé les 4 millions de voix du FdG sur la politique de Hollande-Ayrault. On voit à quel point le mouvement syndical pour une part s'aligne sur le gouvernement, et pour une autre part ne mobilise pas à hauteur des enjeux (ANI, retraites). Ce déficit d'efficacité (le nôtre) nourrit l'attractivité du FN aux yeux des couches les moins politisées et simultanément renforce le gouvernement dans sa politique pro-MEDEF.

Nous ne pouvons plus continuer comme avant avec des ripostes 'classiques'.

Nous avons désormais le devoir et la mission vitale à la fois :

≥ de renforcer le FdG et son intervention sur tous les terrains

≥ d'agglutiner autour du FdG les associations et mouvements sociaux et syndicaux dont les objectifs sont complémentaires des nôtres

≥ et, pour ce faire, d'unifier la gauche radicale dans un rassemblement ouvert et structuré, pluriel et polyphonique mais sachant articuler ses actions entre toutes ses composantes. Nous agirons groupés, tout en gardant nos spécificités ; nous nous structurerons pour agir efficacement sans renoncer à nos idées et nos objectifs propres.

L'heure est à la construction de ce mouvement organisé unique et pluriel !

6|3| UNE NOUVELLE ORGANISATION INTÉGRÉE.

La question est donc posée, arrivé à cette étape du processus, de la possibilité réelle de la construction d'une nouvelle organisation.

≥ 1/ Des points stratégiques clés affirmés.

La nécessité d'une rupture avec l'ordre dominant et toutes formes de domination d'une part, et la nécessité de d'intégrer une nouvelle donne urgente, la prise en compte des relations humains- écosystème pour en finir avec une activité humaine dévastatrice de celui-ci et partant du développement même d'une humanité émancipée.

La place du Front de gauche comme moyen de la recomposition politique construisant une alternative de gauche crédible pour combattre le libéralisme et le social-libéralisme.

Que le regroupement dont nous édifions les contours se construit dans ce cadre. Sa finalité est bien de participer à la construction du Fdg, de l'enrichir de nos propositions programmatiques et d'actions. Et que « nous ne cherchons pas à délimiter dans le Fdg un espace plus radical, plus révolutionnaire ou plus anticapitaliste... » L'idéal serait effectivement que ce soit le FdG lui-même qui dépasse les orgas existantes. C'est ce à quoi nous nous attelons par la tenue des Assemblées citoyennes, l'intégration de non-encartés dans les collectifs FdG quand c'est possible... Force est de constater que ni le PC, ni le PG ne sont prêts majoritairement à cela. Outre les points programmatiques et les axes rappelés dans ce texte qui sont notre apport propre pour l'enrichissement du programme du Fdg, nous ne perdons pas de vue cette nécessité d'élargir le FdG.

Le rappel d'une démarche politique qui ne hiérarchise pas, ne subordonne pas les mouvements sociaux aux partis politiques.

Pour une exigence de rapports démocratiques très avancés, tant dans nos propositions pour la vie politique et sociale en générale que pour notre fonctionnement interne. Le « droit de militants à l'objection individuelle ou collective » est une jolie formule robespierriste, tout à fait intéressante, qui fait pièce à une certaine tradition du centralisme démocratique (ou ce qu'il est convenu d'appeler comme cela) qui n'est parfois que le cache-sexe de la dictature de la majorité de direction.

Sur ce chapitre de la démocratie politique, économique et sociale, il sera bon d'approfondir le débat, à mon sens. Cette contribution ne vise pas ce chapitre. Pour le prendre par un petit bout, le paragraphe sur le rôle des élus est à reprendre de fond en comble. Les élus ni-ni est une formulation très insuffisante pour le moins. Ce rappel incomplet (je n'ai pas évoqué les points programmatiques substantiels inscrits dans le texte 2) de ce qui semble faire consensus, malgré ce qui reste à définir, enrichir, est une base cardinale pour passer à la phase réalisation organisationnelle. Les points en débat peuvent parfaitement continuer à être débattus dans la nouvelle organisation. C'est ce que la journée du 15 doit vérifier.

2/ Aller vers la fusion.

Les organisations présentes en Charente Maritime ont pris une position de principe sur cet objectif et ont décidé d'opérer sa réalisation au plan départemental. Pour ma part, je pense qu'il faut affirmer plus nettement cet objectif au plan national, compte-tenu de ce que j'ai rappelé plus haut.

En effet, le texte soumis à discussion fait appel à cette possibilité mais dans un langage tellement précautionneux, qu'on peut craindre que cet objectif, comme l'horizon, s'éloigne d'autant qu'on s'en rapproche. Quoi de plus subjectivement algébrique et incertaine que la formule du dernier paragraphe, colonne 3 de la page 3-2: « une fois stabilisée l'organisation commune, avec une évolution des courants d'origine et une confiance démocratique mutuelle, nous visons une organisation qui

fonctionnerait (conditionnel souligné par moi) selon le principe, une personne, une voix ». Ne même pas donner d'échéance de vérification, si cela s'avère nécessaire, risque fort de reporter sine die la décision. Une possibilité pour avancer vers cet objectif est de le réaliser au plan local, d'une part, et de donner plus de pouvoirs de décision à « l'Assemblée nationale » des collectifs locaux.

Soulignons par ailleurs que nombre de débats traversent chacune de nos organisations. Pourquoi faudrait-il les fossiliser comme marqueur de chacune d'elle, sinon justement pour le pouvoir de se démarquer? La distinction et le patriotisme de parti qui en est l'expression fonctionne aussi très bien en politique. Il n'est pas sûr que ce soit très utile, surtout au regard des formidables défis sociaux et politiques qui sont devant nous (et en nous).

Ce serait par ailleurs une formidable démonstration de la possibilité pour le FdG d'une telle mutation, respectant le pluralisme et la démocratie large en son sein.

Last but not least (j'ai trouvé ça dans les pages roses Larousse), notre nouvelle organisation se veut ouverte aux non-encartés. Totalement d'accord. Mais si le principe de fonctionnement et de direction, surtout, est basé sur les organisations fondatrices alors quid de ces non encartés? Doivent-ils passer par les orgas existantes? Non me répondront sans doute en chœur celles-ci. Bien. Mais encore? Quelle sera leur place dans le système décisionnel? Nous nous retrouvons à résoudre pour nous-mêmes le problème posé dans le FdG. Devant cette situation un peu paradoxale, convenons-en, il n'est pas sûr que cela soit très attractif. Décidément la fusion comme objectif et non comme horizon tient la corde, non?

≥ 3/ D'où peuvent venir les réticences et les blocages?

De désaccords politiques sur les bases du regroupement. Seul le débat et l'expérience peuvent éventuellement débloquer la situation. C'est le cas par exemple avec RS.

Des questions historiques d'identité. Chacune de nos organisations a une histoire plus ou moins longue ou est issue de combats antérieurs qui ont fondé une identité de groupe. Laquelle est d'autant plus forte et attestée qu'elle a été le vecteur d'une place particulière dans le champ politique. Or tout champ est aussi, et surtout en politique, un champ de bataille entre les groupes qui y participent. La bataille pour la prééminence est une donnée structurelle.

Dit autrement, chacune de nos organisations actuelles est dépositaire, d'un capital symbolique et d'une place politique éminente. Capital qu'il faudrait préserver. Et comme ces capitaux sont concrétisés dans un appareil, la sauvegarde de l'appareil (micro-appareils dans nos cas à tous), comme outil de présence politique tend à prendre le dessus.

Nos orgas sont composées de femmes et d'hommes. Ça c'est chiant, ils sont fous ces humains. Mais on n'y peut rien. Nous nous sommes tous investis à fond dans la recherche de solutions les meilleures pour l'émancipation, contre toutes les formes d'oppression. Nous y avons usé nos neurones, sacrifiés énormément de temps et nous avons construits des organisations qui sont notre idéal ...|...

collectif auquel nous nous identifions. En quelque sorte, construire une autre organisation est perdre, un peu, beaucoup, passionnément... d'identité avec les satisfactions secondaires qui y sont attachées. Mais, entre nous, est-ce que la construction de cette nouvelle organisation que nous projetons, (un mouvement?) utile et nécessaire pour le projet d'un grand parti pluriel et fédérateur (j'utilise le terme parti comme mot valise sans entrer dans le débat sur son, ses, sens possible(s), n'est-il pas un challenge mobilisateur? Les identités ne sont jamais données une fois pour toutes.

Enfin, pour le moment, il peut y avoir une autre objection, provenant d'une recherche d'une «solidité»maximum de cette nouvelle orga. Selon le mot de Besancenot, après la bataille commune contre le Traité européen, une orga qui n'explose pas en plein vol au premier tournant. On sait l'utilisation qu'il en a faite contre toute possibilité de convergence. Donc précaution. Ce qui revient à décider si oui ou non le résultat de nos travaux et qui vont continuer jusqu'à l'automne est un socle suffisant. Dans le maelstrom de la recomposition politique de notre époque, et

qui peut durer encore un temps certain, ajouter par pureté de la dispersion à la dispersion est une grave erreur. Surtout si nous ne voulons pas laisser le terrain du FdG à un face à face et concurrence mortelle entre le PC et le PG.

Oui, mais. Tout le monde n'est pas obligatoirement d'accord pour aller si vite vers une fusion. Alors que fait-on? Il est bien sûr inutile de penser à obliger quiconque. Même Manuel Valls n'y pourrait y arriver. Il faut donc convaincre ou essayer de. C'est ce que j'essaie à ma petite échelle. Y aller par la base, fixer des échéances nationales. Ne pas se focaliser sur les désaccords tactiques qui ne manqueront pas d'exister à tel ou tel moment, même s'ils sont relativement momentanément importants.

Et, pourquoi ne pas accepter des fusions partielles entre tous ceux qui seraient prêts à faire le pas tout de suite. Non pas pour découper dans le champ des 6, on ne rejette pas heureusement RS. Mais ce pourrait être une façon de faire la démonstration que c'est possible. Tout simplement. Un appel à tous pour le faire ensemble.

Daniel Desmé, Charente Maritime.

48 7 | AUTOUR DE L'ÉCOSOCIALISME

7|1 | **UNE CONTRIBUTION CRITIQUE SUR LES THÈSES ECOSOCIALISTES ET L'ÉCOSOCIALISME**

≥ *L'écosocialisme, une histoire ancienne...une histoire ignorée?*

Mis en avant dans la décennie des années 1980 en Allemagne puis ailleurs en Europe, le terme d'écosocialisme a été porté par la gauche alternative et divers courants critiques de la gauche.

La démarche était novatrice: à ce moment-là, personne encore à gauche ne remettait en cause le paradigme rouge selon lequel la contradiction capital-travail surdéterminait les autres contradictions au point d'ignorer celles-ci au pire, ou au mieux de les considérer comme très secondaires, en particulier la contradiction être humain/nature et la contradiction homme/femme.

La référence écosocialiste était alors la manière la plus avancée d'intégrer l'irruption de l'écologie politique comme nouveau mouvement social, comme mouvement d'opinion grandissant à dynamique planétaire. Mais il n'y a pas eu alors de théorisation significative de cette avancée.

Celle-ci s'approfondira de fait avec l'émergence de l'altermondialisme et des forums sociaux, pour qui la pluralité des terrains de contestation du capitalisme s'accompagne du refus de les hiérarchiser. Ce qui veut dire en clair le refus de tout paradigme rouge... comme de tout nouveau paradigme vert qui consisterait à

remplacer une centralité par une autre.

Dans les années 2000, prenant acte de ces évolutions, un Réseau écosocialiste proche de la IV^e internationale, animé notamment par Michaël Lowy, construit une première théorisation sérieuse, remettant en avant par exemple les écologistes américains Barry Commoner et James O'Connor montrant la nécessité pour les marxistes d'une révision critique profonde de leur conception traditionnelle des «forces productives» (comment elles se transforment en forces destructrices), de l'idéologie irénique du progrès et de la technique et mettant en avant la contradiction entre forces productives et conditions de production (nature, démocratie, santé, condition de travail, espace urbain...).

L'utilisation par le Parti de gauche de ce terme prend-il place dans cette histoire? En soi, le fait que le PG ait organisé les Assises pour l'écosocialisme le 1^{er} décembre 2012 à Paris et ait décidé d'en faire un processus permanent est une bonne chose. C'est la confirmation des engagements écologistes bien réels et de plus en plus affirmés de ce parti - il y a tout lieu de s'en réjouir - et le reflet des conséquences de la crise écologique majeure à l'échelle mondiale, poussant à des évolutions rapides de courants politiques regardant jusque-là les questions écologiques d'un oeil distrait.

Mais, bien que ce processus soit animé par des personnes d'appartenance politique diverses, il n'y

aucun doute qu'il est devenu le projet du Parti de Gauche en tant que tel, le dernier Congrès de ce Parti l'a affirmé. Projet d'un parti ou rassemblement pluriel apte à associer, en toute indépendance, d'autres mouvements et associations? C'est déjà une ambiguïté initiale qu'il faut relever.

L'ambiguïté n'est que formelle d'ailleurs: Il est clairement indiqué, au dos de la brochure qui présente ces thèses, que les Assises ont été initiées «par le Parti de Gauche» et que la brochure a été coordonnée par Corinne Morel Darleux, «secrétaire nationale à l'écologie du Parti de Gauche».

De manière étroitement liée à ce premier constat, ce nouveau projet semble faire table rase du passé. Tout se passe comme si les idées contenues dans ces thèses étaient réellement nouvelles, aucune référence à l'histoire politique évoquée, comme s'il revenait au PG, associé à quelques personnalités, de les avoir inventées l'an dernier. Remarquons que l'ancienneté du terme écosocialiste est passée sous silence ou que par exemple le parti-mouvement les Alternatifs n'est cité nulle part alors qu'il lutte depuis nombres d'années pour la convergence Rouge et Verte. C'est aussi le cas de la FASE ou des communistes unitaires depuis plusieurs années... et dans sa campagne électorale présidentielle de 1988, le dissident communiste Pierre Juquin lui-même se réclamait déjà de l'écosocialisme. De la même manière, il n'y a aucune référence dans ces thèses aux travaux de Michaël Lowy et d'autres qui avaient amené, voici de nombreuses années, la LCR et la IV^e internationale, puis la Gauche anticapitaliste, à se référer à l'écosocialisme.

Ces «oubliés» de la part du PG ne sont pas un détail, ils marquent fortement le contenu des thèses. En ne prenant pas en compte l'apport renouvelant la pensée marxiste du Réseau écosocialiste sur la critique des forces productives et du progrès linéaire, elles restent courtes sur l'analyse du productivisme et prend le risque de reproduire dans le projet alternatif les mêmes impasses que dans la situation actuelle. En ne prenant pas en compte la question centrale en écologie politique de la multiplicité des contradictions, en faisant l'impasse sur le fait social que l'écologie, à partir des années 1970/1980, ne se limite pas à la défense de l'environnement mais constitue un mouvement social multiforme, les thèses oublient des pans entiers de l'apport des courants et mouvements de cette période. Par exemple, la lutte pour l'émancipation des femmes (une des plus anciennes qui soit et est loin d'être achevée) connaît alors son apogée. Elle a considérablement enrichi et renouvelé la lutte politique en général. Les courants non-violents, antimilitaristes, pacifistes et de la désobéissance civile – que l'influence de Lanza del Vasto sur le combat du Larzac illustre parfaitement – ont beaucoup apporté sur les manières de faire de la

politique, avec par exemple la volonté de ne pas séparer la forme du fond. De même, la question de l'autogestion, qui a elle-aussi une longue histoire, pose sur des bases nouvelles, profondément démocratiques, celle du socialisme – un terme qui doit être rediscuté, nous allons y revenir – et rend caduque, dans son principe même, l'idée de «planification écologique» en tant que planification centralisée. Sauf à redéfinir complètement la planification en l'articulant à l'autogestion, mais rien n'est dit dans les 18 thèses à

ce sujet: or, la planification a une histoire et elle est associée à l'économie bureaucratifiée du «socialisme réel». On peut voir loin et sur la longue durée sans planification. Il existe d'ailleurs un terme rigoureux pour le dire: la prospective.

Si les 18 thèses de ce Manifeste prennent acte à juste titre de la crise écologique actuelle, renoncent au productivisme, s'approchent de ce que nous appelons l'objection de croissance en tant que préoccupation générale, et disent, à juste titre, qu'il faut désormais lutter pour l'émancipation humaine et non plus simplement sociale, on se doit de constater que ces thèses laissent sur le bord de la route une bonne partie de cette humanité et de nombreuses avancées déjà réalisées sur la voie de cette émancipation!

≥ *L'écologie certes, mais de quoi s'agit-il au juste? Quel est son contenu?*

On aurait pu s'attendre, dans un texte sur l'écosocialisme, que la question écologique soit abordée de manière précise, c'est-à-dire avec un contenu et une démarche et que l'on montre comment elle rejoint aujourd'hui ce qu'on a longtemps appelé le socialisme. Or, le propos sur l'écologie reste très général et s'apparente trop à une référence abstraite, malgré la référence à des mobilisations écologistes.

Les 18 thèses ne caractérisent pas l'écologie, n'évoquent pas son histoire, ne disent mot sur la façon récente à l'échelle historique dont le capitalisme s'en est emparé, en disent trop peu sur ses effets actuels. De même, les thèses sont discrètes sur les processus, en partie irréversibles déjà à l'oeuvre, par exemple en matière de climat, sur la manière d'y faire face, comme si le socialisme, «en mettant l'économie au service des besoins humains», allait miraculeusement renverser les processus de dégradation actuelle et exploiter les vertus positives d'une véritable approche écologique.

Les 18 thèses minorent par ailleurs la revendication et l'exigence pourtant emblématiques, portées historiquement par le mouvement ouvrier, réactualisées dans les années 1970/1980 par la gauche autogestionnaire puis par les écologistes avec le slogan «travailler moins pour travailler tous et toutes et vivre autrement» pour créer des emplois, partager le travail, dégager du temps libre: la réduction massive du temps de travail.

Sa dimension sociale est connue et elle prend tout son sens, combinée au partage des richesses. En réaffectant les gains de productivité au temps libéré, elle a aussi une dimension écologique forte d'autant plus qu'elle peut contribuer en diminuant la place du travail dans la vie à poser les bonnes questions: plutôt que de subir la société de consommation, que produire, pourquoi, par qui et dans quelles conditions? Pourquoi déléguer la production quand on peut auto-produire? Elle a une dimension féministe: le temps libéré devient celui du partage des tâches ménagères et éducatives. Et elle a une dimension citoyenne: le temps libéré, c'est aussi du temps pour la démocratie active, la vie associative, citoyenne et politique, dans l'optique de l'autogestion. Pourquoi donc cette faible place de la réduction du temps de travail dans des thèses qui y font discrètement allusion en évoquant la «redistribution du travail»? De ce point de vue, ces 18

thèses, en n'en faisant même pas une thèse à part entière, sous-estiment un des mécanismes ...|...

clés de rupture avec le système les modes de vie actuels et on reste sur sa faim.

Le «productivisme», bien que distingué du capitalisme, n'est pas situé dans des rapports de production qui l'activent en tant que tel et on peine à comprendre ce qui sépare le productivisme du capitalisme, de la logique auto-entretenu de l'accumulation et valorisation du capital. Comment en sortir si n'est pas prise en compte la critique écosocialiste des années 80/90 qui insistait déjà sur la nécessité de mettre au centre de l'économie la valeur d'usage et non plus la valeur d'échange, de ré-encadrer l'économie dans le social et le culturel (Polyani), de replacer dans le schéma marxiste la contradiction entre forces productives (dynamiques) et rapports de production (qui les enchaînent) par la formule selon laquelle se produit une transformation des forces potentiellement productives en forces effectivement destructrices, surtout par rapport à l'environnement? Les thèses n'abordent pas non plus les apports positifs actuels des approches réellement écologiques, y compris celles nées dans d'autres civilisations que la nôtre qui par exemple évoquent avec les arbres ou les rochers des «êtres vivants non-humains» ou la figure de la Pachamama.

Mais cela n'est guère possible dans le schéma du PG car cela impliquerait une rupture avec une vision magique du progrès, de la technique, de la raison et donc une auto-critique de la référence républicaine qui a porté dans l'histoire française le pire des politiques anti-écologiques: pouvoir de l'Etat central entraînant un autoritarisme aménageur destructeur des écosystèmes, vision centraliste éradiquant les pouvoirs, langues et cultures régionales, toute-puissance technocratique entraînant le pays sans débat démocratique dans les aventures du Concorde ou du nucléaire. Peut-on devenir réellement anti-productiviste tout en restant dans une vision «républicaniste»?

Pour nous, l'écologie, mouvement social mais aussi pensée politique inspirée de l'écologie scientifique née dès le 19^e siècle, traite de la manière dont les espèces vivantes habitent le milieu naturel terrestre, avec un mouvement de co-transformation entre l'espèce vivante et le milieu. Elle porte une autre vision du monde. Cette question est apparue, dès l'apparition de la vie sur Terre et les premiers être vivants ont, sur des durées très longues, considérablement remodelé le milieu naturel. Et rappelons que cette co-transformation est loin de réussir à chaque fois: depuis l'apparition de la vie sur Terre, un nombre considérable d'espèces ont disparu. Ces processus sont toujours à l'oeuvre, mais il est certain que l'apparition de l'espèce humaine a changé la donne, à cause de son pouvoir inédit d'action sur son milieu de vie. Des dégradations écologiques, de masse, provoquées par les humains se sont produites, bien avant l'instauration du capitalisme. Rappelons les effets dévastateurs sur le plan naturel et humain, de la constitution des grands empires. Plus proche de nous rappelons la colonisation des Amériques, suivie de la traite des noirs, qui ont provoqué une catastrophe, écologique et humaine, sur les deux continents. Ce sont manifestement des ressorts civilisationnels, associés au rôle de l'affirmation des Etats et à celui de l'argent, avec la mise en place d'économies de guerre de nature permanente, qui ont provoqué ces dégâts à large échelle et sur longue

durée, et ces facteurs continuent de jouer. L'idéologie, toujours présente, de la domination de la nature par l'homme, a eu un effet majeur. Mais n'oublions pas l'autre aspect, l'aspect positif, de la question écologique, les réussites de co-transformation, dont le formidable rôle des paysanneries et de l'artisanat dans diverses régions du globe pendant des siècles, réussites qui doivent rester pour nous des sources d'inspiration, sans pour autant revenir en arrière et les imiter.

Bien entendu, l'émergence et la domination exercée par le capitalisme ont engendré les processus de dégradation que l'on connaît. Ce que dit le Manifeste est juste sur ce point. Il n'y a rien à rajouter. Mais en faisant «comme si» la question écologique n'était apparue qu'avec le capitalisme, on commet non seulement une grave erreur historique et on oublie de s'attaquer aux facteurs de dégradation précapitalistes, toujours à l'oeuvre, que le capitalisme réactive, mais sans les avoir créés, comme à bénéficier des héritages positifs qui nous ont été légués. On met de côté que c'est d'abord une rupture épistémologique qui est nécessaire: d'une vision mécaniste et réductionniste à une vision en terme d'écosystèmes et d'interactions très larges entre les différentes dimensions du vivant. Et on réduit considérablement l'éventail de la transformation à réaliser dans notre rapport à notre milieu de vie, en se limitant à la seule lutte contre le productivisme.

C'est insuffisant, toujours prisonnier d'une pensée qui pense «quantité» au lieu de penser «relations» et qui, au passage, oublie de s'intéresser aux mouvements et propensions propres de la nature.

Bref: sur la question écologique, et à fortiori sur la manière dont elle peut renouveler la pensée dite socialiste, les 18 thèses déçoivent et les auteurs de ces thèses n'inscrivent pas assez la crise écologique dans une crise plus globale, systémique: une crise de civilisation qui implique de raisonner en termes de changement de civilisation si l'on veut être à la hauteur des défis qui sont devant nous.

≥ Et le socialisme?

Le propos trop général sur l'écologie est associé, à la manière d'une juxtaposition, au socialisme d'une manière très classique et étatique, dans la continuité d'une tradition commune à la socialdémocratie et aux courants plus radicaux du mouvement ouvrier du XX^e siècle. Mettre au centre la redistribution des richesses: en croyant critiquer la doctrine sociale-démocrate, on reste sur son terrain. «Ce qui est en cause c'est l'accaparement de ces richesses via la prédation du capital» et d'ajouter, comme s'il s'agissait d'une nouveauté, «cette doctrine repose sur un modèle d'expansion infinie qui est un suicide de la civilisation humaine», en ajoutant qu'elle se caractérise par «la relance d'une croissance économique aveugle». C'est approximatif et daté: il y a déjà trois décennies que la pensée social-démocrate, en particulier celle des pays scandinaves, milite pour un ralentissement de la croissance, pour son orientation vers la satisfaction des besoins sociaux et pour un partage plus équilibré des richesses, intégrant en partie la thématique écologique et préfigurant ainsi ce que sera le «capitalisme vert du XXI^e siècle». Cette pensée a-t-elle pour autant rompu avec le capitalisme, permis d'instaurer d'un autre type de société? Nullement, et on le voit bien avec la

crise économique actuelle. Les auteurs des 18 thèses oublient ce détail: aucune politique redistributive n'a jamais représenté le cœur d'une alternative au capitalisme, pas davantage qu'aucune volonté de limiter ou de réorienter le rythme de la croissance. Les thèmes du «bien être» et du «bien vivre» ont, de longue date, été mis en avant en Europe, y compris par la social-démocratie. Ils ont permis des infléchissements et des progrès sociaux temporaires, mais aucune rupture avec le système économique dominant.

Cette idéologie contourne l'essentiel: la mise en cause et le dépassement des rapports de production capitalistes. C'est au cœur des actes productifs, de la réalisation du travail et de leurs liens avec l'usage de leurs «produits», avec ce que le capitalisme qualifie de consommation, qu'il faut agir. Cela suppose des conditions juridiques (nationalisations, rachats d'entreprise en faillite, expropriation, etc.), mais, l'expérience le prouve, ces conditions restent une enveloppe juridique si l'on n'agit pas sur le pouvoir qui organise les actes de travail et d'usage des produits. Sur le vrai pouvoir. Il existe bien dans la brochure exposant les 18 thèses un paragraphe intitulé «produire autrement», mais il esquive le sujet, parle d'autres choses. Pourtant, cette rupture opérée au cœur du pouvoir capitaliste là où opère la détention effective des moyens de production et où se définissent les usages possibles des produits et services, en dialogue avec les usagers potentiels, possède un nom et une déjà longue histoire: l'autogestion et sa condition politique globale: l'autogouvernement de la société (à commencer par l'autogouvernement des municipalités), la prise en main par les hommes et les femmes des affaires qui les concernent. Certes, une réorientation aussi profonde ne peut se faire en un jour, par une simple décision étatique, mais elle doit être une orientation permanente, donnant sens et cohérence à une multiplicité d'actions concrètes, aussi bien économiques que politiques et juridiques. Aussi bien «micro» que «macro». Et c'est à l'occasion de l'exercice de ce pouvoir fondamental que la question écologique doit être posée et débattue concrètement et ses effets évalués. Par exemple par la création d'une commission écologie dans chaque lieu de production et chaque municipalité, ouverte à toutes les demandes, toutes les imaginations. Ensuite tous les niveaux des pouvoirs politico-administratifs doivent être investis et mis sous pression populaire. Ce sera une lutte, mais rien ne s'obtient sans lutte. D'ailleurs, les aspects les plus intéressants de la brochure sur les 18 thèses touchent au pouvoir populaire, mais pouvoir qui ne va pas jusqu'à l'essentiel: celui s'exerçant sur les actes productifs et leur orientation.

Quand le Manifeste affirme «mettre l'économie aux services des besoins», on reste aussi sur sa faim. D'ailleurs, le capitalisme a déjà fait la preuve, depuis longtemps, qu'il savait répondre à des «besoins». La question n'est pas seulement celle des «besoins», mais des «attentes» citoyennes, avec la dimension subjective, réfléchie et politique que comporte le mot «attente». Des besoins? Mais quels besoins? Définis par qui? avec quel degré de comptabilité avec le milieu naturel? Dans quelle perspective? Tout cela mérite discussion et aucune réflexion n'émerge des 18 thèses sur cette question. Marx parlait de «besoins

radicaux», dont le premier: le besoin de liberté, mais nulle allusion à ces besoins radicaux dans les 18 thèses. Bref, les 18 thèses sont pleines de bonnes intentions, mais restent profondément inspirées par une pensée étatique «républicaniste» et avec un fond politique qui reste social-démocrate. Et elle reste nettement insuffisante en matière écologique.

Plus largement, c'est la référence qui est faite dans ces thèses par le PG au concept d'écocapitalisme lui-même qui mérite qu'on s'y arrête et qui nous semble devoir être discutée et soumise à critiques et questionnements.

Comment faire pour que le concept d'écocapitalisme qui était une avancée et une ouverture dans les décennies des années 1980/90 par rapport à l'histoire du mouvement ouvrier et à celle du socialisme puisse servir aujourd'hui? Est-ce tout simplement possible? Comme le prennent eux-mêmes en compte une partie des courants qui en sont issus, il y a eu l'échec historique au XX^e siècle de tous les courants du mouvement ouvrier et des expériences réformistes et révolutionnaires à construire une véritable alternative au capitalisme. Cet échec laisse-t-il indemne la terminologie socialiste? Peut-on penser que se réclamer du socialisme aujourd'hui, après de tels échecs parfaitement identifiés depuis la chute du Mur de Berlin à l'échelle planétaire dans les consciences collectives va de soi? Assimilé à une échelle de masse au bilan de la social-démocratie - une gestion au mieux adoucie et au pire cynique du capitalisme - et du stalinisme - un échec dramatique -, le socialisme ne doit-il pas être réinterrogé, y compris dans la meilleure de ses acceptions, celle de transition vers le communisme? Comment faire pour que le «éco» d'écocapitalisme ne soit pas perçu comme une opération de «greenwashing» des échecs des socialismes?

Les 18 thèses évoquent un «renouveau du socialisme»: le propos est un peu court. Certes, aucun terme n'a qu'un seul sens pour toujours, il est aussi ce qu'en font les acteurs. Il y a des courants minoritaires dans l'histoire du socialisme qui restent comme des promesses toujours à tenir, des voies oubliées que l'on peut reprendre. Intégrer les références socialistes et communistes comme utopies créatrices au patrimoine de l'émancipation humaine ne pose aucun problème, mais ce qu'elles signifient dans l'imaginaire en tant que réalisations politiques concrètes, celles du «socialisme réel», est autre chose. Assimilé à une échelle de masse au bilan de la social-démocratie - une gestion au mieux adoucie et au pire cynique du capitalisme - et du stalinisme - un échec dramatique -, le socialisme ne doit-il pas être réinterrogé, y compris dans la meilleure de ses acceptions, celle de transition vers le communisme?

Il y a plusieurs façons d'entendre le terme d'écocapitalisme. La première exprime la fusion de l'écologie et du socialisme comme ne posant aucune difficulté. Elle induit finalement une coloration écologique du socialisme, qui risque de laisser la voie au maintien du primat du socialisme qu'il suffirait d'écologiser, avec le risque de maintenir le paradigme rouge plutôt que d'inventer une véritable synthèse. N'est-ce pas cette vision qui est portée notamment par le PG? Par ailleurs, et c'est une seconde façon de l'entendre, la terminologie écocapitaliste

...|...

peut aussi semer la confusion, notamment en Europe, en étant assimilée aux alliances notamment électorales entre sociaux-démocrates et Verts.

Une autre acception recherche une réelle synthèse de type rouge et verte - cette terminologie insistant sur l'égalité entre les deux termes - en cherchant à se porter à la hauteur de la crise actuelle, c'est à dire pas seulement une crise du capitalisme sur le plan économique mais une crise de civilisation. Elle doit alors aller au-delà de cette synthèse, cette seule mis en avant de ces deux seules couleurs: les exigences démocratiques, les aspirations à l'autogestion, le refus de toutes les dominations à travers en particulier le rejet des discriminations et la soif d'égalité des droits sont une donnée de plus en plus importante, comptent tout autant que le partage des richesses et l'écologie dans une perspective d'émancipation humaine et dans l'optique d'un projet de société alternatif au capitalisme. C'est ce que traduit notamment le mouvement altermondialiste qui croise les divers mouvements et terrains de contestation à l'échelle mondiale, sans hiérarchie et de manière articulée. Et ce nouveau mouvement d'émancipation a déjà réussi, malgré sa jeune histoire, à se hisser à la seule échelle qui vaille: celle du monde, ce dont le mouvement ouvrier d'hier n'avait pas été capable en son temps. Comme avec le mouvement écologiste dans les années 1970, est dépassée l'illusion d'une simple «synthèse» des couleurs pour prendre acte des interactions, des contradictions, des confrontations, propre de tout processus vivant, dont naît du nouveau qui n'est ni l'addition ni l'intersection des réalités qui se rencontrent.

Pour que l'écোসocialisme dépasse les impasses du socialisme d'hier, ne faut-il pas raisonner en termes de projet alternatifs et d'émancipation humaine? Et pour ce qui est des couleurs de ce projet et de cette émancipation, mieux que le rouge et vert ou mieux même que le rouge-vert-violet qui ajouterait la couleur du féminisme, ne devons nous pas plutôt mettre en avant les couleurs de l'arc en ciel qui donnent mieux à voir de l'ensemble des éléments constitutifs d'un projet alternatif?

Ecosocialisme, projet alternatif, émancipation humaine, arc en ciel: nous sommes à la recherche de termes ayant la force propulsive de «socialisme» et de «communisme» hier.

Quels imaginaires des termes, quels projets de fond recouvrent-ils? Ne tranchons pas trop vite sur des termes ou d'autres, ne bridons pas notre imagination et notre ouverture quant à l'apparition d'autres termes. Discutons-en!

Mardi 14 Mai 2013.

Une des tentatives de premières totalisation fut «*Pour une alternative verte en Europe*» de Pierre Juquin, Carlos Antunes, Penny Kemp, Isabelle Stengers, Wilfried Telkamper, Frieder Otto Wolf, La Découverte 1990.

Michaël Lowy dir., *Ecologie et socialisme*, Syllepse, 2005

SIGNATAIRES: Magali BRACONNOT (conseillère municipale de Simiane - Bouches du Rhône) - Michel BUISSON (Agronomiste, membre des Alternatifs - Lyon - Rhône) - Florence CIARAVOLA (militante

syndicale, féministe et écologiste - Nice - Alpes-Maritimes) - Bruno DELLA SUDDA (ex conseiller municipal de Nice - Alpes-Maritimes) - Véronique DUBARRY (conseillère de Paris - membre d'EELV) - Stéphane LAVIGNOTTE (militant écologiste - Paris) - Victor LEDUC (enseignant en Histoire-Géographie - Saint-Laurent du Var - Alpes-Maritimes) Roland MERIEUX (membre des Alternatifs - Toulouse - Haute-Garonne) Alain VERONESE (conseiller municipal de Gentilly - Val de Marne) - Philippe ZARIFIAN (professeur de sociologie à l'université Paris-Est - Paris).

7|2| OUI, L'ÉCOSOCIALISME ! SAMY JOHSUA

Des camarades sont partis dans une guerre contre le concept d'écোসocialisme, avec un texte «une contribution critique sur les thèses écোসocialistes et l'écোসocialisme».

Accumulant contre ces concepts un bouquet d'arguments disparates dont il est difficile de suivre la logique, mêlant qui plus est des questions fondamentales avec des polémiques, justifiées parfois (autrement dit discutables); outrées malheureusement parfois aussi.

Le lecteur le moins averti voit bien qu'une partie de la mobilisation des camarades signataires du texte vise à rejeter le terme déjà parce qu'il est repris par le PG. Si on veut polémiquer avec le PG, polémiquons avec le PG. Ce n'est pas une grande découverte que de saisir que si le PG signe un texte, c'est qu'il l'estime compatible avec ses principes de fond. Par un raisonnement *a priori*, les camarades considèrent qu'il va de soi alors que le texte ne serait pas *aussi* compatible avec les nôtres. Qu'il ne peut s'agir de ce qu'on appelle dans toute notre tradition politique un texte de compromis, dont il convient de savoir s'il est utile ou pas. Parce qu'il permet de regrouper des forces dans un combat commun, même si les objectifs ne le sont pas complètement. Enfin tout de même, les signataires saluent eux-mêmes l'engagement du PG à nos côtés à NDDL, reconnaissent que la conversion écologique y est profonde et ce serait sans conséquence? Alors que ce combat demeure si difficile dans le pays, et dans le mouvement ouvrier, et même dans le FG, à quoi rime cette attitude?

Bien qu'une large part du texte soit consacrée ainsi à un détournement des enjeux, laissons ceci de côté pour aborder quelques questions de fond qui amènent les camarades à rejeter le concept.

D'abord le moins important. Ils affirment qu'il n'est pas possible d'en faire le drapeau unique du futur regroupement. Je partage cette idée, mais il faut s'entendre sur les arguments. Le mien est simple: nous n'avons pas le rapport de force pour imposer à la fois le terme et l'interprétation que nous en donnons (enfin, moi). «Socialisme» est pris comme «parti socialiste», «Eco» comme EE ou alors plus basiquement comme «économie». Le rejet des signataires est beaucoup plus sophistiqué, mais ces contestations soulèvent en conséquence des débats bien plus fondamentaux. En voici quelques uns.

Le socialisme a failli. Non comme nous l'entendons tous par ses concrétisations effectives, social-démocrates ou staliniennes, même pas y compris dans la faiblesse de leurs critiques les plus courantes et virulentes (chez les trotskistes par exemple), mais en tant que tel. Pour les uns, reprenant une vieille fadaise anarchiste, le socialisme serait obligatoirement centraliste. Pour d'autres, c'est parce qu'on n'a pas sauté cette étape en allant directement au communisme que les choses ont mal tourné. Prenons dans l'ordre. Que le socialisme soit centraliste par nature, «républicain» disent les camarades, voilà qui ferait retourner dans leur tombe les milliers de communards qui ont donné leur vie à la fois pour la République («La Sociale»), pour le socialisme (au sens de l'appropriation collective des moyens de production) et pour le fédéralisme. L'appropriation collective des grands moyens de production, financiers et d'échange reste la base de la possibilité pour la société de conduire le reste de la politique sociale, y compris la réduction drastique du temps de travail. Supprimer la mise en valeur de la valeur comme moteur principal et bientôt unique (donc sortir du capitalisme) et le remplacer par un système économique qui soit la condition même de toute autre politique, on est pour ou on est contre? Le comique dans l'histoire est que les camarades qui sont contre n'ont à nous proposer qu'un vague «post capitalisme» dont on peine à saisir la profondeur du concept. Dans la formule ci-dessus, il faut insister sur «grands» (grands moyens). Cela signifie que la société à venir, socialiste, verra se combiner des régimes de propriété différents: socialisés à l'échelle nationale (européenne voire mondiale), plus propriété publique des collectivités locales, plus des propriétés autogérées (autrement dit un «privé» collectif), ou encore des petites propriétés privées. Sans le mélange de ces niveaux, pas de contrôle démocratique possible et de maîtrise sur la production, son orientation, sur le temps de travail, ou le partage entre salaire personnel et salaire socialisé, etc. C'est que s'agissant d'économie ou de droits sociaux, il ne faut renoncer ni à l'exigence d'égalité ni à la perspective de la planification. Car dans toute société, il existe un principe dominant de «régulation».

Si nous renoncions à l'idée de planification, il n'y a aucun doute sur la suite: le principe régulateur dominant serait... le marché. Et le résultat, l'explosion des inégalités. Planification démocratique. Pour cela il faut ajouter un principe général de subsidiarité, autrement dit que ce qui peut être décidé localement le soit, n'étant délégué aux échelons supérieurs que ce qui ne peut pas ne pas l'être. C'est le socialisme, non? Si on explique que le terme est galvaudé, l'est-il moins que l'autogestion, sur lequel le poids historique de Rocard, de Touraine, de la deuxième gauche est certainement plus fort que celui des camarades signataires, ceci dit sans leur faire de peine? On ne sache pas qu'ils l'abandonnent pour autant. Ils se battent quant à sa réalité. Comme tous les concepts importants, ils ne se définissent pas une fois pour toutes, ils se travaillent et se développent. Mais ils ne se laissent pas mettre de côté sans dommages irrémediables.

Socialisme donc. Mais non, puisqu'il faut *le communisme immédiat*. Immédiat fait déjà sourire quand on mesure les rapports de force. Passons,

c'est un autre débat. Mais surtout si vraiment le mode «postcapitaliste» autogestionnaire est celui que j'ai décrit (ou s'en approchant), c'est donc que des échanges marchands continueront à avoir lieu (même s'ils seront dominés économiquement par l'orientation de la fiscalité et du crédit public, essentiellement) et que donc le communisme ne sera pas encore là. Mais il y a plus, et bien plus important. À moins de sacrifier au mythe de «l'homme nouveau», figure centrale de toutes les utopies, jusqu'aux plus dramatiques, la politique continuera. Avec des procédures pour dégager des majorités et les contrôler. Ceci pour deux raisons principales, toutes liées au rejet de la formule Saint Simonienne reprise indûment par Engels comme quoi l'administration des choses remplacera l'administration des hommes. La première tient en l'administration «des choses». N'est-il pas évident que la régulation du climat ne relève pas seulement «des choses», mais d'abord «des hommes», donc de choix politiques? Qu'il en est de même de l'arbitrage entre temps de travail et niveau de production? Et il y a une deuxième raison qui, d'évidence, échappe à ces camarades. Ils estiment que le terme d'écocapitalisme est trop restreint pour englober tous les combats nécessaires, contre les aliénations et les oppressions. Mais il ne s'agit pas là juste d'une question de reconnaissance, comme si la liste valait à la fois résolution des problèmes et surtout résolution *harmonieuse*. Le communisme comme paradis sur terre? Non! Ces oppressions se modifient, se révèlent parfois (qu'en sera-t-il demain du débat sur les relations à la consommation humaine des animaux?) et surtout se contredisent en partie. Pour en tenir compte, il y faut à la fois de la stratégie consciente (donc discutable) et des luttes de chacun et chacune. Bref, de la politique. Donc (c'est un autre point central), de la garantie démocratique de ce débat, des procédures pour le trancher et le révoquer, la protection des minorités jusqu'aux individus. Donc un «droit séparé» et une Constitution. Donc un Etat qui structure tout ceci, sans lequel c'est une plaisanterie. Que cet Etat soit différent qualitativement de l'Etat bourgeois va de soi entre nous. En particulier en luttant pour qu'il s'élève le moins possible au dessus de la société. Qu'il n'y en ait plus («le communisme») c'est une autre histoire, et même souvent la voie la plus courte à la dictature au nom de la volatilité des droits. Avec le même principe je serais curieux de savoir ce que les soviets russes auraient décrété sur l'homosexualité dans leurs quartiers...

Et l'écologie alors? Parce que non seulement les signataires rejette «socialisme» mais aussi une interprétation supposée de l'écologie. Là c'est encore un autre niveau de débat, évidemment au moins aussi important. Je ne reprends ici que deux questions.

La première est le lien entre crise écologique et capitalisme. Ou, comme disent les camarades sur le fait que le productivisme déborde et dépasse le capitalisme. Si l'on veut dire par là qu'il a atteint aussi, et comment, les pays se réclamant du socialisme réel, c'est évident. Pour quelqu'un comme moi qui ait toujours défendu que là bas était à l'œuvre une sorte de capitalisme d'Etat, ça l'est encore plus. Mais le productivisme comme structure anthropologique fondamentale, ça c'est une thèse forte. Qu'il faudrait fonder, et qui justement ne tient pas ...|...

une seconde. Le productivisme (ou alors on parle d'autre chose) est justement l'idée de la production pour la production. Assurant les profits. Ou, versant idéologique plus subtil, et commun pendant longtemps au mouvement socialiste lui-même, assurant par elle-même «le progrès»de l'humanité. Ce moteur central n'est évidemment pas celui des petites sociétés «traditionnelles», mais pas plus des grands Etats et Empires, fussent-ils prédateurs de leur environnement. L'esclavage antique (à Rome au moins) tient dans un aspect extensif des conquêtes territoriales donc humaines, pas du tout sur l'exploitation intensive de la nature. Bien sûr les mécanismes marchands y sont présents très tôt, mais d'une manière dominée et souterraine. Là ce ne sont pas les valeurs d'échange qui dominent, mais bien les valeurs d'usage (sauf que le contenu de cet «usage»n'est évidemment pas celui que nous revendiquons). Non, le seul système où le productivisme au sens plein est consubstantiel c'est le capitalisme. Ce que Lowy comme Tanuro expliquent très bien (avec beaucoup d'autres). C'est là de plus, avec un «capitalisme sans dehors»désormais, que l'on mesure vraiment la finitude des ressources non à l'échelle locale mais mondiale. Là encore où la mise en cause du climat aura les conséquences majeures que l'on sait. Et tout à l'avenant. Ecosocialisme en ce sens dit exactement ce que ça veut dire. Le rapport entre les deux questions, leur liaison consubstantielle. Dans cet ordre d'idée surgit avec surprise dans ce texte un regard appuyé qu'on croyait réservé à «l'écologie profonde», réactionnaire comme on sait. Les forces productives sont des forces destructrices est-il dit tout de go. Qui plus est, de tout temps et toujours. Diable ! Qu'elles soient à la fois les deux, que donc il y ait toujours un aspect contradictoire dans la force productive (par exemple dans l'exploitation et l'aliénation capitaliste quand on est dans ce système), bien sûr. C'est le grand apport des élaborations écologiques. Mais pas au point d'annuler des évidences. Le développement capitaliste déforme et détruit. Mais c'est aussi un développement ! Précis, concret. Au Moyen Age l'espérance de vie à la naissance était de...15 ans. Très inégale? Oui. Les riches pouvaient espérer 10 ans de mieux, de quoi pavoiser. Les signataires pensent vraiment que le point où nous en sommes n'a rien à voir avec «le développement»? Voilà qui est nouveau, et mérite débat tant les implications sont lourdes sur ce que signifie exactement la décroissance pour eux (décroissance inévitable en tant que telle à mes yeux, mais encore faut-il s'entendre sur ce qui doit décroître non?).

L'autre grande surprise vient de l'élargissement de la portée du concept. S'il faut refuser d'accoler écologie et socialisme c'est que le premier serait le seul d'une portée universelle telle que non seulement il redessine l'histoire de l'humanité (ce qu'on a vu ci-dessus), mais qu'il englobe toutes les autres questions. Vraiment? Parce que l'on serait en équilibre avec la nature les femmes ne seraient plus opprimées? Est-ce vraiment ce que l'on peut repérer aujourd'hui dans les tribus amazoniennes? Et tiens, au hasard. Pachamama? Faut-il rappeler que l'avortement est illégal en Bolivie? Et on veut nous faire croire que ça marche toujours ensemble? Parmi toutes les réflexions variées «écoféministes»pourquoi ce choix en faveur

de l'essentialisme le plus cru? Plus de racisme non plus, quand dans tant de sociétés traditionnelles (une forte majorité) le terme d'humains est réservé aux membres de la tribu quand ce n'est pas du clan? On peut en discuter non? Voire même faire preuve d'un scepticisme certain?

Alors, ni trop englobant, ni pas assez: le concept d'écosocialisme est le bon. Il y a un débat que je considère comme légitime pour savoir s'il serait autosuffisant pour dessiner à la fois un projet de société et les axes majeurs du combat pour y parvenir. Mais l'adopter pour lui-même, le défendre, l'améliorer, le développer, oui, absolument. D'ailleurs les camarades en font le demi-aveu en disant «on trouve pas mieux». Et bien d'accord: en attendant, on garde alors?

7|3| L'ÉCOSOCIALISME, VRAIMENT ? PIERRE KHALFA – MAI 2013

Le débat sur l'écosocialisme est un débat fondamental car il renvoie à notre projet d'émancipation. Je me situerai par rapport aux deux textes «Une contribution critique sur les thèses écosocialistes et l'écosocialisme»de Magali Braconnot et alii (dans la suite du texte Contribution) et celui, en réponse, de Samy Johsua «Oui, l'écosocialisme !».

Avant d'entrer dans le fond du débat, il faut évacuer un faux problème, celui de l'appropriation de ce terme par le PG. Je partage ce que dit Samy sur le sujet. Le fait que le PG ait repris ce terme, en lui donnant évidemment une conception qui lui est propre, et c'est assez normal, n'est pas a priori un obstacle pour que le Front de gauche (FdG) s'en empare. C'est ce qui a été fait avec l'expression «révolution citoyenne»qui indique une perspective de changement radical, même si le contenu que chacun y met peut être différent.

≥ De l'importance des mots

Les signataires de la Contribution expliquent que le terme «socialiste»est marqué historiquement à la fois par l'échec de la social-démocratie et par les réalisations du «socialisme réellement existant». Samy balaie ce constat en expliquant que les auteurs de la contribution font de même avec le terme «autogestion»qui serait aussi galvaudé que celui de socialisme. Au-delà du débat sur ce point - on peut contester l'affirmation de Samy, mais ce n'est pas le plus important -, l'argument frôle l'esquive. En effet, la question est de savoir si au vu de son histoire, le terme «socialiste»peut encore être employé par ceux qui se battent pour l'émancipation de l'humanité.

Samy y répond positivement en expliquant que «Comme tous les concepts importants, ils ne se définissent pas une fois pour toutes, ils se travaillent et se développent». Il aurait raison si ce concept (il serait d'ailleurs plus juste de parler de perspective politique) n'avait pas signifié dans le meilleur des cas l'adaptation au capitalisme et dans le pire quelque chose de radicalement opposé à toute perspective d'émancipation. Il ne peut donc pas, sans longues explications, être le drapeau sous lequel nous nous battons. Au-delà même de son contenu (voir plus loin), quel est l'intérêt politique d'employer un mot dont il faudra à chaque fois préciser que le contenu que nous y mettons n'a rien à voir avec l'URSS ni avec le Parti socialiste. Concernant ce dernier point le PG

est d'ailleurs conscient du problème puisqu'il essaie d'imposer comme élément de langage «solférien» à la place de «socialiste».

On n'est pas donc là dans un simple processus de développement du concept, comme semble le penser Samy où l'on passerait du «socialisme utopique» au «socialisme scientifique» et maintenant à l'écocialisme. Nous sommes obligés de comprendre ce qui, dans la conception du socialisme des 19^{ème} et 20^{ème}, a fait que nous en sommes arrivés là. Autrement dit, les échecs des processus d'émancipation du passé ne viennent pas seulement d'erreurs tactiques, de rapports de forces défavorables, mais aussi de la nature même du projet de transformation sociale.

≥ **Le socialisme**

Une des caractéristiques du socialisme est le fait qu'il s'appuyait sur un sujet révolutionnaire, le prolétariat. Même si nous étendons ce terme à celui de salariat, je pense que cette perspective n'est aujourd'hui plus tenable. Certes les salarié-es peuvent être capable de se dresser par leurs mobilisations contre la bourgeoisie, mais cela ne dit rien sur leur capacité à être porteurs d'un projet révolutionnaire. L'expérience historique des pays capitalistes développés a jusqu'ici montré que ce n'était pas le cas et il faut s'interroger sur les raisons de ce fait.

S'y ajoute un autre problème que pointent à juste titre les auteurs de la Contribution, le fait que le développement du capitalisme change la donne. Le rapport conflictuel entre le capital et le travail n'a évidemment aucunement perdu de son importance et reste le moteur de luttes sociales décisives. Cependant de nouveaux terrains d'affrontements apparaissent, liés, en autres, à l'extension apparemment sans fin du règne de la marchandise. Ce phénomène n'est certes pas nouveau, mais c'est son ampleur qui est ici remarquable. En effet, après la seconde guerre mondiale, l'action du capital avait été bornée et de nombreuses activités sociales lui avaient, de fait, échappé. La mondialisation néolibérale, sur la base de l'échec du mouvement ouvrier, apparaît d'abord comme la destruction des limites mises à l'activité du capital et la reprise, sur une échelle plus vaste, d'un processus de marchandisation qui veut embrasser tous les aspects de la vie sociale et la vie elle-même. Il y a non seulement de multiples oppressions historiques que l'opposition capital/travail ne prend pas en compte, mais le mouvement même du capital en étendant sa domination au delà de la sphère des rapports de production, en visant la société toute entière, rend obsolète l'idée même de sujet révolutionnaire. C'est ce qui explique, en partie, que le mouvement altermondialiste ait eu un caractère «non classiste»... et que nous parlons de révolution citoyenne et pas de révolution prolétarienne. Samy, dans sa défense du socialisme, passe totalement cet aspect fondamental sous silence.

Samy met l'accent, dans le socialisme, sur deux aspects, l'appropriation collective des grands moyens de production, financiers et d'échange (il parle à juste titre de «socialisation») et la planification. Il ajoute à ces deux points l'existence d'un Etat de droit garantissant les libertés démocratiques. Or ces trois points posent de nombreux problèmes que je ne vais qu'évoquer ici. Tout d'abord comment faire en sorte

que l'appropriation collective ne soit pas simplement une étatisation? Comment faire pour aller vers une socialisation effective et non pas simplement formelle? Il est assez curieux que Samy n'évoque pas ici le risque principal d'un processus d'appropriation collective, le fait que se forme une nouvelle classe dirigeante, ce qui a été le cas dans tous les pays où un tel processus a eu lieu. De plus, Samy ne dit pas un mot d'une question centrale: les forces productives sont marquées du sceau du capital et la division du travail, division à la fois technique, sociale et sexuelle, continuera, reproduisant ainsi les divisions de classe et de sexe. Il ne suffit donc pas de collectiviser les grands moyens de production pour résoudre les problèmes. Voilà la première leçon du passé.

Samy affirme que «si nous renoncions à l'idée de planification, il n'y a aucun doute sur la suite: le principe régulateur dominant serait... le marché». Il reprend donc l'opposition classique plan/marché. Or cette opposition passe à côté de l'essentiel. Côté planification, le problème essentiel est celui des catégories qui gouvernent le plan. Le plan peut parfaitement être le cadre dans lequel s'effectue «la mise en valeur de la valeur» (je ne vais pas entrer ici dans le débat pourtant nécessaire sur la loi de la valeur). Si la règle actuelle du «produire toujours plus en moins de temps» est, par exemple, le critère dominant, le plan ne fera que reproduire les exigences du productivisme capitaliste. De plus, l'idée même d'un plan impératif global est problématique: aucun organisme n'est capable de prendre en compte l'ensemble des éléments entrant dans la production de toutes les entreprises ni d'anticiper le comportement de ces dernières qui peuvent se transformer en centres de production autonome (intérêts propres des directions d'entreprise et des salariés concernés) et le serait-il, que ce serait un monstre technocratique. Au-delà, on peut douter que l'application d'un principe de subsidiarité suffise à assurer un caractère démocratique à la planification. Enfin, il me semble que Samy assimile marché et capitalisme. Il peut très bien y avoir des marchés qui échappent à la logique capitaliste parce qu'ils sont encadrés dans des dispositifs institutionnels qui les surdéterminent. Cela a été le cas, par exemple, dans les sociétés antiques, notamment à Athènes. Pour prendre un exemple plus récent, même dans le cadre du capitalisme, le marché du dioxyde de soufre (SO₂) aux Etats-Unis, encadré et contrôlé, a été un succès. L'opposition n'est pas donc entre le marché et le plan, mais entre la logique capitaliste et les décisions démocratiques prises par la communauté politique.

Remarquons que contrairement à ce qu'affirment les auteurs de la Contribution, l'autogestion ne résout absolument pas ces problèmes. L'entreprise autogérée reste comme le dit Samy, «un privé "collectif"» et le risque est qu'elle se comporte en stricte entreprise privée, ce d'autant plus que la division du travail régnera en son sein, que l'autogestion risque d'être toute relative et la planification inefficace.

Dernier problème, les rapports entre l'Etat et la politique. Pour Samy il ne peut pas y avoir de politique sans Etat. C'est très discutabile. Tout d'abord, historiquement, la politique est née dans une cité, l'Athènes de l'âge classique, dans laquelle il n'y avait pas d'Etat au sens où Samy le définit, c'est-...|...

à-dire une structure qui s'élève au dessus de la société. En fait il y a dans les propos de Samy une confusion entre Etat et institutions. Aucune société ne peut vivre sans institutions qui permettent la régulation des conflits. L'Etat est la forme que prennent ces institutions dans une société dirigée de façon stabilisée par une classe dominante en opposition au reste de la société. Dans une perspective émancipatrice, c'est justement le rôle des institutions politiques que de créer les conditions d'une participation pérenne des citoyen-nes à la décision politique. Comme l'indique Castoriadis, le rôle de l'action politique démocratique, consiste en dernière instance à «créer les institutions qui, intériorisées par les individus, facilitent le plus possible leur accession à leur autonomie individuelle et leur possibilité de participation effective à tout pouvoir explicite existant dans la société». Le refus de la perspective Saint-Simonienne, reprise par Marx et Engels - «l'administration des choses remplacera le gouvernement des hommes»-, doit nous amener à mettre au poste de commande la politique, mais la politique existe en dehors de l'Etat et notre objectif doit être de faire en sorte de créer des formes de pouvoir politique qui permettent que les êtres humains décident des affaires qui les concernent.

Bref, si l'expérience du passé nous montre assez clairement ce qu'il ne faut pas faire, on mesure les difficultés pour élaborer un projet de société réellement alternatif. Et ce n'est pas l'emploi du mot «socialisme» qui va beaucoup nous aider.

≥ **L'écologie**

Je partage l'essentiel des critiques de Samy aux auteurs de la Contribution sur ce sujet. Petite remarque de détail: si ces derniers ont raison d'insister sur l'importance de la réduction du temps de travail, il est assez curieux de penser que «en diminuant la place du travail dans la vie», la RTT permettrait de pouvoir «auto-produire». Plus globalement leur conception de l'écologie renvoie à une vision irénique des rapports entre les êtres humains et la nature. S'ils ont raison de dire que «l'écologie traite de la manière dont les espèces vivantes habitent le milieu naturel terrestre, avec un mouvement de co-transformation entre l'espèce vivante et le milieu», la divergence vient de la place des êtres humains dans ce processus. Les auteurs de la Contribution rappellent que «l'apparition de l'espèce humaine a changé la donne à cause de son pouvoir inédit d'action sur son milieu de vie» et enchainent dans la foulée sur les «dégradations écologiques, de masse, provoquées par les humains (...) bien avant l'instauration du capitalisme», et ce citer les grands empires de l'antiquité. On pourrait largement contester d'un point de vue historique cette affirmation, mais là n'est pas le problème principal. L'humanité a un pouvoir de transformation de la nature d'une ampleur radicalement et qualitativement différente de celle des autres espèces vivantes. Ce pouvoir de transformation peut être utilisé pour le meilleur et pour le pire. L'humanité aurait-elle dû ne pas s'en servir? Certains pensent ainsi que tout le mal vient de «l'invention» de l'agriculture.

De mon point de vue, l'objectif n'est pas la préservation en elle-même de la planète - elle a déjà subi moult transformations depuis qu'elle existe, et ce avant même l'apparition de l'humanité -, mais la

préservation des équilibres écologiques nécessaires à la vie de l'humanité dans des conditions de bien-être. Il n'y a pas pour moi d'équivalence entre les êtres humains et «les êtres vivants non humains» et un moustique porteur de la malaria doit être éliminé. Prendre en compte l'écologie ne signifie pas penser qu'il peut y avoir une harmonie entre les êtres humains et la nature. Cette harmonie n'a jamais existé et n'existera jamais, ce qui me fait refuser l'idéologie de la Pachamama. L'humanité a besoin d'une planète sur laquelle elle puisse vivre et s'émanciper et ce qui pose problème actuellement, c'est l'apport de l'écologie de l'avoir mis en évidence, c'est que l'activité même des êtres humains est en train de mettre en danger cette possibilité.

Or, contrairement à ce qu'affirment les auteurs de la Contribution, ce phénomène est très récent. Il commence avec la révolution industrielle et s'amplifie par la suite avec le fordisme et le néolibéralisme. La crise écologique est le produit du capitalisme car c'est le seul moment historique où l'économie a été désencastrée, devenant une sphère autonome guidée par la logique du profit maximal. Certes le capitalisme n'a pas surgi du jour au lendemain et s'est progressivement installé dans les pores de la société féodale. On peut donc avoir une discussion théorique sur le rôle des Lumières dans ce processus, la place de la Raison, sa transformation en rationalisme... Débat sans fin.

Dernier point sur ce sujet, la question des forces productives. Certes celles-ci peuvent se transformer en forces destructrices, mais la critique principale à faire au marxisme sur ce point est ailleurs. C'est l'idée même de contradiction entre les forces productives et les rapports de production comme moteur de l'Histoire qu'il faut remettre en cause. Ce qui est présumé dans cette conception, c'est qu'il serait dans la nature des forces productives de croître. Or, des sociétés ont vécu des centaines d'années sans développement significatif des forces productives. Les raisons de leur naissance et de leur disparition sont à chercher ailleurs que dans la contradiction entre le développement des forces productives et des rapports de production. Ces sociétés ne se posaient même pas le problème de développer les forces productives. Ce que nous vivons comme une stagnation était pour elles une stabilité naturelle et bienheureuse. Il a fallu attendre le capitalisme pour que le développement des forces productives devienne la question centrale de la société. Ce qui est expliqué par Marx, c'est le fait que le développement des forces productives puisse être entravé. Ce qui n'est jamais expliqué, c'est pourquoi les forces productives devraient croître... sauf à supposer que c'est dans leur nature profonde. On baigne ici dans la métaphysique.

≥ **Conclusion**

On le voit, les débats autour de l'écosocialisme renvoient à des problèmes compliqués qui, de plus, sont très peu discutés à une échelle un peu large, même dans le milieu militant. La conclusion politique de ce fait s'impose d'elle-même. Aucun courant n'a de légitimité politique et théorique pour imposer son point de vue. Cela vaut pour toutes les forces du FdG et à l'extérieur. La redéfinition d'un projet d'émancipation est à l'ordre du jour. Elle doit

éviter deux écueils: le premier est de faire table rase du passé en pensant assez naïvement que l'on peut tout inventer à partir de rien, simplement en surfant sur certaines tendances actuelles; le second est de croire que les peuples ont la mémoire courte et qu'il suffirait de reprendre les vieilles formules pour que cela marche.

C'est dans ce cadre qu'il faut discuter que l'écossocialisme. Cette notion a deux inconvénients majeurs: elle nous tire vers des projets politiques qui ont échoué; elle fait comme si le problème était simplement de mêler le rouge et le vert alors que la question est justement de transformer en profondeur la perspective rouge et la perspective verte. Bref, il s'agit d'une notion qui risque de nous empêcher de penser la redéfinition d'un projet de transformation sociale.

7|4| ECOSOCIALISME : UNE RÉFÉRENCE NÉCESSAIRE

La nouvelle formation que nous appelons de nos vœux doit-elle se réclamer de l'écossocialisme? Nous n'abordons pas ici la question de savoir si le terme écossocialiste devrait ou non figurer dans son nom, ce qui suppose un débat spécifique et distinct, mais de la dénomination que notre nouvelle formation entend donner à la perspective pour laquelle elle se bat.

Nous sommes au milieu d'un champ de ruines où ici et là pointent des éléments de renouveau. «*Puisqu'en effet nous sommes le fruit de générations antérieures, nous sommes aussi le fruit de leurs égarements, de leurs passions, de leurs erreurs, voire de leurs crimes: il n'est pas possibles de se couper tout à fait de cette chaîne. Nous aurons beau condamner ces égarements et nous en croire affranchis, cela n'empêchera pas que nous en sommes les héritiers.*» F. Nietzsche, *Considérations inactuelles*. In Oeuvres, T.1.

Aucun terme n'est sorti indemne du désastre du siècle passé; reste que ce qui plombe l'horizon, ce n'est pas avant tout un manque de vocabulaire, mais bien l'effondrement de la crédibilité à une échelle de masse de la perspective d'une transformation sociale radicale, voire de son caractère souhaitable. On peut certes renvoyer le problème aux futures expériences fondatrices qui ne manqueront pas de se produire. Cela présente un certain confort mais conduit à sous-estimer l'importance du travail à opérer aujourd'hui dans cette dure période d'adversité et de réaction: allier du neuf avec du vieux dans un patient travail d'inventaire collectif en étant constamment attentif aux bourgeonnements prometteurs, à l'écoute de l'herbe en train de pousser.

Il faut donc recommencer «par le milieu» pour reprendre l'expression de Gilles Deleuze recyclée par Daniel Bensaid. Pour l'instant, nous n'avons pas trouvé de meilleur terme que l'éco socialisme pour évoquer la nécessité d'avoir recours à la lutte des classes et la mobilisation sociale dans l'analyse comme dans les travaux pratiques, pour assurer une transition écologique nécessairement juste socialement et partagée démocratiquement (sauf à tomber dans des solutions totalitaires de gestion de la pénurie...), et ouvrir la perspective d'une émancipation sociale et politique. La prise en compte de l'écologie ne peut se borner à ajouter un paragraphe de plus au programme, mais conduit à revoir de fond en comble la perspective

socialiste. La question écologique n'est pas «plus importante» que les différentes facettes de la question sociale que le socialisme doit (ou devrait) intégrer politiquement (classes, genres, peuples, identités et orientations sexuelles, générations), mais de nature différente. Contrairement à celles-ci sa problématique ne fait pas intervenir seulement les relations des hommes et femmes entre eux/elles mais un élément extérieur, la nécessité incontournable de faire avec les limites écologiques. L'émancipation politique visée par la perspective socialiste doit donc sous peine de forclusion intégrer pleinement l'impératif écologique. Cette intégration conduit nécessairement à placer la question d'une démocratie radicalement élargie en son cœur, seule la démocratisation réelle des choix fondamentaux, donc y compris économiques, pouvant permettre de concilier émancipation et contrainte écologique.

En ce sens, l'intégration de la question écologique renforce les leçons tirées du désastre du stalinisme et de ses avatars: l'impérieuse nécessité de placer la démocratie au cœur de la transition au socialisme et de la construction du socialisme. L'écossocialisme recherche une synthèse entre les apports d'un marxisme vivant et ceux de l'écologie politique. Cela ne peut entraîner qu'une profonde refonte de ces deux corpus théoriques et politiques.

Écossocialisme s'inscrit dans l'émergence d'un courant politique radical et pluriel dans toute une série de pays, courant qui ne se résume ni aux forces de la IV^{ème} internationale d'un côté ni au PG français de l'autre (voir par exemple les développements récents aux États-Unis ou encore au Québec). On ne saurait donc sous prétexte que ce parti a repris cette référence ne pas l'adopter. Le cadre ouvert par la perspective de l'écossocialisme est nécessairement pluriel. Il ne s'agit pas de définir un nouveau dogme, mais de délimiter un espace de débats et de confrontations dans le cadre d'une visée stratégique. En ce sens, le fait que le PG ait repris cette perspective est un élément bien plus positif que négatif, et constitue un marqueur de l'attraction exercée par ce terme. Que nous ayons critiqué la conception de l'écossocialisme développée par le PG ne nous empêche pas de constater que ce parti cherche à intégrer réellement la dimension écologique à une perspective de transformation sociale, fait significatif et nouveau à gauche, qui permet un déplacement positif des débats (le débat politique sur l'écologie était jusqu'ici dominé par EELV), dans lequel il nous appartient de nous insérer et de contribuer sans censure.

Reste qu'un mot ne dit pas tout ce qu'il peut contenir et qu'un seul terme ne peut résumer notre identité politique ou les références dont on se réclame. Il ne s'agit donc pas de défendre ici l'écossocialisme contre le reste, d'opposer des références tout à fait compatibles, mais de plaider pour l'adoption et l'utilisation large de ce terme, même si non exclusives.

Laurent Garrouste, Laurence Lyonnais
(GA)

7|5| SUR LE DÉBAT AUTOUR DE L'ÉCOSOCIALISME ROGER MARTELLI

Ce débat déborde largement son sujet et c'est normal. Samy réagit au texte des Alternatifs; Pierre réagit à celui de Samy. L'ensemble me suggère quelques réflexions. ...|...

1. Un clou ne chasse pas l'autre. Marx critique Proudhon et Marx parce qu'ils contournaient la question de l'État et vouaient le mouvement ouvrier à l'isolement et à l'échec; Proudhon (et son fédéralisme) et Bakounine (et sa culture antiautoritaire) critiquaient Marx parce qu'ils voyaient dans la centralité de Marx (le parti pris «dictatorial») le germe d'un despotisme. Formellement, l'évolution du soviétisme leur donne raison sur ce point. Ce n'est pas pour autant que Marx avait tort; l'intuition juste de la critique anarchiste ne valide pas en totalité le projet anarchiste; elle n'invalide pas le constat de la limite historique de leur projet politique.

2. Il est trop facile de dire que si l'expérience soviétique a capoté, c'est parce que Lénine a «oublié» *L'État et la révolution*. Il ne l'a pas oublié: il ne sait pas quoi en faire concrètement, dans le contexte terrible de 1918-1921. La force du mouvement de 1917, c'est la conjonction de l'initiative bolchevique «en haut» et de la créativité populaire «en bas». La spontanéité du bas débouche dès la fin 1917 sur la cacophonie et l'emballement (la terreur ne vient pas que du haut); la crispation du haut nourrit le vertige de la terreur. Lénine bricole, comme il peut: il joue le communisme de guerre, puis la Nep. Qui, alors, fait mieux que lui?

3. L'idée du communisme à usage immédiat est nécessaire: oublier la fin au nom des moyens, fût-ce provisoirement, conduit à la catastrophe. Mais la fin sans moyens est une impasse. Une trop grande abstraction de la fin, n'aide pas à l'émergence de moyens pertinents pour l'atteindre. Entre 1917 et 1921, il existe une radicalité positive et une radicalité destructrice: celle du «communisme de gauche» est du côté des destructrices. La voie léninienne ne souffre ni de sa radicalité (base de la critique «menchevique» de Lénine), ni de son absence de radicalité (base de la critique «de gauche» de Lénine). Elle est dans l'absence d'anticipation concrète du processus de subversion de l'existant. Dès lors, la pratique révolutionnaire oscille entre radicalisations brutales et compromis. Elle n'en est jamais sortie.

4. Pierre dit, à juste titre, que l'on n'accorde pas assez d'importance aux expériences de dépassement en acte des logiques de dépossession étatique ou marchande. Il a raison, mais partiellement. Formellement, le communisme n'est rien d'autre que le mouvement par lequel l'état des choses existant se conteste, se dépasse et s'abolit. Le communisme est processus, c'est-à-dire qu'il est indissociablement la fin et le mouvement qui y conduit; or, dans le mouvement qui porte vers la finalité, il n'y a pas seulement ce qui relève déjà de la finalité. Le mouvement est tout, disait Bernstein pour «réviser» Marx; il entendait par-là que la fin était somme toute seconde par rapport à la pratique immédiate à l'intérieur du système. Mais la réponse à Bernstein n'est pas: la fin est tout et le mouvement n'est rien. Si la finalité et le mouvement forment un tout, il est contradictoire: il doit y avoir de la fin dans le mouvement, mais il n'y a pas que de la fin.

5. Il faut penser en termes de processus. Celui de la transformation / subversion / dépassement /

abolition est un enchevêtrement de trois registres qu'il faut penser dans leur articulation; pas dans leur séparation et, a fortiori, pas dans leur opposition.

Le premier registre est classiquement réformateur: on s'inscrit dans les mécanismes et les systèmes de normes existantes pour, par exemple, agir volontairement sur l'investissement par le jeu de la fiscalité (la taxation nationale et supranationale des transactions financières) ou par la production de normes de droit (par exemple, les normes européennes de régulation du marché du travail). C'est du réformisme classique; aucune raison de s'en priver. À condition de ne pas faire cela seulement.

Le deuxième registre est plus ambitieux: il consiste à infléchir les mécanismes eux-mêmes. La réglementation de la concurrence, la politique monétaire, le système général du crédit, la politique des revenus et le marché des emplois sont des domaines par excellence où se joue l'équilibre du privé et du public, du marché et du plan, de la politique concertée et de la concurrence. L'intégration des normes sociales et environnementales dans les comptabilités publiques et privées et l'institution d'une sécurité sociale généralisée (emploi formation, revenus) participent de ce même registre. C'est du réformisme radical; à proprement parler, cela reste du réformisme. Nécessaire, mais non suffisant...

Le troisième registre, enfin (c'est celui qu'évoque justement Pierre), travaille les logiques profondes du développement et façonne le mode même de création des richesses et leur nature. Il touche tout particulièrement aux transformations et à l'extension du secteur public et de l'économie sociale. C'est dans sa temporalité que se nouent la capacité ou l'incapacité à expérimenter des normes de régulation générale à même de se substituer aux opérateurs généraux du marché «libre» et de l'État «administré». On n'est plus alors dans le système. Mais la sortie du système ne vaut que si elle contribue à déboucher sur un autre «système»; l'expérimentation ne peut y parvenir si elle ne se raccorde pas aux autres pratiques.

Réformisme classique, réformisme radical et expérimentation alternative: les trois registres ne s'opposent plus, dès l'instant où ils se glissent dans une cohérence volontaire d'action, où l'esprit de rupture et de dépassement deviennent dominants. Le premier champ renvoie à l'action immédiate, le troisième à l'expérimentation de long souffle, le second se situant sur un registre intermédiaire. Les temporalités ne se confondent pas; elles ne devraient pas se séparer pour autant. Rien n'est plus dangereux que de s'abandonner à l'habitude facile qui consiste à accumuler au début d'une législature des mesures symboliques, mais qui ne touchent pas aux structures «lourdes» de la finance, du droit ou des institutions. Une politique d'alternative doit donc «doser», à chaque moment de son développement, les réformes tenues pour ponctuelles et les réformes supposées davantage structurelles, dans tous les domaines, du financier au politique... et vice versa.

6. Personnellement, je ne prise guère la notion d'écosocialisme, non parce que je la juge infondée mais parce que je la tiens pour incomplète. Je n'ai pas envie de discuter les deux termes séparément (je comprends l'enjeu de la distinction du «socialisme» et du «communisme» et, en même temps, je la trouve historiquement un peu trop abstraite). Et je suis bien convaincu que le lien du combat «socialiste-communiste-historique» et de l'écologie est fondamental. Mais la question qui nous est posée renvoie à des questions qui excèdent les terrains dissociés de l'économique, du social, du politique et de l'environnemental. Le monde contemporain nous rappelle, à chaque moment, que l'exploitation, la ségrégation ou la domination renvoient à un phénomène plus large qui est l'aliénation, la séparation de l'individu de ce qui le constitue en être humain. S'il est un point commun à tous les combats d'aujourd'hui, c'est leur exigence de désaliénation et donc de réappropriation, individuelle et collective. Émancipation et mise en commun: c'est par ce double mouvement que la masse dissociée devient multitude et peut aspirer à se constituer en peuple. Ecosocialisme peut participer de ce mouvement; il ne le dit pas à lui tout seul.

Je suis d'accord avec nos amis Alternatifs: notre palette de couleur n'est ni le rouge, ni le vert, ni le rouge et vert; elle n'est ni unicolore, ni bicolore ni tricolore. Notre couleur, c'est l'arc-en-ciel.

7|6| RÉPONSE À SAMY JOHSUA

Contrairement au terme utilisé par notre ami Samy, notre contribution n'est pas «une guerre» contre le concept d'écosocialisme: il s'agit dans un premier temps d'une critique de l'écosocialisme version PG (les 18 thèses) ce qui nous permet de définir ce que nous entendons par écologie et notre rapport à la référence socialiste, et dans un second temps un questionnement plus large et plus général sur l'écosocialisme comme référence principale d'un nouveau projet d'émancipation qui soit à la hauteur de la crise de civilisation actuelle.

Ce n'est pas «a priori» que nous avons considéré les thèses du PG comme «incompatibles avec nos propres textes» mais c'est une lecture attentive et critique qui nous a montré les limites des conceptions politiques de l'écosocialisme contenues dans les «18 thèses».

Pour reprendre les termes de Samy, cette «attitude rime» à susciter un débat politique sur le contenu d'une politique d'émancipation, ce que nous ne considérons pas comme «un détournement des enjeux» mais bien plutôt comme une manière de traiter une question de fond: quels contenus pour un nouveau projet d'émancipation et comment nommer un tel projet? Nous parlons de «retrouver la force propulsive des mots socialisme et communisme» qu'ils avaient hier.

«Le socialisme serait obligatoirement centralisé», «il faut le communisme immédiat», «le productivisme comme structure anthropologique fondamentale», «les forces productives sont des forces destructrices de tout temps et toujours et seulement ça», «l'écologie serait le seul concept de portée universelle qui englobe toutes les autres questions».

Voici ce que semble nous reprocher, pour le dire vite, Samy: l'essentiel de son argumentaire tourne autour de la critique de ces énoncés et de ce qu'ils induisent. Problème: Samy nous fait dire ce que nous n'avons pas dit! C'est dommage: cela ne favorise pas le débat, un débat que pour notre part nous souhaitons à la fois sérieux et fraternel.

Mais revenons aux propos réellement tenus faisant l'objet de critiques de Samy.

≥ Sur la planification

Samy maintient l'idée de planification comme étant fondamentale dans une société socialiste. Il l'appelle planification démocratique, ce qui n'est guère nouveau (on en parlait déjà dans le Programme Commun en 1972), afin de bien la distinguer de la planification bureaucratique de l'URSS. Comment la définit-il: pour que la planification soit démocratique «il faut y ajouter un principe général de subsidiarité».

Le terme de planification nous pose un certain nombre de questions liées à son histoire et à ses possibles contenus mais la définition que propose Samy nous en pose encore plus: la subsidiarité suffirait donc à définir ce qui est démocratique? Nous faisons pour notre part appel au concept tout à fait différent «d'autogestion» qui ne nous semble pas galvaudé contrairement à ce que pense Samy. Rocard et Touraine pèseraient autant sur l'autogestion que l'histoire du XX^e siècle sur le communisme et le socialisme? Soyons sérieux!

De plus la question des contenus est pour nous toute aussi importante: est-ce décider de manière coordonnée de toutes les productions? De certaines? Lesquelles? De leur quantité? De leur qualité? Est-ce indiquer aux acteurs économiques et sociaux un cadre en terme d'allocation des ressources naturelles, des pollutions induites, des transformations à opérer dans leur production (réduire le CO₂ produit, allonger la durabilité des biens)? Tout reste à discuter sur le «quoi» autant que sur le «comment».

≥ Sur l'état

Passons à la question de l'état: dans notre contribution nous critiquons la vision étatiste des «18 thèses» que nous resituons dans la tradition «républicaniste» qui est celle du PG. Samy transforme cela en volonté d'un passage immédiat au communisme et en croyance dans «un homme nouveau» qui ferait disparaître la nécessité de la politique. Il est difficile de répondre sur ce point: encore une fois, ce n'est pas ce que nous disons. Il suffira de relire la partie de notre texte sur le socialisme pour s'en convaincre.

C'est ici que nous parlons d'autogestion et d'autogouvernement de la société comme questions majeures d'un projet d'émancipation. Pour nous, cela ne peut se concevoir à l'échelle d'une société que dans le cadre d'une dynamique populaire de subversion des rapports de production et de la propriété capitaliste. Rien à voir avec une disparition de la politique: c'est même le contraire!

≥ Sur l'écologie

C'est ici que la critique de Samy est la plus caricaturale. «Écologie profonde», «réactionnaire», ...|...

«essentialisme le plus cru»voici ce qui caractériseraient notre vision de l'écologie.

Rappelons que le terme d' «écologie profonde»a été utilisé par des philosophes de droite comme Luc Ferry pour délégitimer toute l'écologie et que les débats au sein de l'écologie sont beaucoup plus compliqués que ce qu'en pense Samy.

Mais levons certains malentendus étant donné qu'il semble il y en avoir:

➤ **Sur le productivisme:** nous ne pensons pas que le productivisme soit «une structure anthropologique fondamentale»mais notre vision de l'idéologie productiviste est très différente de celle qu'en a Samy. En effet, il confond le fait que le capitalisme est fondamentalement productiviste avec le fait que seul le capitalisme est productiviste. Le productivisme dépasse le simple cadre du capitalisme, nous le réaffirmons, et Samy en fait lui-même l'aveu lorsqu'il dit que l'idéologie productiviste a été un des aspects du mouvement socialiste: le progrès par l'extension continue des forces productives. Une deuxième confusion porte sur une mauvaise lecture de notre texte: jamais nous n'avons dit que le productivisme était «un moteur central»des petites sociétés «traditionnelles»ni des grands états et empires pré-capitalistes. Par contre, nous avons affirmé que d'autres facteurs de dégradation des écosystèmes ont existé dans l'histoire avant même l'émergence du capitalisme et que les prendre en compte dans l'élaboration d'un projet véritablement écologique est important. Tout ramener au productivisme est une erreur. La réduction de la biodiversité est pour le moins aussi importante. Et le concept majeur d'écosystème montre que toute disparition d'une espèce a des effets négatifs en chaîne sur les autres espèces, dont l'espèce humaine, qui ne saurait vivre dans son «splendide isolement».

Reprenons ce moment clef de l'histoire humaine qu'a constitué la Traite des Noirs. Outre la considérable destruction de vie humaine et le blocage brutal de l'essor de civilisations africaines, elle s'est traduite aussi par la destruction de la forêt tropicale côtière en Amérique Latine avec toutes les formes de vie qu'elle contenait. Et elle a imposé le modèle de la grande agriculture d'exportation, dont on connaît aujourd'hui les dégâts qu'elle provoque.

➤ **Sur les forces productives:** nous n'avons jamais dit que les forces productives se réduisent à des forces destructrices mais qu'elles étaient «potentiellement»destructrices et se transformaient «effectivement»en forces destructrices. Nous ne commenterons pas le reste du paragraphe que Samy a rédigé sur ce thème qui ne fait en rien référence à notre texte.

➤ **Sur le concept d'écologie:** pour Samy, nous avons affirmé que le concept d'écologie «serait le seul d'une portée universelle telle que non seulement il redessine l'histoire de l'humanité mais qu'il englobe toutes les autres questions». Au-delà du fait que ce que nous fait dire Samy est caricatural, qu'il se rassure: nous ne comptons pas remplacer le paradigme rouge par un paradigme vert (celui de l'écologie profonde précisément), ni d'ailleurs simplement accoler le rouge et le vert. C'était

d'ailleurs là tout le sens de notre contribution initiale. Mais plus inquiétante est la suite du texte qui fait preuve d'un européocentrisme certain: que peut vouloir dire d'enchaîner Pachamama et interdiction de l'avortement en Bolivie? Qui veut faire croire qu'équilibre avec la nature «marche toujours»avec émancipation des femmes?

Encore une fois, puisque cela est nécessaire, rappelons ce que nous avons réellement dit. Tout d'abord, nous pensons important de puiser des ressources pour un nouveau projet d'émancipation au-delà des traditions progressistes et révolutionnaires européennes des XIX^e et XX^e siècles. La référence à la figure de la Pachamama se situe dans ce cadre-là et ne pas en comprendre les enjeux, sans d'ailleurs se faire trop d'illusion sur son usage politique actuel en Bolivie ou en Equateur, nous semble problématique. Enfin, un des apports des mouvements écologistes des années 70/80 a été de mettre en avant la multiplicité des contradictions et donc des terrains de luttes et notamment féministe. Tout cela est donc bien loin des idées que nous prête Samy.

Nous vivons une époque où converge toute une série de territoires d'oppression, et, c'est cela qui est passionnant, convergent en même temps de nombreux facteurs et aspirations à l'émancipation, sans contester que la lutte contre le capitalisme soit centrale, mais non unique. L'oppression des femmes existait déjà dans les sociétés primitives, mais c'est maintenant qu'elle suscite des luttes, que l'on retrouve à l'échelle mondiale, dans toutes les civilisations.

Nous avons souhaité par notre contribution initiale lancer le débat. Nous avons voulu par ce présent texte répondre à celui de Samy qui nous a semblé pour le moins problématique. Au-delà, nous nous félicitons des échanges et des différentes contributions à ce débat.

Continuons à débattre de l'écocapitalisme, de l'écologie, du féminisme, du socialisme, du communisme, de l'autogestion, de la place de l'état dans un projet d'émancipation, de la pluralité des formes de domination et des contradictions.

Continuons à débattre de ce que pourrait être un nouveau projet qui place en son cœur l'émancipation humaine de toutes les formes de dominations.

Dans ce cadre nous réaffirmons qu'il faut aller bien au-delà de «l'écocapitalisme»et même du simple «rouge et vert». D'où notre mise en avant de la couleur «Arc en ciel». A nous d'inventer ensemble cet au-delà !

**Magali BRACONNOT -
Michel BUISSON -
Florence CIARAVOLA -
Bruno DELLA SUDDA -
Véronique DUBARRY -
Stéphane LAVIGNOTTE -
Arthur LEDUC -
Roland MERIEUX -
Alain VERONESE -
Philippe ZARIFIAN.**

8 | QUELLES RÉFÉRENCES ?

Il s'agit en fait de deux mails rédigés dans le cadre du débat lancé autour de l'écosocialisme

8 | 1. SUR LE COMMUNISME, LE STALINISME, LE PRODUCTIVISME PIERRE ZARKA

De ne pas partir en guerre contre l'éco-socialisme, ne me fait pas pour autant ni renoncer à l'immédiateté de la question communiste ni accepter qu'on la balaie par une ironie d'autant plus facile que l'argumentation sous-jacente du rapport des forces me paraît un peu approximative.

Outre le fait que l'URSS et la social-démocratie se sont employées à ternir le mot de socialisme et que, besoin de remonter une pente pour besoin de remonter un handicap, autant que ce soit le bon. Qu'entendons-nous par communisme? Si c'est la société idéale, sans contradictions ni tensions, non seulement on n'est pas prêts mais on recommence à s'illusionner sur ce que peut être une société. Si c'est un état, une institution, je peux comprendre que l'on considère que ce n'est pas pour «l'immédiat» comme le dit Sammy mais alors je ne sais pas de quoi on parle, en tous cas certainement pas du communisme. Le communisme est le mouvement d'émancipation des «gens du commun». Un mouvement vers... Une tension, une orientation à prendre. Dès lors, il vaut mieux considérer qu'il vaut mieux prendre tout de suite la bonne au risque de se fourvoyer. En cela, pour moi, il y a une certaine immédiateté.

A mes yeux le stalinisme est un concept paresseux. Il nous épargne de nous interroger sur ce qui n'a pas pu l'empêcher, l'a fait se retrouver dans tant d'endroits y compris là où s'affichait une indépendance à l'égard de l'URSS et le fait que de manières diverses, ses conceptions aient été partagées par des millions d'êtres humains. Attention à ne pas rabougir le problème. D'envisager comme le fait Samy que le communisme pour l'immédiat «fait sourire» a conduit y compris Lénine à ne pas suivre ce qu'il avait écrit dans l'Etat et la Révolution, à ne pas inclure le processus de dépérissement de l'Etat revendiqué par Marx tout au long de ses travaux et au contraire à utiliser les formes de domination étatiques comme moyen de palier à ce qui était considéré comme les insuffisances du mouvement des intéressés. Résultat, une fois l'engrenage lancé non seulement l'Etat n'a pas dépérit mais il n'a cessé d'étendre son rôle au détriment des initiatives citoyennes. On trouve chez Lénine comme chez Gorbatchev à 70 ans d'écart la même tentation de s'inspirer du capitalisme pour le «rattraper». Ce n'est pas une interprétation de ma part, les deux l'ont assumé explicitement.

Ce que dit Samy sur le productivisme comme consubstantiel au capitalisme est tout à fait exact. Le productivisme est une conséquence de l'accumulation. Il évoque en ce qui concerne les «pays se réclamant du socialisme réel», «une sorte de capitalisme d'Etat»,

ce qui pour moi dit bien que l'Etat, comme appareil, a joué un rôle déterminant dans ce qu'étaient ces sociétés. Socialisme de rattrapage a été de pair avec rôle de l'Etat. La facilité avec laquelle la Chine passe au capitalisme à partir d'une orientation liée à l'Etat mérite réflexion. D'avoir fait du socialisme une étape intermédiaire avant le communisme, un peu comme une écluse (la notion d'étape) a fait disparaître toute notion de mouvement des intéressés vers un horizon. (Un peu comme si nous nous demandions si nous étions passés au capitalisme le 14 juillet 1789 ou dans la nuit du 4 au 5 août, ou avant ou avec Napoléon... bref...) De citoyens qu'ils auraient dû être les habitants de ces pays devenaient simplement les consommateurs des réalisations. Ce n'était jamais mûr pour aller vers un pouvoir assuré collectivement. Et l'Etat est devenu l'état existant des choses. J'ajouterai que cette même absence de pensée en termes de processus a conduit autrefois le PC à considérer que le «rapport de forces» ne permettait pas d'envisager tout de suite le socialisme et a inventé une étape intermédiaire avant l'étape intermédiaire qu'était le socialisme: la Démocratie avancée. Et 1981 a été vécu par le même PC comme une étape avant la Démocratie Avancée. La participation du PC à la Gauche plurielle est fille d'une telle conception. Il ne s'agit donc pas de lier l'intention communiste ou la visée-peu m'importe le mot- au rapport des forces mais d'une orientation à prendre dès le «départ» du processus. Concrètement, la réponse actuelle chez PSA ou à Arcelor est-ce de nationaliser comme en 1945 ou 81, de fait d'étatiser ou de poser d'emblée la question des pouvoirs réels des intéressés? Est-ce le recours à davantage d'Etat ou à davantage de démocratie? Est-ce vraiment la même chose? Etat et «fait institué» ne sont pas synonymes. Lorsqu'Engels évoque «l'administration des choses»-je sais qu'il est de bon ton de le brocarder- il pose la question de la place de ces Hommes: assujettis à un pouvoir qui leur est extérieur ou producteurs de ce pouvoir? Il évoque «la Communauté» plutôt que l'Etat; concept qui induit le dépassement du caractère hétéronome des décisions qui impliquent l'ensemble de la société. Marx à plusieurs reprises fait de la dissociation Etat et société civile un ferment de l'aliénation (L'anti Hegel, la Question Juive). On peut dire que c'est ici le «jeune Marx» sauf qu'en 1871, il avait largement passé ses 25 ans et dans «la Guerre civile en France» il tire de la Commune qu'il ne sert à rien pour le prolétariat de vouloir prendre le pouvoir d'Etat tel qu'il est pour s'en servir. N'est-ce pas cette lecture qui a fait largement défaut à feu l'URSS?

Je reviens sur le rapport des forces. Personnellement je m'interroge si le risque nous concernant est d'en vouloir trop... ou pas assez. Dans la plus grande marginalité- mais n'est-ce pas le lieu privilégié de la formation des idées nouvelles?- des tentatives de coopératives, de gratuité, de logements collectifs...etc ...|...

ne traduisent-elles pas une aspiration à «faire par soi-même»? L'exigence de participation active aux décisions, de démocratie, de reconnaissance de soi au sein de la société, qui s'est notamment exprimée à travers le mariage pour tous, d'autonomisation des personnes que le patronat sait si bien capter et détourner en auto-exploitation... ne demeurent-ils pas dans la marge parce qu'aucune force politique ne les vit autrement qu'accessoirement et ne leur apporte aucune possibilité de faire politique? je ne dis pas que tout est possible tout de suite mais que rien ne sera si on ne vise pas un au-delà de l'actuel.

Je comprends très bien que tous ne veuillent pas qualifier ce type de mouvement de la société de communisme et que l'on considère que le mot est trop pollué pour être repris. Mais de la même manière que Samy souhaite qu'on ne balaie pas d'un revers de main le concept d'écossocialisme, je souhaite à propos du communisme que l'on ne transforme pas ce qui est un avis en évidence obligatoire à respecter. Nous sommes un certain nombre à ne pas considérer le débat clos. A-t-il été un jour réellement commencé?

8|2| MARX, PROUDHON, LÉNINE PIERRE ZARKA

A propos de rendre à César ce qui est à César, une précision: à mes yeux, le débat n'est pas entre Proudhon, que les fortes ambiguïtés ne me rendent que peu sympathique, et Marx mais entre Marx... et nous. A multiples reprises, celui-ci insiste sur les dégâts causés par la «dissociation Etat-Société civile» (La question Juive; l'anti-Hégel...) et comme quoi cela ne se limite pas «au jeune Marx»: il apprécie (la guerre civile en France) que la Commune de Paris ait fait la démonstration qu'il ne servait à rien au prolétariat de vouloir prendre le pouvoir d'Etat tel qu'il est». Approches singulièrement évacuée dans la lecture traditionnelle marxienne. Engels à qui on peut peut-être reprocher le caractère hasardeux de «la Dialectique de la nature» a vu les principes fondamentaux de ses travaux sur l'origine de l'Etat confirmés depuis par ceux de nombre d'historiens.

Je me garderai bien de brocarder Lénine et les conditions de l'époque et surtout pas de magnifier la spontanéité du «bas», mais outre que les réserves de Rosa Luxembourg lui étaient contemporaines, le problème est d'avoir érigé en théorème des conditions historiques. D'accord pour ne pas limiter le mouvement à sa finalité mais disons que pour le moment (les quarante-dix dernières années) ce n'est pas par là que nous avons péché. Il est remarquable par exemple que pour être «concret» entre 1932 et aujourd'hui, le PCF parle si peu du communisme et lorsqu'il le fait en termes si vagues; que la «juste répartition des richesses» se soit si souvent substituée à la question des rapports sociaux et de la part de l'individu dans le collectif ou au mode de production ce qui aurait permis de mieux articuler social, démocratie et écologique. Le communisme est aussi le sens que nous entendons donner au mouvement; sens qui est continuellement à préciser ou corriger au fil du mouvement, d'autant qu'aucune idée ne peut prétendre ni être prédictive ni de servir de mode d'emploi mais de points de repères. Qu'aujourd'hui, au rythme des fermetures d'entreprises, on ne soit pas en situation de leur opposer ne serait-ce que l'idée ou les contours d'une logique autre, émancipatrice,

pèse sur l'immédiat y compris de plus en plus sur la protestation. La crise du système d'exploitation écrase la distance-temps entre une visée émancipatrice et son impact sur l'immédiat or, le souvenir laissé par l'étatisation d'entreprises et celui du soviétisme sont un obstacle quotidien. Peut-être dans le non-dit: ce sont les pires, ils ont la force de l'évidence.

Réflexions à poursuivre...

8|3| SUR LE DÉBAT AUTOUR DE L'ÉCOSSOCIALISME ROGER MARTELLI

Ce débat déborde largement son sujet et c'est normal. Samy réagit au texte des Alternatifs; Pierre réagit à celui de Samy. L'ensemble me suggère quelques réflexions.

1/ Un clou ne chasse pas l'autre. Marx critique Proudhon et Marx parce qu'ils contournaient la question de l'Etat et vouaient le mouvement ouvrier à l'isolement et à l'échec; Proudhon (et son fédéralisme) et Bakounine (et sa culture antiautoritaire) critiquaient Marx parce qu'ils voyaient dans la centralité de Marx (le parti pris «dictatorial») le germe d'un despotisme. Formellement, l'évolution du soviétisme leur donne raison sur ce point. Ce n'est pas pour autant que Marx avait tort; l'intuition juste de la critique anarchiste ne valide pas en totalité le projet anarchiste; elle n'invalide pas le constat de la limite historique de leur projet politique.

2/ Il est trop facile de dire que si l'expérience soviétique a capoté, c'est parce que Lénine à «oublié» l'Etat et la révolution. Il ne l'a pas oublié: il ne sait pas quoi en faire concrètement, dans le contexte terrible de 1918-1921. La force du mouvement de 1917, c'est la conjonction de l'initiative bolchevique «en haut» et de la créativité populaire «en bas». La spontanéité du bas débouche dès la fin 1917 sur la cacophonie et l'emballlement (la terreur ne vient pas que du haut); la crispation du haut nourrit le vertige de la terreur. Lénine bricole, comme il peut: il joue le communisme de guerre, puis la Nep. Qui, alors, fait mieux que lui? 3/ L'idée du communisme à usage immédiat est nécessaire: oublier la fin au nom des moyens, fût-ce provisoirement, conduit à la catastrophe. Mais la fin sans moyens est une impasse. Une trop grande abstraction de la fin, n'aide pas à l'émergence de moyens pertinents pour l'atteindre. Entre 1917 et 1921, il existe une radicalité positive et une radicalité destructrice: celle du «communisme de gauche» est du côté des destructrices. La voie léninienne ne souffre ni de sa radicalité (base de la critique «menchevique» de Lénine), ni de son absence de radicalité (base de la critique «de gauche» de Lénine). Elle est dans l'absence d'anticipation concrète du processus de subversion de l'existant. Dès lors, la pratique révolutionnaire oscille entre radicalisations brutales et compromis. Elle n'en est jamais sortie.

4/ Pierre dit, à juste titre, que l'on n'accorde pas assez d'importance aux expériences de dépassement en acte des logiques de dépossession étatique ou marchande. Il a raison, mais partiellement. Formellement, le communisme n'est rien d'autre que le mouvement par lequel l'état des choses existant se conteste, se dépasse et s'abolit. Le communisme est processus, c'est-à-dire qu'il est indissociablement la fin et le mouvement qui y conduit; or, dans le mouvement qui porte vers la finalité, il n'y a pas seulement ce qui relève déjà de la finalité. Le mouvement est tout, disait Bernstein

pour «réviser»Marx; il entendait par-là que la fin était somme toute seconde par rapport à la pratique immédiate à l'intérieur du système. Mais la réponse à Bernstein n'est pas: la fin est tout et le mouvement n'est rien. Si la finalité et le mouvement forment un tout, il est contradictoire: il doit y avoir de la fin dans le mouvement, mais il n'y a pas que de la fin.

5/ Il faut penser en termes de processus. Celui de la transformation / subversion / dépassement / abolition est un enchevêtrement de trois registres qu'il faut penser dans leur articulation; pas dans leur séparation et, a fortiori, pas dans leur opposition.

Le premier registre est classiquement réformateur: on s'inscrit dans les mécanismes et les systèmes de normes existantes pour, par exemple, agir volontairement sur l'investissement par le jeu de la fiscalité (la taxation nationale et supranationale des transactions financières) ou par la production de normes de droit (par exemple, les normes européennes de régulation du marché du travail). C'est du réformisme classique; aucune raison de s'en priver. À condition de ne pas faire cela seulement.

Le deuxième registre est plus ambitieux: il consiste à infléchir les mécanismes eux-mêmes. La réglementation de la concurrence, la politique monétaire, le système général du crédit, la politique des revenus et le marché des emplois sont des domaines par excellence où se joue l'équilibre du privé et du public, du marché et du plan, de la politique concertée et de la concurrence. L'intégration des normes sociales et environnementales dans les comptabilités publiques et privées et l'institution d'une sécurité sociale généralisée (emploi formation, revenus) participent de ce même registre. C'est du réformisme radical; à proprement parler, cela reste du réformisme. Nécessaire, mais non suffisant. . .

Le troisième registre, enfin (c'est celui qu'évoque justement Pierre), travaille les logiques profondes du développement et façonne le mode même de création des richesses et leur nature. Il touche tout particulièrement aux transformations et à l'extension du secteur public et de l'économie sociale. C'est dans sa temporalité que se nouent la capacité ou l'incapacité à expérimenter des normes de régulation générale à même de se substituer aux opérateurs généraux du marché «libre»et de l'État «administré». On n'est plus alors dans le système. Mais la sortie du système ne vaut que si elle contribue à déboucher sur un autre «système»; l'expérimentation ne peut y parvenir si elle ne se raccorde pas aux autres pratiques.

Réformisme classique, réformisme radical et expérimentation alternative: les trois registres ne s'opposent plus, dès l'instant où ils se glissent dans une cohérence volontaire d'action, où l'esprit de rupture et de dépassement deviennent dominants. Le premier champ renvoie à l'action immédiate, le troisième à l'expérimentation de long souffle, le second se situant sur un registre intermédiaire. Les temporalités ne se confondent pas; elles ne devraient pas se séparer pour autant. Rien n'est plus dangereux que de s'abandonner à l'habitude facile qui consiste à accumuler au début d'une législature des mesures symboliques, mais qui ne touchent pas aux structures «lourdes»de la finance, du droit ou des institutions. Une politique d'alternative doit donc «doser», à chaque moment de son développement, les réformes tenues pour ponctuelles et les réformes supposées davantage structurelles, dans tous les domaines, du financier au politique... et vice versa.

6. Personnellement, je ne prise guère la notion d'écocialisme, non parce que je la juge infondée mais parce que je la tiens pour incomplète. Je n'ai pas envie de discuter les deux termes séparément (je comprends l'enjeu de la distinction du «socialisme»et du «communisme»et, en même temps, je la trouve historiquement un peu trop abstraite). Et je suis bien convaincu que le lien du combat «socialiste-communiste-historique»et de l'écologie est fondamental. Mais la question qui nous est posée renvoie à des questions qui excèdent les terrains dissociés de l'économique, du social, du politique et de l'environnemental. Le monde contemporain nous rappelle, à chaque moment, que l'exploitation, la ségrégation ou la domination renvoient à un phénomène plus large qui est l'aliénation, la séparation de l'individu de ce qui le constitue en être humain.

S'il est un point commun à tous les combats d'aujourd'hui, c'est leur exigence de désaliénation et donc de réappropriation, individuelle et collective. Émancipation et mise en commun: c'est par ce double mouvement que la masse dissociée devient multitude et peut aspirer à se constituer en peuple. Ecosocialisme peut participer de ce mouvement; il ne le dit pas à lui tout seul. Je suis d'accord avec nos amis Alternatifs: notre palette de couleur n'est ni le rouge, ni le vert, ni le rouge et vert; elle n'est ni unicolore, ni bicolore ni tricolore. Notre couleur, c'est l'arc-en-ciel.

9 | QUELLE ORGANISATION ?

9|1| « LES QUESTIONS D'ORGANISATION SONT DES QUESTIONS POLITIQUES ».
SAMY JOHSUA

≥ Remarques préliminaires

1/ Il n'y a aucun doute à mes yeux que le regroupement en cours entre des formations membres du FG est indispensable. Et qu'il va se faire, au vu des accords

politiques profonds qui se manifestent sur des questions décisives, visibles par les textes déjà soumis en commun au débat. Entre autres les suivantes. La nécessité d'une opposition aux politiques sociales-libérales (à la recherche d'une alternative, pas de la poursuite de la politique de l'aiguillon qui a fait faillite); le respect de l'autonomie des mouvements de masse, et plus, la confiance que c'est de là que viendra l'essentiel de la rupture ...|...

révolutionnaire; le refus que la présence dans les institutions soit considérée comme auto-suffisante sans chercher à les pervertir de l'intérieur oulet de l'extérieur; la compréhension de la multiplicité des oppressions et des voies de la radicalisation anticapitaliste; la rupture avec le productivisme et la référence écosocialiste (même si le terme même fait encore débat). Nous trouverons assurément les voies d'une organisation commune, avec des traditions différentes. Il reste que «les questions d'organisation sont des questions politiques» à part entière, révélatrices de positionnements stratégiques en chantier. Même si il faut avancer ensemble avant de les avoir toutes éclaircies, il ne faut pas hésiter à les discuter. C'est ce que je me propose de faire ici.

2/ Ce texte ne vise pas à proposer une structuration concrète pour la prochaine organisation. Je partage l'idée que nous devons être guidés fondamentalement par le principe un-e militant-e une voix. Que parallèlement le fédéralisme doit avoir une large place. Qu'il n'est pas indispensable de se diviser à tout bout de champ, que donc le consensus doit être recherché par principe, et que les décisions qui engagent tout le monde pourraient être prises par un vote à la majorité qualifiée (de 66% par exemple). Qu'enfin, et en tout état de cause, que des mécanismes transitoires devront être respectés pendant un temps à discuter, y compris une possible double appartenance. Ce sont les débats principaux à avoir qui vont conditionner la vie en commun. Mais le présent texte vise à poursuivre la discussion sur les fondements généraux.

3/ La lecture des notes de bas de page n'est pas indispensable pour suivre l'argumentation générale.

Si les questions d'organisations sont des questions politiques, il convient de prendre le problème par le bon bout. Non pas d'abord en terme d'efficacité supposée mais par celui de la fonction globale d'une organisation politique. Nous partageons tous la formule de Marx qui proclame que «L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes». Mais ça ne vaut pour personne un bon de passivité contemplative. Dans la masse des engagements dont on espère qu'ils vont hâter le moment de cette émancipation, pourquoi il en faudrait de spécifiquement politiques? On dit avec raison «en crise» les partis (et leur «forme»). Mais alors pourquoi diable chercher à se rassembler politiquement? Qu'est-ce qui exactement justifie cet effort parfois si pénible de tenter de se mettre d'accord à plusieurs milliers quand c'est parfois si difficile à quelques uns et même à deux? Tout ceci juste pour «opprimer le citoyen» qui serait bien plus heureux sans nous et notre «parti»? Si c'est cela, autant renoncer tout de suite, n'est-il pas? Oui vraiment, au juste, pourquoi? Qu'on se mette d'accord sur la fonction possible d'un regroupement spécifiquement politique (parti, organisation, mouvement, le nom n'importe guère; le MIR chilien était «un mouvement» en principe, une armée en fait), le reste (tout le reste) ne sera pas résolu pour autant. Mais sera remis à sa juste place.

➤ **Deux fausses évidences**

«Il faut caler l'organisation que nous voulons sur la société que nous préparons». On ne va quand même pas aller contre les principes mêmes que nous défendons pour le futur? Si? Sauf que... Entre le type

de luttes envisageables dans le cadre d'une démocratie socialiste (où existeraient des contradictions parfois lourdes, mais pas d'ennemi définitif) et celle où l'objet principal est d'enlever le pouvoir des mains de nos adversaires mortels, il y a une différence de nature que rien ne peut éliminer. Plus profondément encore cette fausse évidence repose sur l'idée que la société future nous est donnée clés en mains. Pourtant, si on s'en tient à la formule de Marx à propos de cette nouvelle société comme «fin de la préhistoire de l'Humanité», c'est donc bien que l'histoire se poursuivra, qu'elle n'est dite en aucune manière. Une longue tradition utopiste la pense au contraire plutôt prédéfinie au point de servir de boussole pour aujourd'hui. Il suffirait pourtant pour se défaire de cet idéalisme sur ce point précis de remonter le temps et de se rappeler comment nos anciens voyaient leur futur rêvé. Aucun problème d'équilibre écologique, et pas plus de tolérance quelconque pour les hors normes². Il est plus que raisonnable de s'en tenir au contraire à un sage positionnement matérialiste. La seule chose qui nous soit disponible, ce sont les tendances à l'œuvre aujourd'hui, et c'est là que s'ancre l'utopie concrète.³ Et l'avenir non seulement nous est obscur, mais dépend justement de ce que nous en ferons. C'est donc au regard de ce combat d'aujourd'hui (et non au regard, souvent fantasmé, des problèmes de demain) que doivent se discuter les moyens démocratiques à mettre en œuvre.

«Nous devons être un amplificateur, un coordonateur des luttes». Sinon, à quoi bon? Sauf que... Ces formules sont en fait un pur avatar de l'avant-gardisme, sous la forme du partage des tâches, avec des luttes limitées par définition. Comme si les luttes ne pouvaient jamais par elles-mêmes trouver leur propre voie. Dans les années 70, le combat du MLAC (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et la Contraception) a non seulement résisté à la réaction, a non seulement imposé des pratiques illégales, mais a fini par conquérir les cœurs. Au point qu'au final il n'y avait plus aucune solution que de lui donner la victoire, et que c'est la droite giscardienne qui a dû s'y résoudre. Et, plus près de nous, de quel «facilitateur» les luttes ont-elles eu besoin pour que les tunisiens et les égyptiens se défassent de leurs dictateurs⁴? Non, les luttes n'ont pas besoin de parti. Sauf si on parle du renversement global du capitalisme? Mais alors c'est de bien autre chose que de «coordination», de facilitation ou d'amplification qu'on parle, point que j'aborde ci-après.

Deux demi évidences

Le combat contre le danger bureaucratique aujourd'hui est l'antidote aux dérives de demain. Il n'y aurait qu'à voir la Révolution Russe et les effets du centralisme léniniste? Certes il y a des liens entre les deux, les tendances à la bureaucratization inhérentes à la centralisation d'un parti d'aujourd'hui pouvant constituer des points d'appui aux bureaucraties de demain⁵. Ces questions sont majeures, nous le savons tous. On ne peut pas se résoudre à ce que les révolutions s'inversent toujours de cette manière. Mais ceci appelle un débat spécifique sur la démocratie socialiste dans lequel la «garantie» préalable d'un parti non bureaucratized n'occupe qu'une place très secondaire.

Les partis sont là pour se présenter aux élections. Oui, mais. C'est prendre la conséquence pour la cause. Pourquoi exactement les organisations autres que les formations politiques ne se présentent-elles pas aux élections (en règle générale)? Pour deux raisons principales. La première est que si elles sont ancrées sur un thème précis, cela limite d'autant cette possibilité. La deuxième est leur aspect pluraliste, mais ici au sens qu'ils peuvent regrouper des personnes dont la vision du monde diffère sensiblement. C'est le cas des syndicats, pour peu que leur caractère de masse soit attesté. Une stratégie électorale commune est alors impossible ou diviseuse. On aboutit donc à une première réponse. La fonction propre du parti tient à son travail d'unification stratégique. Là encore, oui mais. Oui, il y a donc besoin nécessairement d'un programme. Pas au sens étroit d'un manuel, mais à celui d'un projet général. Ceci ne peut pas exister sans un cadre organisationnel commun stabilisé, fondé d'abord sur une vision du monde (des concepts, des théories) partagée. Mais les «mouvements» n'en disposent-ils définitivement pas? Déjà il faut distinguer entre les «mouvements». Un syndicat par exemple peut très bien avoir une vision globale. C'est le cas pour tous les syndicats «de rupture»(CGT, Solidaires, FSU), et quand, comme pour la CFDT, ils l'abandonnent pour le recentrage, c'est une mutation capitale. On s'approche ainsi de la question en débat, celle de la spécificité du politique, mais sans l'atteindre encore.

≥ Sur «l'égalité» entre formations politiques et mouvements sociaux.

Beaucoup de nos textes insistent sur «l'égalité» entre les deux niveaux: pas de subordination ou d'instrumentalisation des mouvements, même sous des formes atténuées par rapport à l'ancienne pratique de la «courroie de transmission». Reconnaissance et respect de l'autonomie des capacités d'élaboration et d'initiatives. L'égalité en somme. Mais il n'est pas besoin d'être diplômé en mathématiques pour saisir que le terme même (égalité) prend ici un sens purement quantitatif. Il ne dit rien (et il ne peut rien dire) des fonctions différenciées entre les deux. Pourquoi en effet s'embarrasser de structures différentes s'il n'y a aucune différence? Nous avons sous les yeux les débats à ce sujet dans les endroits où, conjoncturellement, la question se pose avec le plus d'acuité étant donné l'ampleur d'un mouvement social d'un type nouveau, le 15-M (Indignados) dans l'Etat Espagnol. Voilà ce que dit un de ses membres quant à l'idée de se structurer «politiquement», dans Médiapart en mai 2013: «Si nous faisons cela nous deviendrons comme ceux qui existent déjà et qui ont échoué, nous voulons absolument rester un simple groupement de citoyens sans idéologie ni parti rattachés et qui englobent toutes les luttes». Ce qui pose une question absolument inévitable, veut-on en «rester (à) un groupement de citoyens»? Esther Vivas elle voit le problème, mais y répond différemment Elle commence par affirmer: «Je pense que l'impact le plus important du 15-M et des Indignés s'est produit dans l'imaginaire collectif, autrement dit dans la manière de percevoir le monde et dans la capacité de mettre en question ce qui nous a conduit à la situation présente de crise. En outre, il nous a redonné confiance dans

le «nous» pour pouvoir changer les choses.» Puis, très clairement elle indique: «Je crois que les mouvements sociaux doivent toujours être indépendants par rapport aux organisations politiques. Mais il faut également souligner les limites de la mobilisation en soi. De mon point de vue, je pense que, pour changer les choses, au-delà de la lutte dans la rue et de la désobéissance qui sont indispensables, il est également fondamental de construire des alternatives politiques, antagonistes à celles d'aujourd'hui, qui défendent une autre pratique politique, loyales aux gens qui luttent et avec un programme de rupture avec le système. Sinon, en restant cantonnés aux mouvements sociaux, on risque de se limiter à être un lobby vis-à-vis de ceux qui dirigent.» Même sentiment du côté de Maria Poblet, membre d'Occupy aux USA: «Nous avons à la fois besoin de gens à l'initiative d'actions créatives et spontanées, mais aussi d'approches systématiques pour obtenir le changement».

Question qualitative, de différence, et non pas quantitative, et dont il convient de saisir plus profondément la nature maintenant.

≥ Sur la fonction d'un mouvement politique

La nécessité d'une vision stratégique est en fait non une donnée de départ, mais elle-même une conséquence d'une fonction particulière, celle qui veut que le parti⁶ pose en permanence la question du pouvoir. Et pas pour lui, mais pour le peuple. Il pose la question en permanence, mais les réponses se discutent. Elections, révolution extraparlamentaire, combinaison des deux, guerre de position ou de mouvement sont (entre autres) des réponses possibles et à discuter. Réponses à une seule et même question: renverser le pouvoir capitaliste, concentré politiquement dans son Etat. Avant de convoquer un procès en passésisme pour cette formule, il faudrait montrer qu'elle est fautive, pas juste l'affirmer comme une évidence. Cette question-là s'étend effectivement jusqu'aux confins d'une discussion de portée stratégique. D'un côté le combat politique, quoi qu'on en dise et répète, est essentiellement au final celui qui est modélisé par le combat contre l'appareil d'hégémonie majeur des classes dominantes, soit son Etat⁷. Lequel est et demeure le lieu d'où s'organise la répression quand c'est nécessaire. Mais qui ne se réduit en aucun cas à «une bande d'hommes armés», même si le monopole de la violence qu'il détient est bien sa colonne vertébrale. C'est au contraire le lieu d'où s'organise l'hégémonie institutionnelle, éducative, médiatique, culturelle, idéologique de la classe dominante⁸. Qu'on enlève cette dimension spécifique du combat politique et il restera une masse de niveaux et de lieux de luttes dispersées contre les effets de cette hégémonie globale. Mais aucun qui nécessite un parti à proprement parler. Les luttes, de tout type, n'ont nul besoin de parti, je l'ai dit déjà. Pour combattre tout risque de substitutisme ou d'avant-gardisme il faut alors répondre à la question suivante: quelles sont les fonctions que seule une formation politique peut remplir? Il en existe une, avancée classiquement, qui est celle de maintenir une lignée de réflexion stratégique, gardant la mémoire des expériences passées ou en cours ailleurs dans le monde, travaillant les questions connexes (et donc assurant par là une fonction de formation de ses membres). Mais si cela s'oppose par ...|...

définition aux modes «présentistes» de militantisme (lesquels vont de pair en général avec le zapping du point de vue de l'engagement), cela ne suffit pas à faire une différence qualitative suffisante avec des clubs de réflexion ou, surtout, avec les organisations diverses du mouvement social (les syndicats en particulier) qui assurent en tout ou partie cette fonction précise là.

Il y a par rapport à ces considérations deux références générales, des «modèles» limites, si on veut parler comme les physiciens. Deux, pas trois. Soit le modèle anarcho-syndicaliste (ou libertaire de manière plus générale), pour lesquels le «mouvement social» et la réponse stratégique sont fusionnés. Soit le modèle «socialiste» (Marx, Lénine, Rosa, Gramsci etc.) qui, d'une manière ou d'une autre, et avec nombre de différences substantielles internes, consacre une spécificité du combat proprement politique. Non que les mouvements «ne font pas de politique». Ils ne font que ça ! Ou qu'ils aient besoin de mentors, de facilitateurs, de coordonnateurs, de «débouchés». Rien n'est possible sans eux, leurs luttes et leur capacité d'expérimentations diverses. Mais, structurellement, ils ne posent pas au premier chef la question du pouvoir central. C'est donc le choix pour nous aussi. Soit on veut une réponse politique, en lien avec celle du mouvement social mais distincte de lui. Soit on n'en veut pas, mais alors...on n'en veut pas vraiment, et il est inutile de se regrouper en formation politique. C'est le point de départ. Lequel ne clôt pas les débats qui suivent, ni les bilans des partis réellement existants, ni la crise de leur forme, ni les issues possibles, dont les formes d'organisation à expérimenter ensemble. Mais c'est le point de départ. Et pour ne pas de contenter d'aborder les questions en débat uniquement sous l'angle général ou historique, on peut aussi se guider dans ce choix par l'expérience récente. Qu'est-ce donc qui a manqué jusqu'à maintenant aux révolutions arabes? Le mouvement «des citoyens» ou une perspective proprement politique suffisamment construite et influente? Et la situation est-elle meilleure en Grèce avec Syriza et au Portugal avec le Bloco (ceci en plus des Indignés locaux dans ces deux pays) que dans l'Etat espagnol avec seulement les Indignés pour l'essentiel jusqu'à maintenant, ou qu'en Italie avec le summum de l'organisation «en réseau» de Beppe Grillo?

C'est en partant de la fonction que l'on se fixe pour le parti qu'il s'en déduit les coordonnées globales du mode de fonctionnement, dont son degré de centralisation. Avant donc que de crise de «la forme parti», il faudrait parler de la mise en discussion de sa fonction. S'il est définitivement exclu à mes yeux de caler cette fonction sur l'image de celle qu'elle aurait dans la société à venir, il est indispensable que le combat d'aujourd'hui se conforme à des principes globaux en jeu dès maintenant, même s'ils ne devraient prendre leur pleine expansion que demain : féminisme, antiracisme, alignement sur des droits égaux de tous types, même s'ils ne sont pas encore conquis légalement. Le modèle historique étant le droit d'adhésion, de vote et d'éligibilité pour les femmes dans les partis socialistes bien avant que ces droits ne soient reconnus globalement. Mais, à dire vrai, ce n'est ni seulement (et pas principalement) en fonction de la société future que ceci doit guider le fonctionnement. Ceci représente aussi (d'abord) des

composantes majeures du combat d'aujourd'hui, dont une base centrale est la recherche de l'unification du prolétariat par-delà des divisions historiques, ou/et créés/remodelées par le capitalisme. Et en tenant compte d'autres inégalités bien réelles d'aujourd'hui, pas au premier chef telles qu'elles seraient surmontées avec la société future. Ainsi si l'égalité formelle entre tous –te-s les militant-e-s est évidemment proclamée, elle ne suffit pas à surmonter l'écart bien réel dans un parti d'aujourd'hui entre les niveaux de revenus. Quel rapport pratique dans les capacités militantes entre une personne à la recherche constante du bouclage de fin de mois et une autre à entrée salariale garantie? Entre la disponibilité d'une mère de famille à quart de temps, seule avec ses enfants et une jeune étudiante ou mieux, avec un-e retraité-e connecté-e nuit et jour à sa boîte électronique? Entre les différences de formation? Décréter égale la parole de chacun-e ne suffit pas si ça ne fait que masquer ces inégalités massives et conduit à donner en pratique le pouvoir à une faible couche. Sauf à prendre réellement en compte ces inégalités et chercher autant que possible à les compenser. Ce qui suppose des modalités formalisées, des hiérarchies repérables entre niveaux et moments de décision, des responsabilités clairement identifiées. Bref, comme toujours, des modalités précises d'organisation. A défaut, derrière l'anarchie revendiquée avec des formules clinquantes qui sonnent fort, comme l'autonomie partout (des régions, des comités de base, des individus «citoyens»), c'est une bureaucratie qui s'installe, d'autant plus insidieuse qu'elle est masquée. C'est ce que j'appelle l'anarcho-bureaucratisme, où la dilution fallacieuse du pouvoir, trompeuse entre toutes, laisse le vrai pouvoir de décision et de représentation sans aucun contrôle, puisqu'il est soigneusement caché.

Il en est de même pour la question démocratique elle-même. Le lien avec la société future est patent, mais celui avec le combat d'aujourd'hui bien plus encore. Cette dernière question mérite cependant des développements particuliers. Plusieurs aspects - qu'il serait trop long de développer ici dans leur contenu spécifique comme dans leur mise en correspondances - contribuent à approfondir la dimension individuelle de l'exigence démocratique. Citons, entre autres, l'élévation générale des niveaux d'éducation, la variété et la rapidité de la circulation de l'information. Et, aussi bien entendu le bilan des partis réellement existants, trop souvent réduits à des machines à détruire les individus. Ce que pourtant ils furent aussi, incontestablement. La raison de cet effet tragique est connue. Pour combattre son adversaire, il faut le rencontrer. Et pour s'y affronter, il faut produire un appareil qui lui ressemble. Ce n'est pas pour rien que tout le vocabulaire des partis est d'origine militaire : militant déjà, même racine; stratégie, tactique, arrière et avant-garde, direction («Etat Major» de la révolution), armée elle-même («populaire» bien sûr). Rien ne permet de supprimer cet état de chose d'un coup de baguette magique. Renoncer à la confrontation c'est abandonner le combat lui-même. Mais on n'est pas obligé de se contenter de «faire avec». Il faut au contraire une conscience constante des dangers qui y sont liés, et il faut des mesures, toujours à approfondir et à renouveler, pour tenter de limiter les effets délétères.

Le point tournant survient quand cette fonction est mise en correspondance avec, (et pour tout dire en soumission à) deux autres qui elles sont spécifiques, quand on les aborde de manière indissolublement liées comme il se doit :

➤ Celle qui vise à bâtir de la cohérence et de l'unité stratégique à partir d'enracinements divers (géographiques, générationnels, thématiques, sociaux), à partir de la diversité des mobilisations correspondantes, voire des sources individuelles d'indignation et d'engagement. Cette fonction rencontre depuis des décennies maintenant deux difficultés entremêlées. L'absence d'un point de vue stratégique raisonnablement établi et partagé (sauf dans ses très grandes lignes) qui servirait de ligne directrice pour cette construction toujours en mouvement. Et l'extension apparemment sans limite visible des sources collectives et individuelles de la diversité. La seule hypothèse fondamentale qui permet d'assoir cette fonction dans la période est la suivante. Que, conformément aux analyses marxistes, le mode de production capitaliste, étendant ses effets toujours plus loin et plus profondément, ceci donne une base « objective » à l'unification stratégique (toujours partielle et contradictoire en partie) de cette diversité multiforme¹⁰. A ces difficultés nouvelles près, cette fonction se ramène à ce qu'on a coutume de regrouper derrière le terme « d'intellectuel collectif ».

➤ Celle qui pose encore et toujours la question du pouvoir central comme base du travail d'unification stratégique d'une diversité inévitable. Là se trouve, il faut encore y insister, un élément décisif. Soit les luttes trouvent par elles-mêmes la voie de la convergence politique, et donc trouvent « spontanément » celle d'une unification substantielle. C'est l'hypothèse libertaire, en quelque forme qu'on la développe. Si encore on maintient dans cette optique la nécessité de poser la question du pouvoir central, alors que tant de personnes, faisant de nécessité vertu, imaginent qu'il suffit de ne plus y penser pour que la question disparaisse. Soit, comme ce n'est définitivement pas le cas, il y faut un travail propre. La conscience de la question ne pouvant venir que de celle de sa globalité. C'est une des racines, toujours valide celle-là, du Que Faire? de Lénine. Et ce travail n'est pas que de propagande ou purement idéologique. Il est fait aussi d'occupation des terrains où se joue la confrontation (dont le terrain électoral), de prises d'initiatives propres, de l'ouverture de voies nouvelles, en plus, évidemment, du soutien aux mobilisations telles qu'elles se donnent d'elles-mêmes.

De ces deux fonctions liées, il s'en déduit la nécessité d'une certaine centralisation de ce parti du point de vue de son fonctionnement interne. Recherche de la convergence stratégique, force d'initiative voire force de frappe: rien de ceci n'est possible si la forme politique se résume, par choix et par définition, au regroupement des « citoyen-ne-s ». Mais pour que ces fonctions soient elles-mêmes possibles pour des partis en rupture avec le système dominant, il y faut une large démocratie interne. En l'absence, c'est inévitablement une partie de la diversité qui est en pratique éliminée, rendant toute centralisation bancaire, et bientôt bureaucratique. Et il faut aussi une démocratie « externe ». Autrement dit la reconnaissance et le respect des apports propres aux

mouvements: élaborations collectives ou individuelles non entièrement « politiques » au sens des deux fonctions retenues ci-dessus.¹¹

➤ Pour des « partis modestes »

Ces descriptions pourraient faire consensus, encore qu'elles soient déjà amplement contestées. C'est qu'en plus du débat de fond lui-même, il s'avère que les expériences concrètes qui y correspondent en principe ne sont guère convaincantes. Pour s'en tenir aux plus récentes, celle du NPA est aussi un échec de ce point de vue. Rien n'a pu assurer une unification supérieure à partir d'une forte diversité initiale, et le fractionnement y apparaît sans fin. De même les Verts, sous un couvert statutaire fortement décentralisé, ont-ils abouti à ce délicieux mélange de cacophonie permanente et de carriérisme forcené que tout le monde connaît désormais. Le PG, s'auto-définissant comme « parti d'action », laisse peu de place à l'ampleur de la diversité qui est pourtant indubitablement la sienne comme l'a montré son congrès, et plus encore à celle de la gauche radicale dans son ensemble. Si bien que dans le « creuset » qu'il dit être, trop peu d'ingrédients sont pris en compte pour un éventuel amalgame.

D'un autre côté les exemples de racine libertaire n'ont rien de probant. Soit, comme les Indignés dans l'Etat Espagnol, ils se sont montrés incapables de dessiner une réelle perspective alternative. Soit, s'ils s'y attachent même en partie, comme le Mouvement cinq étoiles en Italie, ils aboutissent alors à un mélange détonnant de démocratie de base en réseaux et de bureaucratisme incontrôlable, un sommet de ce que j'ai appelé ci-dessus « l'anarcho-bureaucratisme ».

Selon les conditions (impossibles à prévoir bien entendu) on peut envisager la possibilité qu'un mouvement du type de celui que nous voulons construire devienne l'aimant de rupture larges dans le PS, le PCF, les syndicats, le mouvement social. Ceci dans le cadre de l'aiguïssement d'une « crise nationale » prolongée (à l'exemple de Syriza pour faire vite). C'est un débat qui devrait être commun à tout le FG et dont il est inévitable qu'il s'empare, sauf à courir d'une échéance à l'autre. Mais il faut aussi envisager une autre hypothèse. Que même si les fonctions politiques (au sens donné ci-dessus) et les autres sont distinctes, elles le soient d'une manière atténuée et qu'aucun parti ne pourra les absorber complètement de manière durable. Nous serions entrés alors à l'époque de « partis modestes ». Dont la place au sein des « fronts variables » devra se négocier et se construire en permanence, sans que les places et les fonctions soient stabilisées définitivement.

Un point devrait être discuté dans ce cadre avec son autonomie propre, c'est la place qui en découle pour la personnalisation renforcée du combat politique. Partis « modestes », ils s'imposent beaucoup moins facilement en tant que tels, et beaucoup plus par l'intermédiaire de porte-paroles à qui on peut (momentanément) s'identifier bien au-delà du parti lui-même Et sans que ça obère de trop les modes « liquides » d'engagement et le « zapping » récurrent, devenus typiques de notre époque, qu'on l'apprécie ou qu'on s'en désole. Ceci rend illusoire la perspective de changements trop fréquents des dits porte-paroles, lesquels concentrent en fait durablement ...|...

l'adhésion à une ligne. Alors que l'on pouvait penser que ceci était un produit spécifique de la «présidentialisation» du système électoral français, on voit à quel point, système médiatique aidant (qu'il soit descendant-capitalistique ou horizontal, par internet) c'est au contraire une donnée potentiellement bien plus générale. S'en priver s'est s'affaiblir. Il vaut beaucoup mieux admettre une réalité à laquelle on ne peut guère se dérober, et concentrer les efforts pour la contrôler avec la plus grande attention.

Mais peut-être la «modestie» a-t-elle des vertus plus positives, du fait même que les enjeux sont moins importants. Peut-être cela ouvre-t-il des issues qui soient moins principielles et plus pragmatiques. Comment promouvoir les fonctionnements plus horizontaux, donc plus fédéralistes (avec plus de poids donné non seulement «à la base» du parti mais y compris à «l'extérieur» de lui-même) tout en sauvegardant à la fois les mécanismes raisonnablement démocratiques (loin des baronnies «locales») et l'action centralisée? Vieilles questions mais peut-être plus abordables si on les charge de moins de portée historique...

2. Une lecture de la correspondance de Marx et Engels, pleine de morgue pour «les invertis» devrait en convaincre quiconque.

3. Pour une utilisation en positif du concept d'utopie appuyée sur ce point de vue, voir Henri Maler, «Congédier l'utopie? L'utopie selon Karl Marx», Ed l'Harmattan. Ou encore les positions du sociologue Karl Mannheim, pour qui les «images de désir», qui s'orientent vers la rupture de l'ordre établi exercent une «fonction subversive». Autrement dit, «chasser le flic de notre tête» comme on le disait en 68. L'appui utopique en ce sens est une condition du combat émancipateur. Mais comme on ne peut en toute logique matérialiste le trouver dans l'avenir, les romantiques révolutionnaires l'ancraient dans le passé. Pas seulement et à juste titre, à la suite de Walter Benjamin, dans les promesses inachevées des combats menés et perdus. Mais dans l'illusion rétrospective de l'existence (avant et quelque part), d'un bonheur idyllique. Comme si quelque chose d'approchant ce pourquoi nous nous battons ait jamais existé dans le passé. Vaste débat, et croyances apparemment indestructibles. A la suite de Mannheim, il faudrait ancrer l'utopie dans le présent.

4. Dans le cas tunisien plus particulièrement, c'est l'UGTT qui a joué le rôle réel de «facilitateur». Les partis de gauche se sont de leur côté impliqués à fond, mais sans influence propre décisive.

5. Mais ce n'est pas, et de loin, l'approche principale à retenir pour comprendre ces dérives bureaucratiques post-révolutionnaires. Un peu à la manière de Furet, historien qui défendait que «l'idée» pouvait faire des ravages en tant que telle (pour lui, l'idée communiste mais on peut aussi retenir «l'idée» centraliste). Alors que les points tournants ayant précédé la victoire de Staline en Russie sont l'interdiction des partis autre que celui de Lénine et Trotski, puis celle des fractions en son interne lui-même, pratiques qui n'avaient aucun antécédent historique dans l'histoire du bolchevisme. Plus le refus d'accompagner la «retraite» économique représentée par la NEP par un retour démocratique aux urnes. Au contraire, elle fut accompagnée de la répression de la révolte de Cronstadt. On aura du mal à trouver quoi que ce soit d'équivalent dans les programmes léninistes des années précédant Octobre. La bureaucratization est un phénomène d'ampleur historique, conséquence d'une lutte des classes colossale, qui ne se laisse en aucun cas ramené à des statuts d'un parti.

6. Ne pas s'attacher au terme, même si ça a son importance. Il s'agit pour moi de discuter la fonction politique quelque soit la forme exacte retenue.

7. Comme je l'ai indiqué en introduction le présent texte ne s'attaque pas spécifiquement à la crise des partis, donnée pourtant incontestable. J'ai traité de cette question ailleurs. Pour résumer, cette crise a à mes yeux les racines suivantes. Le bilan général du stalinisme et de tous les partis qui, peu ou prou, s'y sont référés, cela s'étendant même à ceux qui s'y sont opposés de toutes leurs forces. La formidable augmentation du niveau d'éducation, et du niveau culturel en général, avec l'affirmation salutaire de la revendication démocratique individuelle accompagnée de moyens de communication nouveaux. Enfin la crise des Etas westphaliens

laquelle en miroir s'étend aux partis nationaux calqués sur eux. Sur ce dernier point, voir un court texte produit pour la GA, «La fin de la règle des trois unités»

8. On vient de ré-éditer L'État, le pouvoir, le socialisme de Nicos Poulantzas, aux «Prairies Ordinaires», avec une préface de Razmig Keucheyan. Voir aussi le classique Pouvoir politique et classes sociales de l'état capitaliste. Poulantzas y défend une position «eurocommuniste de gauche» qui s'est révélée être une impasse (à mes yeux), mais ses théorisations globales restent stimulantes. On peut surtout se référer à l'importante production de Gramsci et aux exégèses gramsciennes sur la question. Pour Gramsci, il faut refuser l'idée d'espaces organiquement séparés entre la «société civile» et la «société politique» (Poulantzas se trompait sur l'interprétation de Gramsci quant à ce point précis). C'est le concept fondamental qu'il avance «d'Etat intégral». Pour lui «l'Etat est l'ensemble des activités pratiques et théoriques grâce auxquelles la classe dirigeante non seulement justifie et maintient sa domination mais réussit à obtenir le consensus actif des gouvernés».

Et «Il entre dans la notion générale d'Etat des éléments qu'il faut rattacher à la notion de société civile (en ce sens, pourrait-on dire, Etat = société politique + société civile, c'est-à-dire une hégémonie cuirassée de coercition)». Contre lequel le prolétariat doit bâtir une «contre hégémonie». Mais il convient de comprendre que ce sont pour lui deux

instances différentes (société civile et société politique). Une vision dialectique donc : des instances à la fois distinctes et pourtant constitutivement liées. Même si pour lui, «en dernière instance» la sauvegarde de l'hégémonie repose sur le monopole de la violence légitime dans les mains de l'appareil d'Etat au sens restreint. En tout état de cause, cet Etat, défini en ce sens, est bien le lieu d'organisation de l'hégémonie dominante.

9. «Nous avons tenté de discuter de l'organisation entre nous. Ce fut un désastre. On devient un parti quand on parle de structuration». Voilà ce qu'a déclaré Grillo, pour qui «la forme parti» est «le mal absolu». Moyennant quoi il est seul habilité à choisir tous les candidats à toutes les élections, à accepter et à refuser les adhésions, à prononcer les exclusions. Ceci ne résume en aucun cas le phénomène du Mouvement 5 étoiles, mais donne tout de même à réfléchir.

10. Cette question a quelque chose à voir avec celle de ce qu'on a coutume d'appeler «le sujet révolutionnaire». Quelle force sociale est à la fois capable de regrouper des bases suffisantes pour abattre le système, faire mûrir la nécessité et l'envie de le faire, puis de diriger la nouvelle société? Est-ce le prolétariat industriel (allié par exemple à la paysannerie pauvre)? Est-ce le prolétariat au sens élargi, presque assimilable au salariat? Est-ce une alliance de catégories sociales opprimées (ou multi-opprimées)? Est-ce «la multitude»? Ce débat a des coordonnées historiques et théoriques. Il est marqué aussi du fait de la faiblesse des issues données par le mouvement émancipateur lui-même, capable de résister mais très peu pour l'instant de faire tourner la machine à l'envers. S'en sortir en accumulant les drapeaux de toutes couleurs ne suffira pas, une addition ne faisant pas une politique. L'hypothèse que je défends est que, même si ces questions restent à débattre, c'est au moins par la négative qu'on peut les aborder. L'universalisation du mode capitaliste, de la marchandisation du monde, et les crises subséquentes, sociales, morales, démocratiques (au double sens institutionnel et anti aliénations), écologiques donnent la seule base objective d'une fusion stratégique en s'y opposant.

11. J'ai expliqué ailleurs comment et pourquoi, à mes yeux, l'essentiel des apports théoriques et des expérimentations nouvelles ne surgissent pas des partis, même révolutionnaires. Mais de formes toujours renouvelées du mouvement de masse. Idées nouvelles, pratiques nouvelles, y compris de gestion locale, cibles nouvelles, formes d'organisation nouvelles : il est exceptionnel que ceci vienne pour l'essentiel d'une formation politique installée préalablement. La question est ancienne. Ainsi la forme soviétique naît «spontanément» dans la Russie de 1905 par les besoins mêmes du mouvement. La «démocratie externe» a aussi cette fonction là : ne rien faire qui limite cette créativité, la soutenir au contraire et surtout s'en nourrir, alors que la tendance est forte pour toute organisation politique à y voir d'abord des concurrents.

9|2| DÉMOCRATIE, MODE D'ORGANISATION ET TECHNOLOGIES

Les rapports entre les technologies et les transformations sociales et – pour ce qui nous concerne – les mouvements militants, la démocratie interne et leur mode d'organisation sont rarement abordés.

C'est pourtant une voie d'entrée intéressante sur le plan historique et qui peut nous aider à nous doter des outils les mieux à même à faciliter la démocratie interne et l'efficacité du mouvement que nous voulons construire. Ainsi, tout récemment, le FSM de Tunis a été un grand succès comme vous le savez tous. Ce succès s'explique avant tout, bien sûr, par la poursuite du processus révolutionnaire en Tunisie et dans le monde arabe, mais une avancée technique sur laquelle nous allons revenir a été aussi une des causes de cette réussite, ce FSM ayant été le Forum le mieux organisé de toute l'histoire des FSM...

Les exemples historiques plus lointains sont nombreux, pensons par exemple à l'invention de la rotative dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'âge d'or de la presse écrite qu'elle a facilité et l'importance du journal pour la social-démocratie du début du siècle dernier, mais arrêtons nous sur deux exemples plus récents.

La fédération syndicale SUD-PTT et l'ordinateur. Quand les syndicats PTT de la CFDT Ile-de-France ont été exclus, fin 1988, les équipes permanentes des syndicats – en particulier ceux de la fonction publique qui bénéficiaient d'un nombre important de permanents qui ne leur «coûtaient» rien (ils étaient mis à disposition par les administrations) – avaient une organisation du travail particulièrement archaïque: standardistes, secrétaires et dactylos peuplaient les bureaux, créant de nombreux filtres et ralentissant tous les processus. Quand SUD PTT s'est créé presque 1 an s'est écoulé avant que la nouvelle fédération puisse bénéficier de droits syndicaux et donc de permanents, une cure d'amaigrissement pendant laquelle une bonne partie des ressources ont été mobilisées pour se doter d'ordinateurs, les militants n'ayant d'autres choix que de taper eux-mêmes les tracts et documents syndicaux... Quand la fédération SUD PTT a retrouvé ses moyens et ses locaux, elle a choisi de se passer de tous ces permanents dit «techniques» et de demander aux permanents «politiques» de gérer eux-mêmes la production des écrits syndicaux ainsi que toutes les relations externes, avec les salariés comme avec les journalistes... Le résultat en a été une vitesse de réactivité qui a été une des raisons du succès de ce nouveau syndicat !

Le mouvement altermondialiste et l'Internet. Dix ans plus tard c'est l'usage de l'Internet – tout simplement des e-mails – qui a permis au mouvement altermondialiste de se développer. Sans Internet il aurait été impossible d'organiser les Forum Sociaux Mondiaux et les grands rassemblements militants, à Seattle ou Gênes... Un usage d'Internet qui était à l'époque loin d'être la norme dans le mouvement social ou les partis politiques, mais qui s'était déjà développé dès la fin des années 1990 chez les mouvements de chômeurs ou les mouvements de sans-papiers, des militants qui n'avaient pas accès aux locaux syndicaux, qui n'avaient pas d'adresses postales ni de téléphones (le mobile étaient encore très coûteux). Une pratique qui relativise les discours classiques sur la «fracture numérique» dont seraient victimes les couches populaires !

Au moment où nous nous lançons dans la construction d'un nouveau mouvement politique, l'expérience du FSM de Tunis nous montre que nous pourrions bénéficier de technologies qui nous permettraient un pas important en avant en terme de démocratie et d'efficacité.

L'organisation du FSM a bénéficié de la greffe entre

deux types de technologies du monde de l'Internet, les technologies qui permettent de publier et de diffuser facilement des contenus, écrits ou multimédia¹, et celles qui permettent aux personnes, aux individus, de mieux gérer leurs actions et interactions².

Trois raisons expliquent l'importance de ces outils dans la réussite du FSM de Tunis et devraient nous amener à les utiliser pour notre nouveau mouvement: Donner plus de contrôle et de pouvoir au militant. C'est l'intérêt premier de ces technologies: ils permettent aux militants de contrôler leur «vie» dans le mouvement auquel ils adhèrent, de décider de ce à quoi il peut souscrire et s'abonner et de s'exprimer à plusieurs niveaux de diffusion. En pratique cela veut dire que les militants possèdent leur page personnelle dans laquelle ils décident à quelles listes de diffusion ils veulent s'abonner (celles des différentes commissions thématiques), à quel structure locale ils veulent s'affilier (leur domicile ou leur lieu de travail, par exemple), à quelle activité ils veulent participer (de la distribution de tracts à la participation à un atelier lors d'une université d'été) ou comment adhérer au mouvement (paiement par prélèvement ou carte, ce que tout un chacun fait lui-même ou avec l'aide d'un proche, ne serait-ce que pour acheter un billet sur Internet). Par cette page personnelle, chaque militant peut ouvrir un blog, qui pourra être diffusé dans la structure locale, sur la liste de la commission thématique ou sur le site national du mouvement (un peu comme le «club» de médiapart) et proposer des actions et initiatives. En donnant ces moyens de contrôle et ces «pouvoirs» aux militants nous profiterons de l'expérience importante qui est celles des militants de nos réseaux mais nous offrirons aussi des outils qui apparaissent comme évidents et obligatoires aux nouvelles générations.

Faciliter la gestion du mouvement à tous les niveaux. Avec un tel outil il est facile de comprendre que la gestion est considérablement facilitée et donc que nous gagnerons du temps et de la réactivité, et ce à tous les niveaux: national (de la trésorerie à la gestion du site web), sectoriel (toutes les commissions thématiques par exemple) ou local...

Eviter tous les «frais» de migration. Une des principales difficultés dans l'introduction de ce type de technologies dans une organisation tient aux coûts de migration: il faut faire migrer les contenus et les bases de données existantes, ce qui est coûteux en temps et en ressources. En revanche, quand on part d'une page blanche on s'économise tous ces coûts et l'on peut construire quelque chose d'immédiatement fonctionnel (dans le monde de l'entreprise c'est ce qui explique la qualité du CRM d'Amazon par exemple, face aux Trois Suisses ou à la FNAC). Dans le monde militant cela était le cas du FSM de Tunis et pourrait être notre cas si nous décidons de faire ce saut !

1. Il s'agit des « CMS » (Content Management Systems) qui sont les progiciels qui permettent la création de sites web facile à alimenter, ils existent depuis près de 10 ans et sont à la base de tous les sites web militants que nous connaissons (souvent en SPIP dans le monde francophone, ou en Wordpress, Joomla ou Drupal dans le monde du Web2.0).

2. Ce sont les « CRM » qui viennent du monde de la grande entreprise, ce sont les progiciels de « gestion de la relation client » (Customer Relation Management), qui existent aujourd'hui en logiciel libre et sont également adaptés au monde des ONG ou des associations.